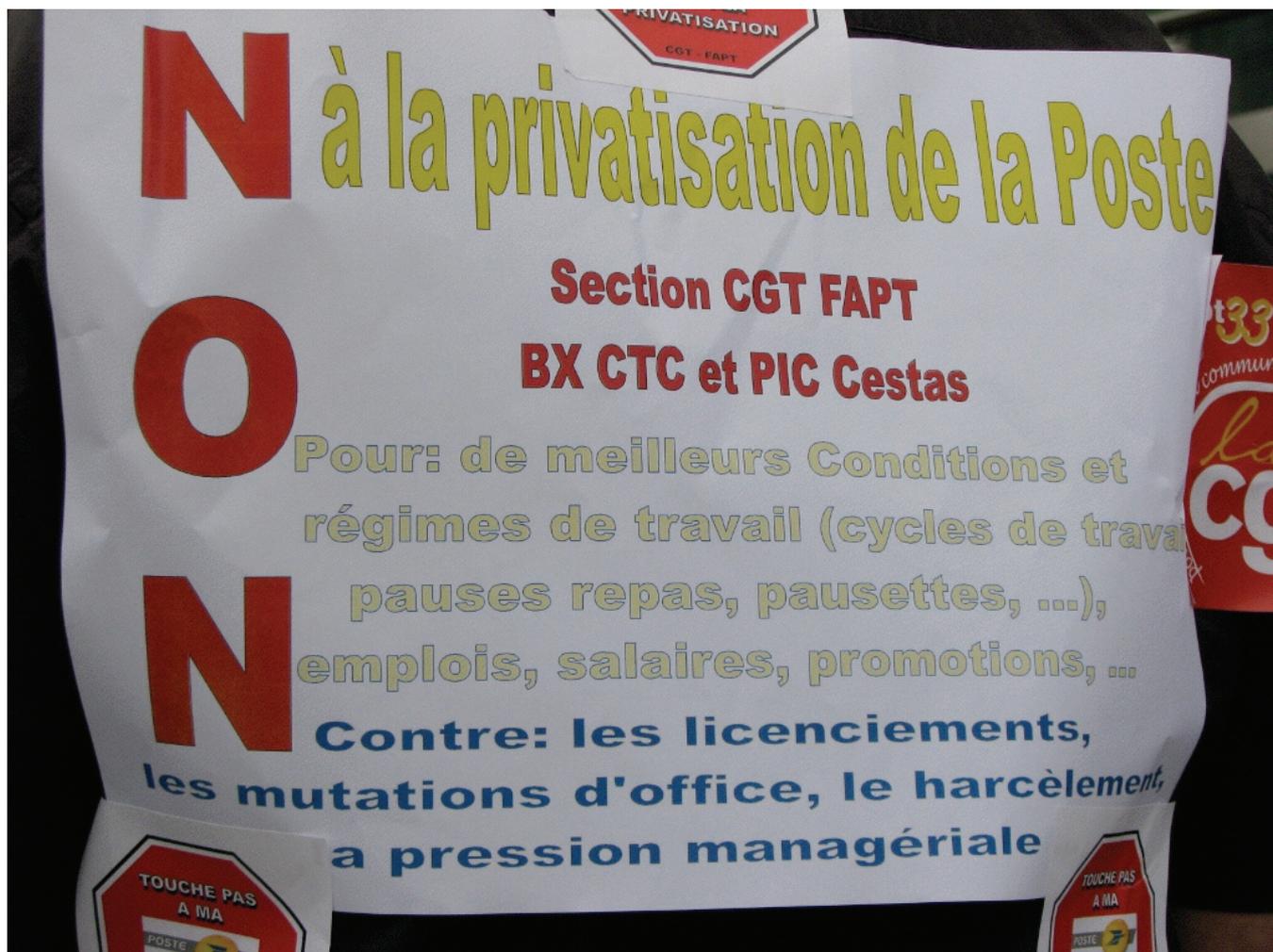


Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

N° 4, novembre-décembre 2009 — 1,5 € (soutien : 2 €)



**Sous l'apparente inertie
de la lutte des classes**

***LES INGRÉDIENTS D'UNE CRISE
SOCIALE ET POLITIQUE S'ACCUMULENT***

Sous l'apparente inertie de la lutte des classes, les ingrédients d'une crise sociale et politique s'accumulent

Si on la compare à celle du premier semestre, la situation sociale de la rentrée semble avoir été dominée par l'atonie du côté des travailleurs. Pourtant, dès que l'on saisit les raisons politiques de cette situation, on peut comprendre à quel point la colère des travailleurs continue de gronder, même si elle est plus sourde aujourd'hui. C'est ce que prouvent à la fois le soutien

massif à la lutte contre la privatisation de la poste ; l'émotion et l'identification générales suscitées par les révélations sur les suicides dus aux conditions de travail chez France Telecom ; la persistance, malgré le silence médiatique, de plusieurs centaines de conflits sociaux, notamment des grèves ouvrières, incluant parfois des occupations ; la montée du

sentiment d'injustice, de l'hostilité au capitalisme et de la violence ouvrière et populaire sous diverses formes. Dans cette situation, l'accumulation des éléments pour une crise politique au niveau du gouvernement et du président lui-même, de plus en plus discrédités, pourrait devenir explosive...

La relative atonie sociale a des causes politiques

La fin de la grève des Freescale le 9 octobre apparaît comme le point d'orgue de la vague de grèves ouvrières plus ou moins dures et de portée nationale qui avait marqué l'année jusqu'à l'été, de Continental à Molex en passant par Caterpillar, Lear, Goodyear ou New Fabris (cf. ci-dessous notre article de bilan). Les « journées d'action » des directions syndicales, qui n'ont certes pas été sérieusement préparées par celle-ci, n'ont rencontré aucun écho chez les travailleurs. C'est le cas de la journée d'action de la CSI (Confédération Syndicale Internationale) pour le « travail décent » le 7 octobre (malgré l'appel de presque toutes les organisations). C'est le cas aussi des manifestations appelées le 22 par la CGT « pour une véritable politique industrielle » et pour « assurer le financement de la croissance des entreprises », même si des travailleurs combatifs et des équipes militantes ont réussi à imposer dans un certain nombre de cortèges une dynamique de lutte, notamment en scandant le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements ». Même la grève des cheminots du 20 octobre contre la réforme du fret et la réorganisation globale de l'entreprise n'a rencontré qu'un faible succès, avec 23,75% de grévistes selon la direction et 31,6% selon la CGT.

La cause principale de cette situation, c'est le poids décisif des défaites du premier semestre, qui ont entraîné un grand découragement chez les millions de grévistes et de manifestants et parmi les équipes militantes elles-mêmes. Les travailleurs ne croient plus aux grandes journées d'action sans perspective appelées par les directions syndicales tous les deux, trois ou six mois, mais ne se voient proposer aucune alternative à une échelle de masse. En particulier, le sentiment d'impuissance face aux licenciements est fort : non seulement de nombreuses entreprises qui ferment ou annoncent des licenciements ne rencontrent pas de fortes résistances, mais là où il y a des luttes, la revendication dominante est celle de meilleures indemnités et la méthode principale reste une pression locale plus ou moins forte, mais sans initiative de convergence ou de coordination.

Rétrospectivement, des initiatives très importantes, comme la manifestation des New Fabris le 31 juillet, la rencontre de Blanquefort le 5 septembre ou la montée à Paris du 17 septembre, qui avait été préparée par les équipes militantes des entreprises en lutte et a rassemblé 3000 travailleurs particulièrement combatifs, apparaissent non comme les points de départ d'un nouveau souffle et

d'une véritable coordination capable de s'affronter aux directions syndicales, mais plutôt comme les point d'orgue du cycle du printemps : elles confirment que cela aurait pu être fait avant, mais a été tenté trop tard. La principale leçon à en tirer est qu'une situation où les grèves et les luttes se multiplient appelle d'emblée la nécessité de les unifier, donc de prendre des initiatives politiques concrètes pour les coordonner en combattant frontalement la politique des directions syndicales collaboratrices et des réformistes, en promouvant l'auto-organisation et des rencontres entre travailleurs en lutte, sans attendre passivement que la convergence se fasse toute seule. C'est à cela que sert un parti anticapitaliste et révolutionnaire, que doit servir le NPA.

Dans l'immédiat, il est plus urgent que jamais d'avancer vers la construction d'un courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique. Il y a des années que la contestation des directions syndicales par les militants n'avait pas été aussi forte. C'est surtout le cas dans la CGT après une année de luttes particulièrement intense et à la veille du 49^e congrès : la candidature de Jean-Pierre Delannoy contre Bernard Thibault est d'une importance considérable car elle repose sur une base de lutte de

classe claire et elle fédère d'ores et déjà les principaux collectifs de militants syndicaux oppositionnels, permettant un pas en avant

important dans leur coordination nationale pour l'action commune. La Tendance CLAIRE soutient totalement cette campagne et

appelle le NPA à faire de même en tant que tel (cf. ci-dessous notre contribution).



Manifestation commune des travailleurs en lutte contre les licenciements à l'appel des New Fabris, Châtelleraut, 31 juillet (source : www.phototheque.org)

Le combat contre la privatisation de la poste et pour la grève générale des postiers est le combat central du moment

L'analyse de la situation actuelle ne saurait s'en tenir à l'apparence de l'inertie. Les défaites du printemps ont entraîné une certaine résignation, mais elles n'ont pas été un écrasement des travailleurs et n'ont fait qu'accroître leur colère, même si celle-ci est aujourd'hui plus sourde. En particulier, on ne peut comprendre l'échec des « journées d'action » syndicales depuis le début de l'année de façon unilatéralement négative : les travailleurs mobilisés en masse en début d'année ont eu raison de les boycotter, car il était évident qu'elles n'étaient ni conçues, ni utilisables pour engager une dynamique générale de lutte. *A contrario*, les travailleurs ont su se saisir des grèves qui, malgré leur durée fixée à 24 heures par les directions syndicales, pouvaient contribuer à faire avancer la combativité et la conscience, comme cela a été le cas à la poste le 22 septembre (35 à 40% de grévistes) et lors de la grève contre la

réorganisation des services et la souffrance au travail des travailleurs Pôle Emploi le 20 octobre (35 à 40% de grévistes).

La question de la poste, avec le projet de privatisation du gouvernement, et celle de la souffrance au travail, avec l'indignation massive suscitée par la multiplication des suicides chez France Telecom ont dominé l'actualité sociale et politique, ouvrant les plus larges brèches dans la relative atonie globale. La « votation citoyenne », dont le cadre avait été fixé depuis un an par les bureaucraties syndicales et les partis de gauche pour substituer la demande d'un référendum au combat pour la grève des postiers, a finalement tendu à échapper à ses propres organisateurs, avec l'engagement de nombreux militants qui ont fait passer le curseur de la demande de référendum à Sarkozy au refus pur et simple de la privatisation, obtenant ainsi sans difficulté et sans

surprise l'accord massif des travailleurs. Mais après les 2,3 millions de voix, le PS, les réformistes et les bureaucrates syndicaux ont voulu reprendre les choses en main en refusant de s'appuyer sur leur propre succès pour aller à l'affrontement avec le pouvoir : ils ont lancé la lamentable opération « cartes postales » envoyées au président (comme si la « votation citoyenne » ne suffisait pas !) et des actions purement symboliques devant le Sénat. Pour les militants et les travailleurs qui veulent réellement gagner sur cette question, il s'agit au contraire de tout faire pour imposer une manifestation nationale exigeant le retrait du projet de loi et une grève générale des postiers (cf. la contribution de la Tendance CLAIRE reproduite ci-dessous).

Sous la pression militante, le Comité national contre la privatisation de la poste appelle maintenant à une journée de manifestations décentralisées le

28 novembre et à une montée nationale à Paris mi-décembre. Il faut tout faire pour que ces manifestations soient effectivement préparées et réussies. Dans le même temps, la préparation de la grève reconvertible des postiers avance, avec une motivation importante à la base. La journée de grève du 24 novembre sera sans nul doute un

gros succès. Si la fédération CGT (premier syndicat à la Poste au niveau national) s'en tient pour le moment à une grève de 24 heures, SUD (2^e syndicat au niveau national, 1^{er} en région parisienne), la CFTC et FO au niveau national, SUD, FO, CFTC et CGT à Paris et l'intersyndicale du service des colis d'Île-de-France appellent à

reconduire la grève après cette date jusqu'au retrait du projet de loi. Il est donc possible que les postiers s'engagent dans une épreuve de force décisive contre le gouvernement, avec le soutien massif de la population... Cela ouvrirait naturellement une toute autre situation sociale et politique...



Manifestation du 22 septembre contre la privatisation de la poste à Bordeaux (source : www.phototheque.org)

Le scandale des suicides et de la souffrance au travail est d'autant plus explosif qu'il met en cause directement les rapports de production capitalistes

Au moment même où la question de la poste arrivait sur le devant de la scène, éclatait le scandale des suicides chez France Telecom, révélant la souffrance au travail qu'a provoqué la privatisation (préparée par un gouvernement PS en 1991 et achevée par le gouvernement Jospin-Buffet en 1997), il aurait pu servir lui aussi de catalyseur à une mobilisation sociale de grande ampleur si les directions syndicales et les réformistes l'avaient voulu. D'ailleurs, la direction de France Telecom a dû faire quelques gestes pour désamorcer tout risque d'explosion sociale dans cette

entreprise qui reste une des plus grandes de France, avec 102 000 salariés (dont deux tiers sont encore fonctionnaires) : après avoir tenté de minimiser le problème du suicide au travail, elle a dû, sous la pression, faire quelques concessions et beaucoup de manœuvres. Elle a annoncé le gel des « mobilités forcées » (sauf pour les travailleurs des sites déjà vendus), la suspension des restructurations jusqu'à la fin de l'année et le recrutement de 380 salariés en CDI. Elle a aussi essayé de faire porter le chapeau aux cadres supérieurs, promis de revoir leurs méthodes et nommé pour cela un nouveau vice-président. Enfin,

elle a lancé un questionnaire sur les conditions de travail, qui aurait été rempli massivement par les salariés. Tout cela n'aurait cependant pas suffi à endiguer le risque d'explosion ouvert par le scandale des 25 suicides depuis janvier 2008 si les directions syndicales n'avaient pas bloqué toute dynamique de lutte, préférant aller négocier des miettes pour se comporter en partenaires sociaux — et en l'occurrence en assistantes sociales — plutôt qu'en organisatrices de la lutte de classe.

C'est ainsi que le début d'incendie a été provisoirement circonscrit par des expédients,

même s'il est clair qu'il repartira tôt ou tard avec d'autant plus de force. Mais la politique des directions syndicales et des réformistes est d'autant plus scandaleuse que le lien avec l'autre combat central du moment, la lutte contre la privatisation de la poste, était évident et pouvait donc entraîner une importante dynamique de lutte commune. De plus, le soutien de tous les travailleurs à ceux de France Telecom a été immédiat, tout simplement parce qu'ils se sont massivement reconnus dans la dénonciation publique de leurs conditions de travail, les suppressions de postes (22 000, soit près de 22%, entre 2006 et 2008), la mobilité forcée, l'intensification dramatique du travail.

En effet, si elle occupe aujourd'hui le devant de la scène sous sa forme mortelle, la plus spectaculaire, cette question de la souffrance au travail et du « stress » — euphémisme pour ne pas dire surexploitation — est extrêmement profonde : elle doit être centrale pour la lutte de classe et la défense d'une orientation anticapitaliste révolutionnaire. Comme le dit Bernard Salengro, médecin du travail et responsable de l'Observatoire du stress mis en place par la CFE-CGC en 2002, « *le problème du stress met en question l'organisation du travail, les relations sociales, la hiérarchie, etc., qui constituent l'essence même du pouvoir de direction* ». C'est en effet une méthode de management qui a été introduite dans les années 1980 et généralisée dans les années 1990 pour accroître l'intensité du travail. L'inventivité perfide du capitalisme

a consisté à utiliser et détourner l'aspiration à l'autonomie des individus dans le travail qui, dans les années 1970, avait conduit à une forte mise en cause de la taylorisation et de la hiérarchie directe, en faisant prendre en charge par chaque individu sa propre surexploitation. C'est une sorte de retour au principe du salaire aux pièces sous une forme masquée. *Le Monde* du 22 octobre rappelle ainsi que Noël Goutard, patron de Valeo entre 1987 et 2000, exigeait une « *implication du personnel* » accrue comme l'un des principaux facteurs pour atteindre la baisse des coûts de 30% en deux ans (1992-1993) qu'il avait fixée ; et il ajoutait sans scrupule que « *ceux qui n'étaient pas "formables" devaient partir* ». Selon Thierry Weil, professeur à l'École des Mines de Paris, le « *management par objectif* », voire « *par projet* », consiste à « *fixer des objectifs atteignables, mais suffisamment ambitieux pour que les gens se défoncent* ».

Contre cette surexploitation, l'accord interprofessionnel signé en juillet 2008 par les « partenaires sociaux » n'est d'aucun secours, car il se borne à des vœux pieux et il n'a d'ailleurs été appliqué que dans un nombre infime d'entreprises. Ce n'est évidemment pas Xavier Darcos qui protégera les travailleurs : sa menace de... publier la « liste noire » des entreprises qui n'auraient pas ouvert des négociations pour appliquer cet accord d'ici février est d'autant plus hypocrite qu'il a lui-même supprimé 20 000 postes d'enseignants quand il était ministre de l'Éducation, accélérant la

souffrance au travail des enseignants, parmi lesquels on compte l'un des plus grands nombres de dépressions et de suicides dus au travail. Mais les travailleurs ne peuvent pas compter non plus sur les réformistes et les bureaucrates syndicaux : pendant des années, ils ont complètement négligé cette question, empêchant toute réponse collective — c'est même l'un des facteurs de la crise du mouvement ouvrier. Et aujourd'hui ils prétendent pouvoir lutter contre la souffrance au travail en revendiquant quelques morceaux de sparadrap sur l'organisation capitaliste du travail ! Ils ne remettent pas en cause les objectifs mêmes de celle-ci, dont découlent pourtant rationnellement les mesures d'intensification — et ils ne mènent d'ailleurs même pas de luttes significatives pour en limiter les dégâts. Tout au contraire, les travailleurs ne doivent pas hésiter à se battre pour la baisse de l'intensité et de la durée du travail, l'embauche de travailleurs supplémentaires, l'organisation de vraies équipes de travail sans hiérarchie, le contrôle ouvrier sur les objectifs de production, la gestion ouvrière. Cela remet évidemment en cause le but et le cadre mêmes du capitalisme, qui ne peut pas être humanisé puisqu'il consiste précisément à déshumaniser le plus possible le travail pour faire un maximum de profit — même si les producteurs résistent toujours plus ou moins à son joug en tentant de garder une certaine maîtrise de leur métier, de leurs gestes et du sens social et individuel de ce qu'ils font.





Rassemblement de travailleurs de France Telecom le 6 octobre à Caen (source : www.phototheque.org)

La conflictualité sociale est moins visible et plus dispersée, mais reste importante et menaçante pour la bourgeoisie

Au-delà des grandes questions nationales, on remarque une myriade de luttes ouvrières dispersées dans tout le pays. *Le Monde* du 9 octobre parle lui-même de « centaines » de conflits sociaux en cours, y compris des grèves avec occupations d'usine. Un article de Rémi Barroux paru dans le même journal rend également compte d'une étude lucide de l'association *Entreprise & Personnel*, qui regroupe les dirigeants « ressources humaines » des plus grandes entreprises françaises, parue le 29 septembre sous le titre « Entre colères et fatalisme ». On y lit que « le climat social paraît relativement stable », car il n'y a pas de « collectivisation des actions », mais on constate en même temps « la dégradation des rapports sociaux dans la société elle-même, la montée des frustrations et des ressentiments ».

Cela entraîne d'abord un fort « sous-travail », sous la forme d'une montée de l'absentéisme et d'un « présentéisme contemplatif », c'est-à-dire d'une résistance individuelle d'une masse croissante de travailleurs contre les excès de

l'exploitation et le manque de sens de leur travail. Mais surtout, selon cette étude décidément pertinente, il y a un risque que le leader du LKP, Élie Domota, ou le délégué des Continental, Xavier Mathieu, puissent « devenir pour certains des exemples ». Pour le moment, ce risque est certes limité à la fois par l'« activisme présidentiel » (dont nous verrons ci-dessous les limites) et par « la capacité de canaliser la colère » des syndicats, qui se livrent même à une « cogestion de la crise ». Mais il n'en reste pas moins que la « cohésion sociale » est menacée et que rôde notamment le spectre des émeutes des quartiers populaires de 2005 — d'autant plus, faut-il ajouter, que le licenciement des centaines de milliers d'intérimaires de l'industrie, souvent des jeunes de ces quartiers, augmente encore la possibilité d'une telle révolte.

De plus, l'étude souligne que, avec les premiers signes de reprise économique, la question salariale pourrait revenir sur le devant de la scène, devant celle de l'emploi. Les négociations salariales risquent d'être tendues, d'autant que la

bourse a repris son envol et que les primes tombent pour les actionnaires, patrons et cadres supérieurs. Dès lors, « toute mesure pouvant susciter un sentiment d'injustice ou d'incompréhension pourrait servir de détonateur à un conflit ». C'est ce que confirme une étude Viavoice réalisée pour la FSU du 9 au 12 septembre, qui montre que la première raison pour laquelle les Français « seraient prêts à se mobiliser » est celle des salaires. Un quart serait prêt à participer à « au moins un mode d'action », 12% des salariés parlent de grève, 19% dans le public.

De son côté, le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, tire un signal d'alarme dans *Le Monde* du 22 octobre pour alerter le gouvernement sur les effets explosifs de l'augmentation des souffrances sociales en général, mais aussi de la violence. « Le sentiment d'injustice chez nos concitoyens, écrit-il, m'inquiète par son ampleur, son intensité, son mode d'expression autant que par les réactions et les actions qu'il déclenche. » Selon lui, ce sentiment ne concerne plus seulement les plus

pauvres, mais gagne jusqu'aux classes moyennes, voire supérieures. De plus, chez les plus démunis, avec la crise, « *la violence de ces situations engendre la violence des réactions. Le recours à la violence physique et psychologique, ayant prouvé son efficacité, se systématisé : séquestrer un patron est l'assurance de voir les caméras arriver, le débat porté sur la place publique, l'opinion sensibilisée, l'action publique déclenchée* ». Or cela « *fragilise le pacte social qui veut que la République protège le plus faible du plus fort et assure les conditions premières du vivre ensemble. Si les membres de la société ne croient plus en leurs institutions et leurs représentants, ils envisagent alors de faire respecter eux-mêmes leurs droits ou se tournent vers d'autres aux discours séducteurs. Lorsque je ne crois plus à la force du droit, je revendique le droit de la force. Je n'ai pas le droit de séquestrer mon patron. Oui, mais j'ai le droit de nourrir ma famille. Je n'ai pas le droit de conduire sans permis. Oui, mais j'ai le droit d'aller travailler pour gagner ma vie. L'apparition de certaines officines proposant des formations à la désobéissance civile et gangrenant certains professions n'a rien de rassurant. Que penser alors de la crainte des responsables syndicaux et associatifs d'être bientôt dépassés par leur base ?* » Là encore, nous avons affaire au constat lucide d'un tenant de l'ordre bourgeois qui s'inquiète pour sa

pérennité. D'ailleurs, les réformes institutionnelles qu'il propose ensuite sont tellement risibles qu'il semble faire partie lui-même de ceux qu'il décrit comme doutant des institutions ! Il se contente de demander des nouvelles structures et une attitude générale des institutions pour permettre... une plus grande « écoute des citoyens », un plus grand « respect de l'individu », plus de « dialogue » et autres fadaïses contradictoires avec le capitalisme. Mais il n'en a pas moins conscience de leur fonction : « *Notre société a besoin de soupapes de décompression pour endiguer cette violence physique et psychologique née du sentiment d'injustice.* » Autant dire que, pour les révolutionnaires, la situation ainsi décrite n'appelle aucune décompression, mais au contraire la libération de toute l'énergie contenue dans la colère ouvrière et populaire et sa concentration contre le pouvoir du capital et de l'État.

Enfin, au-delà des signes de la conflictualité actuelle et à venir, au-delà du sentiment d'injustice, on constate le progrès d'un anticapitalisme diffus et plus ou moins aigu. Il s'explique par la force historique du mouvement ouvrier en France, malgré ses directions réformistes et sa décomposition actuelle, par les grands mouvements sociaux depuis 1995, malgré leur caractère défensif, par l'influence croissante des organisations d'extrême gauche ces dernières années, mais plus encore par le développement de la crise en

cours. *Le Monde* du 21 octobre cite ainsi un sondage Euro RSCG C & O montrant que la façon dont les Français comprennent la crise est très différente de celle des Britanniques ou des États-Uniens. Alors même que leur consommation a globalement bien résisté, puisqu'elle ne baisse que dans les deux ou trois derniers mois, 62% des Français choisissent l'image de la pauvreté pour désigner la crise, contre 11% des Britanniques et 19% des Américains, dont le pouvoir d'achat a pourtant été beaucoup plus affecté. De plus, 71% estiment que les jeunes sont les plus touchés, contre 28% et 27% des Britanniques et des États-Uniens. Et surtout, *les Français estiment à 37% qu'il s'agit d'une crise du capitalisme et à 21% d'une crise de la société*, alors que pour 56% des Britanniques et 54% des États-Uniens, c'est une crise financière...

Mises bout à bout, on constate donc que bien des analyses lucides de la bourgeoisie établissent elles-mêmes que les conditions pour la mise en avant d'une orientation anticapitaliste cohérente et conséquente, n'hésitant pas à articuler les luttes immédiates à l'objectif d'en finir avec ce système, avancent chaque jour davantage. Réciproquement, une telle orientation contribuerait à accélérer la maturation de la conscience anticapitaliste des travailleurs et par là même à dynamiser les luttes.

Les ingrédients d'une crise gouvernementale s'accumulent

Si un nouveau cycle de luttes majeures s'ouvrait, la situation politique serait particulièrement propice pour un affrontement décisif avec le gouvernement. En effet, les ingrédients pour une crise gouvernementale se sont accumulés depuis la rentrée à une vitesse accélérée. Des scandales éthiques et démocratiques ont été soulevés par les propos racistes du ministre Hortefeux, les révélations sur l'exploitation sexuelle pratiquée par Frédéric Mitterrand, l'affaire de népotisme en faveur de Jean Sarkozy ou les méandres

nauséabonds de l'affaire Clearstream passée au crible du tribunal.

De plus, les opérations de communication qui avaient fait le succès du président sont discréditées les unes après les autres, du choix d'ouvrières de petite taille pour poser derrière le président en Normandie au refus de celui-ci d'aller rencontrer les ouvriers de Gandrange en Moselle pour s'expliquer sur ses promesses non tenues, en passant par le coût astronomique de la visite à l'hôpital de Villejuif...

En outre, la fronde des élus UMP, de la base au sommet, se fait de plus en plus forte à l'approche des régionales : refus massif du projet de réforme de l'administration territoriale, notamment du nombre et du mode d'élection des élus, résistance contre la suppression de la taxe professionnelle (un temps relayée avec virulence par Juppé lui-même), plus désormais toute une polémique, emmenée par l'ancien Premier ministre Raffarin, sur le montant de l'emprunt que l'État voudrait concocter pour renflouer

ses caisses vidées par les cadeaux colossaux offerts aux riches contribuables, aux banques et aux trusts de l'automobile.

Enfin, la remontée des chiffres de la délinquance affaiblit le crédit de Sarkozy aux yeux de son électorat et surtout de celui qu'il avait gagné au FN, avec un fort risque de remontée de l'extrême droite aux régionales. De ce point de vue, les mesures particulièrement ignobles que sont la fermeture des zones de transit pour les migrants à Calais, l'expulsion des sans-papiers afghans ou l'ouverture du prétendu débat sur l'« identité nationale » ne sont que des manœuvres pour tenter de regagner la confiance de la fraction xénophobe et réactionnaire de la population, qui croît avec la crise.

Bref, comme le note Arnaud Leparmentier dans *Le Monde* du 9 octobre, « à mi-mandat, la méthode de Nicolas Sarkozy s'essouffle » et, si des voix s'élèvent pour changer le Premier ministre, tout le monde est bien conscient que cela ne suffirait pas à relancer un président dont la méthode a précisément consisté à concentrer sur sa personne le feu des caméras, la réalité du pouvoir gouvernemental, mais aussi par là même les risques d'être la principale cible d'une explosion de colère des travailleurs.

Enfin, Sarkozy ne peut même plus redorer son blason en se prévalant de succès internationaux comparables à ceux qu'il avait revendiqués lorsqu'il présidait l'Union européenne ou lors du G 20 l'an passé, où il avait dit vouloir moraliser le capitalisme et

supprimer les paradis fiscaux, tout en faisant croire qu'il avait réussi à faire évoluer Obama lui-même... Aujourd'hui, au contraire, les États-Unis laissent Sarkozy à la juste place qui revient au chef médiocre d'un impérialisme de second rang, en bloquant la négociation sur le climat — alors que Sarkozy voulait passer pour un champion mondial de l'écologie — et en snobant le président français, comme l'a fait Obama lors du sommet de Pittsburgh...



Quant au chef de la Commission européenne, Manuel Barroso, il menace la France de sanctions en raison de ses déficits publics particulièrement importants : acceptés l'an passé par toutes les bourgeoisies pour sauver le système bancaire et financier, ils sont jugés dangereusement élevés en France car ils atteignent 8,2% du PIB, certes inférieurs à des pays beaucoup plus durement touchés par la crise comme le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Espagne et la Grèce, mais nettement supérieurs à ceux

de l'Italie (5,3) et surtout de l'Allemagne (3,7). Or le bouclier fiscal et le fléchissement de la consommation depuis juillet empêchent d'augmenter les recettes. Le gouvernement doit donc avant tout limiter les dépenses et préparer un « grand emprunt », mais il n'a aucune stratégie de sortie de crise, contrairement à ses homologues européens, qui présentent des plans rigoureux. Dans les rangs de l'UMP et dans la presse pro-UE, notamment *Le Monde*, on critique l'excès du déficit et on presse Sarkozy d'agir, alors que lui ne voudrait pas avoir à revenir aux critères de Maastricht avant 2012, à la fois parce que la croissance ne peut revenir avant 2011 au mieux et parce que cela pourrait lui coûter sa réélection. Du coup, Barroso accuse la France (ainsi que l'Allemagne) de « nationalisme économique », contraire aux règles de la concurrence européenne, et menace la France de sanctions, tout en n'osant pas aller très loin sous peine d'affaiblir Sarkozy, ce qui aurait des effets dangereux à la fois en France et dans le rapport de force international entre les pays de l'UE et les États-Unis.

Il est donc clair que les conditions d'une crise politique s'accumulent parallèlement à celles, moins visibles mais plus profondes, d'une explosion sociale. Sous l'atonie apparente du champ social, la vieille taupe révolutionnaire s'est mise à creuser de plus belle...

□ Ludovic Wolfgang

Grèves ouvrières : éléments pour un premier bilan et propositions pour un programme d'action

Les sept ou huit premiers mois de l'année ont été marqués par le début d'un retour du prolétariat industriel sur la scène politique, comme un élément central de cette première étape de résistance aux effets de la crise capitaliste mondiale. Les travailleurs de Caterpillar, Continental, Goodyear, New Fabris, Molex, Freescale... ont

non seulement attiré l'attention des médias, mais surtout inquiété le patronat et le gouvernement, les obligeant dans certains cas à quelques concessions.

Cette vague de luttes a été encourageante dans la mesure où, contre tout le discours réactionnaire qui annonçait que la classe ouvrière n'existait plus ou

bien qu'elle existait mais était devenue tellement conservatrice qu'elle n'avait plus aucune capacité de lutte, elle a montré que le prolétariat industriel est toujours là, et que l'étape ouverte par la crise historique du capitalisme tend à le pousser de nouveau à l'action.

Comme il s'agit bien d'une première vague et que, malgré une

certaine pause actuellement dans les luttes ouvrières à enjeu national, les tendances ouvertes par cette nouvelle étape se maintiennent, il nous semble nécessaire de commencer à tirer un bilan de ces premiers combats pour mieux préparer les suivants.

Dynamique combative et limites revendicatives des luttes contre les licenciements

Dans un article précédent (<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=35>), nous avons signalé quelques caractéristiques des grèves qui avaient eu lieu jusqu'à ce moment-là (fin mai) : prédominance des secteurs périphériques de la production (dans l'automobile, par exemple, plutôt les équipementiers que les grands constructeurs), radicalité des méthodes de lutte (piquets de grève, séquestration de patrons, quelques occupations de sites), mais programme qui en général ne dépassait pas la revendication des primes licenciement et trahison des directions syndicales.

Dans quelques conflits emblématiques comme celui de Continental, les ouvriers ont obtenu des primes supérieures à ce que les patrons voulaient leur accorder, ce qui montre la force potentielle de la classe ouvrière en lutte. Mais dans la plupart des cas les conflits se sont

achevés par des défaites (maintien des plans de licenciements) et l'unification des luttes, indispensable pour imposer un rapport de forces au patronat ne s'est jamais réalisé.

Jusqu'aux mois de juillet/août, ces caractéristiques (radicalité des méthodes pour des revendications limitées) se sont maintenues. Dans quelques cas comme celui du conflit de New Fabris, les travailleurs sont allés jusqu'à menacer de faire sauter l'usine dans le cas où le patron ne leur accorderait pas la prime demandée. Cette méthode extrême était à la fois l'expression d'un début de radicalisation et une déclaration d'impuissance et de désespoir face à la trahison des directions syndicales et à l'isolement dans lequel ils se trouvaient. Dans un second temps, en contact avec les camarades de la Fraction L'Étincelle et du NPA, les travailleurs de New Fabris ont politisé leur lutte en appelant à la première initiative nationale pour une « coordination contre les licenciements et les patrons-voyous », avec la manifestation de Châtellerault le 31 juillet. Comme les travailleurs de Continental, de Lear et de Goodyear qui avaient commencé à se coordonner dans l'Oise et comme les ouvriers de la Meuse qui avaient mis en place un comité de défense ouvrière (à l'initiative de militants du NPA), la lutte des New Fabris a ainsi montré la voie à tous les travailleurs, prouvant qu'il était possible de

commencer à surmonter l'isolement malgré et contre les directions syndicales. C'est cette dynamique qui a abouti à la rencontre de Blanquefort le 5 septembre, à la manifestation nationale de 3000 travailleurs en lutte contre les licenciements à Paris le 17 septembre, qui s'est terminée par la prise de parole de Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental, et de Mickaël Wamen, délégué CGT de Goodyear, contre le gré des bureaucrates syndicaux à qui ils ont demandé de prendre enfin les initiatives nationales nécessaires à la convergence des luttes.

Cependant, cela n'a pas suffi : l'atomisation imposée par les directions syndicales a été plus forte que les initiatives de coordination. Dans ce cadre, même lorsque les ouvriers ont posé le problème du maintien des postes de travail, comme à Molex, l'isolement a conduit à la défaite. De même, l'isolement explique que la dernière grève ouvrière de portée nationale, celle des travailleurs de Freescale à Toulouse contre un plan de 830 licenciements, ait été suspendue sans victoire le 9 octobre après cinq semaines d'une grève auto-organisée, dont dix jours de blocage efficace, mais levé par la police ; les ouvriers n'ont pas voulu épuiser toutes leurs forces dans un combat solitaire alors que l'usine doit fermer avant fin 2011.



Ouvriers de New Fabris (Châtellerault, Indre) installant des bombannes de gaz tout autour de l'usine en juillet (source : www.phototheque.org)

Obstacle majeur des directions syndicales et rapport entre limites programmatiques et échec des initiatives de coordination

Depuis, même si le niveau d'activité des ouvriers et la portée de leurs luttes dans la situation nationale ont considérablement baissé depuis le mois d'août, il y a encore d'assez nombreuses grèves, parfois avec occupation, mais elles ne dépassent pas le cadre d'un rapport de forces local. C'est le cas de la grève de l'usine Legré-Mante à Marseille, qui produit de l'acide tartrique et est occupée par ses 48 salariés licenciés, pour la défense de l'emploi, depuis le 6 juillet. De même l'usine Sermed, à Eternoz (Doubs), qui produit des moteurs électriques, est occupée par 28 salariés malgré la fin d'activité depuis juillet ; ils demandent 11 000 euros de primes en plus des indemnités légales et empêchent le départ des machines et des stocks. L'usine Chaffoteaux de Saint-Brieuc, qui produit des chaudières, a également été occupée pendant quatre mois et demi, nuit et jour, avec des AG quotidiennes, par ses salariés luttant contre 206 licenciements ; ils ont obtenu finalement 25 000 euros d'indemnités supplémentaires et 4 à 22 mois de congé de reclassement (selon l'ancienneté) payés à 90% du salaire. À l'usine Goss de Nantes, qui produit des rotatives pour l'imprimerie, la lutte dure depuis mars contre un plan de 165 licenciements (sur 290) et des blocages ont lieu régulièrement. Il y a eu aussi la grève et la montée à Paris, au ministère de l'économie, le 5 octobre, d'une cinquantaine de salariées de l'usine Pepper de Grenoble, qui fabrique des doudounes de la marque Moncler et doit fermer malgré 300% de bénéfices depuis 2005 pour cette marque ; les 48 ouvrières, très qualifiées, ont obtenu des engagements de reclassement. Mentionnons encore la grève des bagagistes d'Orly, salariés de l'entreprise Servisair, pendant une dizaine de jours à la mi-octobre, qui a causé de fortes perturbations sur certains vols ; ils ont obtenu la reprise de la majorité des salariés par l'entreprise qui succède à Servisair, qui s'était vu refuser le renouvellement de sa licence d'exploitation, même si plusieurs dizaines de CDD sont licenciés.

Mais pourquoi toutes ces luttes sont-elles restées isolées alors qu'il y a eu des dizaines de conflits simultanés, luttant tous contre les licenciements, et qu'une partie de l'avant-garde ouvrière avait compris qu'il fallait chercher une coordination des luttes ?

La première et principale raison est que les directions syndicales bureaucratiques et leurs amis des partis réformistes (notamment du PCF et du PG.) n'ont rien fait pour que cette coordination ait lieu, et ont tout fait pour l'empêcher, notamment par la déviation de la dynamique du début de l'année qui, influencée par la grève générale en Guadeloupe, appelait à un « tous ensemble », à la grève générale.

Or, face à la politique scandaleuse des directions syndicales, le programme mis en avant dans la plupart des luttes ouvrières est resté largement insuffisant : la lutte pour des indemnités est par définition une lutte contre son propre patron et reste donc limitée à sa propre boîte, alors que seule une bagarre de l'ensemble de la classe ouvrière contre l'ensemble des patrons, pour empêcher les licenciements et les fermetures, exigeant le maintien des postes de travail, peut permettre d'obtenir de véritables victoires.

Ces limites programmatiques peuvent être expliquées : les travailleurs font leur propre expérience et, au moment où ils commencent seulement à redresser la tête, ils subissent le poids des années de recul et de passivité des travailleurs du privé, le manque de confiance en leurs propres forces pour faire reculer le patron et certains sont donc tentés de s'en sortir individuellement en partant avec un peu d'argent plutôt que de mener une longue lutte collective à l'issue incertaine.

Cependant, si les luttes des travailleurs ne surmontent pas ce niveau de subjectivité et n'avancent pas un programme capable d'unifier l'ensemble de la classe, il est probable que les prochains combats subissent le même sort que ceux des derniers mois. Cependant, le processus de maturation de la conscience de classe à travers la lutte et notamment les initiatives de coordination malgré et contre les directions syndicales auraient pu aller beaucoup plus loin si les organisations d'extrême gauche avaient été à la hauteur de l'enjeu. Or, si elles ont participé aux grèves et aux initiatives de convergence, elles ont refusé d'en faire un axe central de leur politique en s'affrontant durement aux bureaucrates et en mettant en avant un programme de lutte réellement alternatif à la seule exigence de primes de licenciements, capable d'unifier l'ensemble des luttes en cours. Au contraire, à plusieurs reprises, elles ont fait écho au programme d'indemnités les plus élevées possible. Elles se justifient en disant ne pas vouloir donner de leçons aux travailleurs, mais ce dont il s'agit, c'est de leur proposer un programme et des initiatives qui permettent de créer une dynamique de lutte qualitativement supérieure, seule capable de balayer l'obstacle des directions syndicales.

Éléments pour un programme d'unité des travailleurs contre les licenciements et les fermetures d'usine

Pour préparer la prochaine vague de luttes ouvrières, il faut commencer à populariser un programme d'action qui formule des revendications unifiantes pour la classe ouvrière et montre que, pour obtenir des victoires, il faut s'en prendre à la propriété privée capitaliste.

Un tel programme doit d'abord unifier les revendications des ouvriers de tous les secteurs, des intérimaires et des travailleurs au chômage. Le non renouvellement du contrat des intérimaires est une

forme cachée de licenciement, dont les patrons se sont servi pendant des années et encore aujourd'hui pour « ajuster » le coût de la production aux ventes, aux dépens de la vie des travailleurs. De plus, tout ouvrier sait que quand un intérimaire part, c'est à lui de faire son boulot. Et quand un nouvel intérimaire arrive, c'est à lui de le former dans sa fonction, sans rien toucher de plus. C'est pourquoi la lutte contre le licenciement des intérimaires et pour leur embauche en CDI est une revendication primordiale de tous les travailleurs. Cela implique aussi d'organiser les intérimaires dans le syndicat de l'entreprise où ils travaillent, non seulement dans celui de la boîte d'intérim dont ils dépendent.

D'autre part, le patronat utilise la menace du chômage pour mettre la pression sur les ouvriers, car il peut toujours dire que si on n'est pas satisfait, il y a une foule de gens qui accepteraient de travailler dans les conditions imposées par le patron. Car c'est toujours mieux d'avoir un travail, quoique mauvais, que de ne pas en avoir, encore plus à un moment où les attaques contre les droits des travailleurs au chômage se multiplient (radiations massives, mise en place du RSA et obligation d'accepter n'importe quel poste après quelques mois au chômage) et que la crise économique détruit massivement des postes de travail. Pour en finir avec ce mécanisme pervers, nous devons imposer le partage des heures de travail entre tous, avec une réduction de la journée de travail, sans réduction de salaire ni précarisation, jusqu'à ce que tous aient un travail. Cette revendication permet d'unifier les travailleurs avec et sans travail dans

une lutte commune et d'améliorer les conditions de travail pour tous.

Où trouver l'argent pour payer un salaire à tous ? Dans les profits des actionnaires et dans les salaires millionnaires des PDG. Et si les patrons veulent nous faire croire que « les caisses sont vides », il faut qu'ils le démontrent en ouvrant les livres de comptabilité des entreprises. Car même s'ils prouvent qu'il ne font pas de profit actuellement ce qui est faux dans la plupart des cas, notamment dans les grandes entreprises qui sont souvent les donneurs d'ordre des plus petites), nous montrerons qu'il y a de l'argent dans les milliards de profit que les patrons ont accumulés pendant toutes ces dernières années grâce à notre travail !

Pour assurer la mise en place de toutes ces mesures, nous formerions des comités de contrôle dans chaque usine, auxquels tous les travailleurs pourraient participer, qu'ils soient en CDI ou intérimaires, syndiqués ou non.

Nous nous opposons aux licenciements et aux fermetures d'usine : aucun licenciement, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise ! Si les patrons prétendent ne pas pouvoir maintenir l'entreprise, nous réclamons son expropriation et sa nationalisation sous gestion des travailleurs. Loin d'être une utopie ou un retour aux nationalisations bourgeoises faites auparavant en France, il s'agit d'une réponse concrète à la crise, seule solution pour maintenir les postes de travail et le salaire et pour en finir avec la dictature du patron dans l'usine. En Argentine les ouvriers de l'usine de carrelage Zanon l'ont montré lorsqu'ils ont occupé l'usine, l'ont remise en marche eux mêmes,

sans patron et ont imposé qu'elle soit expropriée par l'État. (À ce sujet, voir notre dossier dans le précédent numéro d'*Au Clair de la lutte*, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=82> et articles suivants)

Un programme de ce type, proposant des revendications communes à tous les travailleurs, les aiderait à lutter jusqu'au bout, à prendre confiance en leurs propres forces et à trouver les formes pour se coordonner largement lors des prochaines luttes, en s'opposant aux directions syndicales. C'est ainsi qu'il sera possible d'aller vers une grève générale qui paralyse le pays pour commencer à donner une réponse de fond à la crise, à imposer qu'elle soit payée par les capitalistes. En même temps, il faut expliquer sans relâche que, pour empêcher les capitalistes de faire payer la crise aux travailleurs, il ne suffira pas même d'une grève générale, mais qu'il faudra en finir avec le système capitaliste en imposant un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, car ils sont seuls capables de défendre leurs propres intérêts.

Aujourd'hui c'est la tâche des militants ouvriers et révolutionnaires de discuter patiemment avec les collègues de travail de cette perspective, pour que nous soyons mieux préparés à intervenir efficacement dans les luttes. C'est l'un des enjeux majeurs des discussions programmatiques et stratégiques au sein du NPA, pour que notre parti soit réellement utile aux luttes ouvrières actuelles et à venir.

□ **Danièle Cobet**



Vive la grève des travailleurs sans-papiers !

Battons-nous pour la régularisation de tous !

Depuis le 12 octobre, malgré le silence des médias aux ordres du patronat et du gouvernement, une grève des travailleurs sans-papiers se poursuit et s'étend, essentiellement en Île-de-France, passant en cinq semaines de 1000 à 5000 grévistes. Des entreprises et des chantiers sont occupés nuit et jour, des occupations d'organisations patronales sont organisées, généralement délogées assez vite par la police, mais les sans-papiers, déterminés et solidaires, trouvent toujours de nouveaux lieux à investir. Contrairement à la grève précédente du printemps 2008, des travailleurs isolés de petites entreprises se joignent aux piquets de grève des plus grosses. Ce mouvement, confirmant la volonté de combattre des travailleurs sans-papiers, est d'une grande importance et doit être soutenu par tous les travailleurs : il s'agit non seulement de protéger des frères de classe particulièrement exploités et opprimés, mais aussi de limiter l'exploitation de tous en imposant au patronat et au gouvernement des conditions de travail, de salaire et d'existence égales pour tous.

C'est pour cette raison que l'axe politique des dirigeants de la grève — qui n'est pas auto-dirigée — n'est pas correct. Lancée et dirigée par un front d'organisations syndicales et associatives où la CGT est hégémonique (il y a aussi Solidaires, la CFDT, la FSU, l'UNSA, la LDH, la Cimade, RESF, Femmes Égalité, Droits devant...), le cadre politique reste, comme lors au printemps 2008, l'exigence d'une application de la loi raciste d'Hortefeux, qui autorise la régularisation de certains sans-papiers travaillant dans les secteurs dit « en tension » (manquant de main-d'œuvre, comme le bâtiment, le nettoyage, la restauration...), en fait dans des conditions drastiques. Au lieu de se

battre pour la régularisation de tous et donc pour l'abrogation de la loi raciste d'Hortefeux et des autres lois anti-immigrés, les organisateurs ont écrit le 7 octobre une lettre à Fillon où ils commencent par protester contre l'arbitraire préfectoral (des travailleurs répondant aux mêmes critères ne sont pas traités de la même façon selon leur département, leur secteur, leur entreprise), mais ils concluent en demandant... une circulaire d'application de la loi Hortefeux qui définisse « *des critères améliorés, simplifiés, appliqués dans l'ensemble du territoire national. Cette circulaire doit garantir une égalité de traitement de chaque salarié(e) quel que soit son lieu de travail et à l'intérieur d'un même lieu de travail. Elle doit définir une procédure de régularisation sécurisée et standardisée quel que soit le département.* »

Naturellement, il est juste de se battre immédiatement pour que le maximum de sans-papiers soient régularisés et pour mener la lutte par les moyen centraux de la grève et des occupations. Cependant, aucune lutte massive pour la régularisation des sans-papiers ne peut se développer si l'on ne combat pas la loi Hortefeux en tant que telle, car elle est contradictoire avec la logique d'une régularisation massive : elle vise exclusivement à stabiliser une petite partie de la main-d'œuvre dans quelques secteurs, dans l'intérêt du patronat qui en manque. Les discriminations et la méthode du « cas par cas » sont donc inhérentes à l'application de cette loi. Refuser l'arbitraire préfectoral ne peut consister qu'à refuser la loi Hortefeux qui l'organise.

Or la direction de la CGT refuse de se battre pour l'abrogation de cette loi et donc pour la régularisation de tous. Après avoir évacué par la force les travailleurs

sans-papiers de la Coordination 75 qui occupaient la Bourse du travail de Paris (cf. la déclaration de la Tendance CLAIRE reproduire dans notre précédent numéro), la direction de la CGT a même boycotté la manifestation du 10 octobre, qui a rassemblé 10 000 personnes à l'appel de la Coordination des sans-papiers 75 et des autres collectifs de sans-papiers qui se regroupent depuis l'été au « ministère pour la régularisation de tous les sans-papiers » de la rue Baudelique, avec le soutien notamment du NPA. De plus, la direction de la CGT dirige la grève d'une main de fer, au lieu de permettre aux sans-papiers de s'auto-organiser, et refuse — sauf là où les militants CGT oppositionnels sont assez nombreux pour l'imposer — la constitution de comités de soutien pluralistes, pourtant nécessaires à la popularisation comme à la protection des grévistes. La direction de la CGT s'oppose d'ailleurs tout particulièrement à la participation du NPA au mouvement, car notre parti se prononce pour la régularisation de tous — même s'il ne va pas malheureusement jusqu'à s'affronter ouvertement à la ligne de la CGT.

L'axe juste est donc tout tracé : nous devons mener la lutte politique pour continuer à diffuser l'exigence de la régularisation de tous, constituer et développer les comités de soutien, tout faire pour étendre la grève, mais aussi pour y intégrer les travailleurs français et étrangers réguliers, notamment dans les secteurs déjà touchés, afin de frapper le patronat au portefeuille et de réaliser ainsi l'unité de la classe ouvrière contre la surexploitation, pour l'égalité des droits.

□ **Nina Pradier**



Manifestation de travailleurs sans-papiers pour leur régularisation à Versailles, octobre 2009 (source : www.phototheque.org)

Pour imposer le retrait de la loi qui privatise la poste, il faut une manifestation nationale à Paris, des comités de défense fédérés à tous les niveaux et un combat déterminé pour la grève générale des postiers !

La « votation citoyenne » du 3 octobre n'a fait que confirmer ce que nous savions déjà : les travailleurs et la population sont massivement opposés à la privatisation de la poste ! Malgré la détérioration constante, due aux fermetures de bureaux, aux suppressions de postes et aux premières mesures de privatisation, nous sommes attachés au service public postal, à sa présence sur tout le territoire, à la péréquation tarifaire, aux contacts humains avec les facteurs et les guichetiers...

Mais Sarkozy et le gouvernement ne céderont jamais sans un affrontement social et politique de masse ! Cet affrontement passe par une gigantesque manifestation nationale à Paris pendant l'examen du projet de loi (qui commence début novembre au Sénat) et une montée vers la grève générale des postiers.

La supplique à Sarkozy pour un référendum sème des illusions et démobilise les travailleurs

En demandant un référendum à Sarkozy, on mène la lutte contre la privatisation dans une impasse, car on détourne les travailleurs du chemin de la lutte de classe et on s'en remet au bon vouloir du président. Comme il ne prendra évidemment pas le risque de convoquer un référendum, cela revient à demander au bourreau de bien vouloir consulter ses victimes !

En demandant un référendum à Sarkozy, on sème de toutes façons des illusions sur les institutions, en faisant croire qu'elles seraient ou qu'elles pourraient être démocratiques, alors que ce sont celles de la bourgeoisie au pouvoir. Non seulement l'éventuelle possibilité de « référendums

d'initiative populaire » n'est en fait toujours pas effective, mais en outre, même si elle l'était, cela n'empêcherait pas que le choix des questions posées reste dans les mains du président, que les médias restent dans celles des capitalistes, que la parole soit confisquée par les politiciens bourgeois et que les travailleurs restent face à eux atomisés. De plus, même si le gouvernement subissait une défaite au référendum, cela ne l'empêcherait nullement de passer outre, comme il l'a fait après le « Non » au traité constitutionnel européen de 2005. À moins qu'il ne nous fasse revoter jusqu'à ce que le « Oui » l'emporte, comme vient de le faire le gouvernement irlandais pour le même traité, tout comme avant lui le gouvernement danois pour le traité de Maastricht...

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une alliance avec le PS et les Verts... et encore moins avec les amis de Bayrou et Dupont-Aignan !

En demandant un référendum avec le PS et les Verts, on aide ces partis à se refaire une virginité à quelques mois des élections régionales pour faire oublier que leurs gouvernements, ceux de Mitterrand et de Jospin, ont une responsabilité décisive dans la marche à la privatisation. Car ce sont eux qui ont cassé l'administration des PTT en 1990 (en créant deux « établissements publics à caractère industriel et commercial » : La Poste et France Telecom), ouvert à la concurrence les télécommunications et les services postaux (en 1997-1998), privatisé progressivement France Telecom (transformée en société anonyme en 1996) à partir de 1997 (avec les dégâts humains révélés aujourd'hui par les médias), soumis la poste à une logique managériale, commerciale et financière calquée sur celle du privé... Et il faut rappeler que, dans le gouvernement Jospin qui a mené cette politique avec zèle, il y avait Buffet pour le PC et Mélenchon maintenant au PG : ces gens qui prétendent aujourd'hui s'opposer à la privatisation de la poste ont contribué hier aux mesures qui y ont conduit !

En allant jusqu'à s'allier avec le MODEM (représenté par l'association « CAP 21 » de Corinne Lepage dans le « collectif national contre la privatisation de la poste ») et avec le député souverainiste Dupont-Aignan (représenté par son club Debout la République !), on fait croire aux travailleurs que, pour défendre leurs acquis, ils peuvent compter non seulement sur les bourgeois de gauche (PS, Verts, MRC...), mais aussi sur une partie des bourgeois de droite et des fiefés réactionnaires !

C'est pourquoi les militants du mouvement ouvrier attachés à l'indépendance de classe, tous ceux qui veulent aider les travailleurs à ne compter que sur eux-mêmes

pour se défendre, doivent combattre le cadre même de ce « collectif national ». Fondé depuis le début sur la supplique à Sarkozy pour un référendum, ce collectif refuse d'appeler à une manifestation nationale au moment où la loi sera présentée au Parlement, mais lance une ridicule campagne pour « convaincre » les sénateurs de la bourgeoisie et envoyer des cartes postales à l'Élysée ! La Tendance CLAIRE du NPA condamne l'adaptation des dirigeants de notre parti au cadre de ce collectif, où ils siègent aux côtés non seulement des Aubry et Duflot, mais encore des amis de Bayrou et de Dupont-Aignan ! Nous condamnons notamment la « une » du dernier numéro de Tout est à nous ! qui, cédant à la pression des bourgeois et des réformistes du collectif, propose de manifester non pour le retrait du projet de loi qui privatise la poste... mais pour un référendum !

Pour imposer le retrait du projet de loi, il n'y a qu'une voie efficace : celle de la lutte de classe, de l'affrontement avec Sarkozy

Nous nous battons pour que le NPA défende une vraie ligne de lutte de classe et d'affrontement avec Sarkozy et pour l'imposer par la lutte politique à toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Les postiers ont montré leur disponibilité au combat en faisant grève massivement le 22 septembre (35 à 40% de grévistes), comme ils l'avaient fait l'année précédente. Ce qu'ils attendent aujourd'hui, ce n'est pas le deuxième tour de la votation citoyenne, mais c'est une suite à cette mobilisation, que les directions syndicales refusent de donner ! Ce dont ils ont besoin, c'est d'un plan de lutte national conséquent qui aille jusqu'au bout : jusqu'à la grève générale des postiers, qui constituerait un énorme rapport de force en entravant tout le fonctionnement du pays, avec un large soutien des travailleurs-

usagers ! Naturellement, tout est lié : le combat contre la privatisation est indissociable des luttes contre la précarité, pour l'augmentation des salaires et contre la détérioration des conditions de travail, notamment le projet « facteurs d'avenir »... La construction de la grève générale des postiers est possible : depuis un an, de nombreuses grèves, souvent longues, ont confirmé le courage et la détermination de nombreux postiers, avec une grève reconductible dans le 92 (pendant 10 semaines) et dans le 91 en début d'année, des grèves dures à Nice, en Côte d'Or et dans l'Isère, la grève en cours des facteurs à Paris 17^e... La récente grève victorieuse de 23 jours au bureau de Château-rouge à Paris 18^e a montré à une petite échelle ce qu'il faut faire au niveau national pour gagner : la détermination des grévistes, soutenus par leurs syndicats et par une campagne active auprès de la population (pétition, rassemblement de soutien, constitution méticuleuse d'une caisse de grève...), a permis d'obtenir l'abandon des suppressions de postes, le remplacement d'un postier en longue maladie et l'annulation du projet de flexibiliser les horaires de travail.

Les usagers, qui sont très majoritairement des travailleurs, des chômeurs ou des retraités, sont prêts à se mobiliser pour défendre le service public postal. Ils participeraient massivement à une gigantesque manifestation nationale à Paris si elle était appelée dans l'unité par les organisations syndicales et politiques avec un objectif clair : *non à la privatisation de la poste, retrait du projet de loi modifiant son statut, non à la politique de Sarkozy !* Une telle manifestation doit être convoquée dans les plus brefs délais, pendant la discussion de la loi au Parlement, et préparée dans tout le pays par des collectifs unitaires. Ces collectifs ne doivent pas se réduire aux représentants des organisations syndicales et politiques, mais rassembler les usagers pour discuter, s'organiser et agir dans l'objectif d'aller le plus loin possible

contre Sarkozy. Ils doivent se fédérer aux niveaux départemental, régional et national et constituer un vrai « collectif national contre la privatisation », sur une base de classe.

Le combat contre la privatisation de la poste et pour les revendications des travailleurs peut devenir la lutte majeure de l'automne. Au moment où ne cesse de croître le discrédit du gouvernement (poursuite des plans de licenciements, aggravation du chômage, budget d'austérité, guerre des cliques dans les rangs de l'UMP, procès Clearstream, affaire Jean Sarkozy...), la mobilisation dans et pour le plus gros établissement du pays pourrait constituer un pôle d'attraction pour toutes les luttes actuellement dispersées, pour relancer la dynamique des grandes mobilisations du printemps contre le patronat et son gouvernement Sarkozy.

Pour des mots d'ordre anticapitalistes conséquents et cohérents

Dans les AG de postiers comme dans les comités d'usagers, nous, militants anticapitalistes révolutionnaires, devons aussi soumettre à la discussion (et nous battre pour que le NPA mette en avant) des mots d'ordre qui tirent toutes les conséquences des revendications des postiers et de l'attachement des usagers au service public postal :

- La marche à la privatisation de la poste a impliqué l'arrêt du recrutement de fonctionnaires, notamment la généralisation des CDD, et la détérioration des conditions de travail comme de la qualité du service public : il faut exiger la réouverture des bureaux de postes fermés, l'intégration de tous les postiers dans le statut de fonctionnaire, l'embauche massive

de postiers supplémentaires, la diminution du temps de travail et l'arrêt d'un management fondé sur l'intensification et le stress.

- La marche à la privatisation de la poste découle de la fin du monopole de la poste et de la mise en concurrence de ses services : il faut exiger le retour au monopole public, sous contrôle des travailleurs et des usagers !

- La marche à la privatisation de la poste a été précédée par celle de France Telecom : il faut exiger la renationalisation de France Telecom, l'expropriation sans indemnités ni rachat de ses actionnaires comme des autres trusts du secteur (Bouygues, SFR...), la constitution d'un service public global des télécommunications et de la poste sous contrôle des travailleurs et des usagers !

□ Paris, 17 octobre 2009

La méthode pédagogique du gouvernement pour faire passer sa réforme du lycée : répétitions et « négociations ».

Les directions syndicales pas si mauvaises élèves que ça...

L'année dernière, les mobilisations lycéennes avaient forcé le ministre de l'Éducation d'alors, Xavier Darcos, à troquer sa méthode arrogante contre une tactique plus humble : reporter la réforme des lycées et l'expérimenter localement pour la généraliser ensuite. Luc Châtel a donc pour tâche de remettre le dossier sur la table. De l'aveu même du nouveau ministre lors d'une visite au lycée Paul Duez de Cambrai, « la réforme n'est là que pour offrir un cadre aux dispositifs innovants déjà en place et permettre leur généralisation ». Comme son prédécesseur, il fixe un calendrier de concertations très serré et prévoit la mise en place des premières réformes à la rentrée prochaine, annonçant la réforme de la classe de seconde pour 2010 et prévoyant celle de la classe terminale pour septembre 2012.

Le budget pour la rentrée 2010, étant discuté en ce moment pour être adopté en décembre, la période

accordée par le ministre pour la concertation ne permet évidemment pas d'envisager une remise en question en profondeur des préconisations faites par Richard Descoing et Benoist Apparu dans leur rapport rendu public en juin 2009. La prétendue liberté de réflexion et de proposition est de toute façon tronquée, après environ 40 000 suppressions de postes ces trois dernières années, la décision d'en supprimer encore 16 000 à la rentrée prochaine ne fait évidemment pas partie des points sur lesquels le gouvernement entend discuter. Dans de telles conditions, on ne peut que faire le lien entre la réflexion de Richard Descoing quant au financement privé des lycées et la « mise aux normes » qu'un tel type de financement appelle. Le souci de concertation affiché par le ministre est en fait une opération de com'certation qui consiste surtout à désamorcer les craintes, en faisant le

tour des académies pour relayer le discours présidentiel du 13 octobre. La situation dans les établissements, déjà rendu difficile par les suppressions de postes ne sera donc certainement pas prise en compte. De fait, les principes de la réformes sont les suivants : pas d'augmentation des moyens ; pas d'augmentation de l'horaire-élève, mais au contraire un allègement pour y faire entrer l'accompagnement ; une classe de seconde de détermination et un cycle terminal avec spécialisation progressive, permettant la réorientation.

Nous ferons dans un premier temps une lecture politique de certains points saillants du projet de réforme, puis nous évoquerons les réactions des principaux syndicats enseignants et lycéens. Nous terminerons en évoquant quelques pistes de réflexion sur la crise du système éducatif et sur les réponses

immédiates et à terme que cette crise appelle.

Les solutions avancées dans le projet de réforme et les méthodes du gouvernement vont à l'encontre des buts annoncés

Assurer la réussite de chaque élève : quelle réussite ?

Le gouvernement annonce que ce « nouveau » projet a pour but d'assurer la réussite de chaque élève. On peut commencer par se demander ce que signifie « réussite » pour ce gouvernement qui s'était donné pour mission de réduire le chômage, mais qui n'en a d'abord réduit que les chiffres, avant d'accompagner les plans massifs de licenciements qui ont contribué à faire exploser le chômage. Dans un tel contexte, le gouvernement aurait-il le cynisme de considérer que la réussite correspond à une insertion professionnelle bien souvent réduite aujourd'hui à l'accumulation de contrats précaires ?

L'autonomie : dans quel contexte ? Une confusion entre le but et le moyen ?

L'autonomie est un concept qui revient régulièrement dans le projet présenté, que ce soit pour l'établissement ou l'individu, mais seulement pour justifier le désengagement de l'État. Concernant l'autonomie des établissements, dans un contexte politique et économique de réduction des financements, peut-on envisager qu'elle débouche sur autre chose qu'une gestion de la pénurie ? Par exemple, à moyens constants, les établissements auront la « liberté » de dédoubler les classes dans certaines disciplines, un dédoublement rentrant forcément en concurrence avec les moyens d'une autre discipline. Pire, la liberté sera laissée à chaque établissement d'aller à l'encontre du respect des statuts des enseignants en semestrialisant leurs services :

habile tactique pour décentraliser la responsabilité des attaques et préserver le gouvernement... Tout aussi inquiétante est l'autonomie laissée aux établissements pour organiser l'épreuve du baccalauréat, dont la préservation du cadre national n'a pas été affirmée.

Concernant l'autonomie de l'individu, elle est là aussi frauduleuse, car au lieu de venir en renfort de l'instruction commune, les deux heures d'aide individualisée prévues seront prélevées sur les heures d'enseignement disciplinaires. De même, s'agissant de l'orientation, plutôt que de guider l'élève pour qu'il s'approprie des questions et des règles qu'il ne connaît pas ou qui ne font pas sens pour lui, ce qui demande l'aide de Conseillers d'Orientation Psychologues (Copsy), le projet ne mentionne pas le rôle des Copsy(s) dont les postes ont été massivement supprimés ces dernières années ; il y a donc en creux le transfert de la tâche d'orientation sur les enseignants. Cette dernière mesure doit être mise en relation avec l'apparition ces dernières années d'offices privés proposant de faire des bilans d'orientation à des prix avoisinant les 300 euros. À noter qu'en 2003, Raffarin prévoyait également d'externaliser la mission d'orientation aux régions et avait dû céder à la mobilisation des Copsy ce qu'il avait réussi à imposer aux personnels TOS.

L'acquisition de l'autonomie, tant dans l'enseignement que dans l'orientation, n'est donc pas envisagée comme un but, impliquant dans un premier temps un accompagnement conséquent dans la compréhension des concepts difficiles et des règles qui ne font pas forcément sens pour tous, mais comme un moyen renvoyant chacun à son état de conscience et de connaissance immédiat. Étant donné la disparité des valeurs qui peuvent amener un individu à faire des choix dans une société de classe, cette méthode semble la porte ouverte à une école encore plus complice de la reproduction sociale, en totale contradiction avec les annonces de Sarkozy qui, dans son discours du 13 octobre, avait dénoncé les

déterminismes sociaux qui agissent au sein de l'école.

Quant aux moyens pour mettre en œuvre la réforme, le gouvernement veut que les établissements les trouvent eux-mêmes. Aux chefs d'établissements qui s'interrogent sur la mise en place pratique des deux heures de suivi individualisé, sur celle des classes de langue par niveau ou encore sur le rôle de conseiller d'orientation que devront jouer les enseignants, le ministre aurait répondu selon Aurélie Collas, dans *Le Point* : « *Soyez autonomes* », « *Nous vous laisserons des marges de manœuvre afin que vous puissiez vous adapter* ». Soit en langage clair : débrouillez-vous ! La question de la mise en place pratique porte également sur bon nombre d'autres points, notamment les « sas » de remise à niveau ou d'orientation qui seraient organisés pendant les vacances pour rattraper les difficultés et/ou permettre à l'élève de se réorienter en cours d'année ; or l'appel à des professeurs et personnels TOS volontaires aura des résultats inégaux selon les endroits et cela créera une situation où il deviendra normal de travailler pendant les vacances, avec une menace à terme sur les acquis statutaires des personnels.

L'adaptation à son époque : l'école et la logique de l'entreprise patriote ?

La mise en place d'une plateforme téléphonique d'information et d'orientation laisse présager le pire, surtout après l'expérience du 39 49, plateforme téléphonique du pôle emploi. Pourquoi ne pas proposer tout de suite une fusion de ces plateformes téléphoniques, tant qu'à faire ? Ce n'est pas si déconnecté de ce qui se prépare en coulisse ! Il existe un projet de loi sur l'orientation et la formation professionnelle, entériné le 6 octobre par une commission de députés et sénateurs, qui prévoit de sortir l'orientation et la formation professionnelle initiale du champ de l'Éducation Nationale, comme le préconisait le Livre Vert de Xavier Darcos. Il y est notamment question de labelliser des organismes pour

assurer certaines missions : la privatisation est en marche... Ce projet prévoit également de « rapprocher » pour ne pas dire fusionner des « opérateurs » chargés de l'information sur l'orientation comme l'ONISEP et le CIDJ.

Au sujet du management, Sarkozy a dans son discours du 13 octobre brossé les enseignants dans le sens du poil en saluant leurs compétences et leur dévouement, mais ne revient pas sur les suppressions de postes, ni sur le refus de revaloriser le salaire des enseignants. Dans la pratique, Luc Châtel a réaffirmé le principe du « travailler plus pour gagner plus », considérant peut-être que les enseignants ne travaillent pas suffisamment. De plus, via le Conseil Pédagogique, les enseignants seront chargés de répartir les moyens alloués à l'établissement et pourront donc être amenés, dans un contexte de baisse de ces moyens, à assumer une part de la responsabilité des échecs qui découlent pourtant en dernière analyse d'une insuffisance des crédits. On peut même imaginer, comme dans le secteur privé, que certains enseignants dociles puissent être tentés de faire du bénévolat pour atteindre les objectifs fixés par le projet d'établissement... L'alourdissement des tâches des enseignants pour atteindre les objectifs de la réforme est en effet inévitable: tutorat d'un nombre conséquent d'élèves; formation pour suivre l'orientation; mise en place de l'orientation active dès la classe de première; stages pendant les vacances; mise en place d'un « référent culture »; nouvelles tâches (remplir le livret de compétences et le passeport orientation)... Le statut des enseignants est également menacé par la flexibilité qu'appellent la semestrialisation et la mise en place de « sas » de remise à niveau et d'orientation évoqués ci-dessus. Beaucoup d'enseignants sont désespérés face aux pressions nées de l'exercice du métier et certains professeurs craquent; mais là aussi, l'institution assume les dommages collatéraux : certains collègues

seraient déjà suivis par des DRH avec « contrat de progrès »...

Concernant les élèves, le projet parle d'augmenter le poids de la culture dans les enseignements. Mais quelle culture ? Évidemment, il ne s'agit pas de transmettre aux élèves la culture d'une économie planifiée, mais de renforcer la culture du système de production actuel. Il est par exemple prévu de multiplier les rencontres entre les élèves et les « acteurs du système économique » pour une « meilleure connaissance » des métiers et des formations. Dans son discours, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il comptait envoyer tous les élèves et les enseignants en stages en entreprise et à l'université... Concernant toujours le management et son corollaire, la pression par l'évaluation, l'évaluation permanente des capacités acquises par l'élève via le livret de compétences de Martin Hirsch s'oppose à l'évaluation de la compréhension globale d'un sujet, risquant de semer chez l'élève l'illusion que comprendre un sujet revient à en comprendre de manière dissociée les éléments qui le composent.

Une autre conception gouvernementale de la culture à transmettre est tout aussi inquiétante : il est question de développer la participation à la culture locale et nationale. La référence à la culture internationale n'est mentionnée que sous l'aspect utilitariste de l'apprentissage des langues, mais laisse sceptique sur les conditions de réalisation. Les conditions d'enseignement à trente-cinq élèves par classe et la diminution des horaires en classe entière laissent présager un résultat aux antipodes de l'objectif annoncé. Après la lettre de Guy Mocquet, il est question de faire apprendre la Marseillaise à tous les élèves : le développement du sentiment de fierté nationale se fait-il en prévision de sacrifice à faire au nom de la France ? N'y a-t-il pas un lien à faire avec la volonté de faire venir des « acteurs du système économique » qui pourraient par exemple faire comprendre aux élèves qu'au nom de la concurrence internationale, les futurs travailleurs auront des

sacrifices à faire pour l'intérêt national ?

Les directions syndicales persistent dans la stratégie inoffensive de l'indignation en parole... et de la concertation en fait

*Attention ou sinon...!
Attention ou sinon...!!
Attention ou sinon...!!!*

Après la signature en juin 2008 des « seize points de convergence » sur la réforme du lycée, qui avait réuni le Snes-FSU, le Snep-FSU, le Sgen-CFDT, le Snalc-CSENS, le SE-Unsa, la CGT-Éducation, deux syndicats de chefs d'établissement (SNPDEN-Unsa et ID-FAEN), ainsi que les organisations lycéennes (la FIDL et l'UNL), de nombreux enseignants, parents et lycéens ont malgré tout rejeté le projet. Sous la pression des lycéens, de certains enseignants et militants syndicaux, ainsi que de certaines associations de parents d'élèves, il ne s'est plus trouvé beaucoup d'associations ou de syndicats pour défendre ouvertement le projet. En octobre 2008, la CGT et le SNES avaient même fini par « claquer la porte » des discussions avec l'ex-ministre.

L'année dernière, la direction du SNES a accepté de négocier la masterisation, c'est-à-dire la modification du mode de recrutement des enseignants, prétendant que la cette mesure entraînerait une revalorisation salariale. Quel est le résultat de ce troc ? Encore une fois, le gouvernement se moque de ses dociles interlocuteurs... Luc Châtel place toujours les rares mesures de revalorisation des rémunérations pour tous sous conditions : changement des missions, travailler plus... En fait, les nouveaux recrutés au Master (bac + 5) ne seront payés que 100 euros de plus que les enseignants auparavant recrutés à bac + 4. Et ils seraient donc rémunérés à un salaire inférieur à celui des enseignants actuels recrutés après un an d'enseignement. Le SNES a diffusé un communiqué le 1^{er} octobre dans

lequel il dit qu'en agissant ainsi, le Ministre prend le risque d'interdire tout réel « dialogue social ». Pourtant, il continue de négocier la réforme Châtel du lycée... Dans un communiqué du 21 octobre, le SNES prend acte de la volonté ministérielle de poursuivre le débat, mais rappelle ses exigences que les personnels soient associés plus étroitement à cette réflexion qui engage l'avenir du lycée et de leurs métiers et appelle solennellement à ce que le calendrier des négociations soit revu... Faut-il apprendre à des enseignants ayant à exercer leur autorité dans leurs classes que le fait de toujours menacer sans passer à l'acte finit par nuire à la crédibilité ? Pour le coup, la perte de crédibilité est double, tant vis-à-vis du gouvernement que de sa base...

***Au delà des réactions,
quelles sont les pistes d'action
évoquées par les
organisations ?***

Une intersyndicale de l'Éducation s'est réunie le 15 octobre avec le SNES-FSU, l'UNSA, le SGEN-CFDT, la FAEN, la FERCCGT, SUD-Éducation pour les enseignants et la FIDL pour les lycéens. Pour le SNES FSU, toutes les conditions sont réunies pour construire une action d'ampleur dans l'Éducation alors que la dynamique interprofessionnelle est annoncée comme étant en panne. La FSU a mis en débat une proposition de grève le 24 novembre dans un cadre le plus unitaire possible, mais le SGEN-CFDT et l'UNSA restent hostiles à cette proposition, prétextant ne pas vouloir grossir les rangs d'organisations qui portent des revendications contraires aux leurs. Malgré tout, l'UNSA a repris le discours du collectif comme cadre d'action, mais a refusé l'idée d'un appel commun contre le budget avec une semaine d'action dans laquelle chaque organisation pourrait s'inscrire avec des modalités diversifiées, dont la grève. Quel est alors le sens du cadre collectif proposé par l'UNSA ? La FERCCGT, qui a accepté la proposition du SNES a précisé son accord pour une action de grève sur

une plate-forme budget/emplois et a également souligné que le cadre collectif n'avait pas produit d'effets l'année dernière. SUD-Éducation soutient la nécessité d'une grève, avec tenue d'assemblées générales posant la question des suites et de la reconduction. FO, absent le jour de cette intersyndicale, a fait part de son accord pour une grève le jour du vote du budget. La FIDL a quant à elle lancé une campagne de mobilisation dans les lycées.

Sont également prévues une lettre aux parlementaires, une carte de doléance à destination des enseignants, lycéens, étudiants et parents en vue de recueillir des témoignages sur les conséquences des suppressions de postes, une opération de restitution des cartes au Salon de l'Éducation le 19 novembre...

**La crise du système
éducatif, la nécessité de
réponses immédiates
et à terme**

***Pas de système éducatif juste
dans une société de classe***

Nous avons abordé la question au début de l'article : quelle réussite possible dans le système de production actuel ? Sans cette mise en perspective, les revendications d'égalité des chances, de démocratisation du système scolaire ont du mal à faire sens car elles ne peuvent s'ancrer pleinement dans le « réel ». En effet, l'égalité des chances est bien souvent, consciemment ou non, interprétée comme la possibilité pour tous d'accéder à un statut social élevé. Mais une question se pose alors : peut-on réellement tous devenir ingénieur, cadre ou patron ? Évidemment non... De là, la démocratisation de l'école est un leurre puisqu'elle ne peut être dissociée d'un processus de sélection pour permettre la division sociale du travail. La revendications d'un retour à une « école républicaine » juste ne revient qu'à demander un processus de sélection plus juste et donc sous-tend l'acceptation de la mise sur la touche de ceux qui ne répondent pas aux

critères de sélection. Mais par les temps sombres que traverse le capitalisme, on se déplace d'une sélection juste à juste une sélection... Pourquoi un tel glissement ?

Bien sûr, il existe des causes visibles tel que le comportement népotique des élites avec les « fils et fille de... ». Mais il existe un autre phénomène plus subtil : l'acceptation, voire la promotion des règles de fonctionnement de la société capitaliste, notamment par les classes dominantes et par les cadres, dont la progéniture est largement protégée des injustices sociales. La reproductibilité sociale est un avantage pour cette catégorie de la population. Beaucoup de cadres actuels formés pendant les « Trente Glorieuses » ont bénéficié de l'ascenseur social. Cependant, nombre de cadres soixante-huitards ont adhéré aux valeurs du marché et participent aujourd'hui activement au démantèlement du service public.

Autre dommage de cette « école républicaine » : ceux qui n'accèdent pas à une catégorie sociale souhaitée doivent se résigner à une situation sociale méritée puisque diront certains : « *Ils n'avaient qu'à travailler à l'école* », voire : « *ils n'avaient qu'à avoir le concours* ». L'école « républicaine » est donc, en creux, également responsable de la dévalorisation sociale et individuelle qui en découle.

***Quel plan de bataille
dans l'immédiat ?***

Mais c'est dans et par les luttes que s'acquiert la conscience de classe et que peut se discuter la perspective révolutionnaire. Pour l'heure, il s'agit d'infliger une défaite au gouvernement en faisant échouer sa réforme du lycée et de le faire reculer sur le budget. Il est juste de se battre, comme le font le syndicat SUD et les équipes de militants combatifs du SNES et de la CGT, pour que se tiennent des AG les jours de grève, en l'occurrence le 24 novembre (et évidemment des heures d'informations syndicales les jours précédents). C'est ainsi qu'il sera possible de définir collectivement les revendications,

débattre sur la stratégie des directions syndicales, les raisons des défaites des grèves précédentes et de l'inertie qui semble frapper les enseignants du secondaire depuis le printemps 2008, voire depuis la grande lutte contre le décret de Robien en 2007. Il sera possible de faire le bilan des grands journées d'action sans lendemain du début de l'année et des échecs auxquels conduit inévitablement cette stratégie. La compréhension de ce bilan est nécessaire pour nourrir le combat en vue d'une stratégie

radicalement différente, fondée sur des bases revendicatives claires — condition d'une unité réellement efficace —, sur l'auto-organisation et sur la construction de la grève reconductible.

De plus, la concomitance le 24 novembre de la grève des enseignants du secondaire avec celle des postiers, laquelle peut se poursuivre par une grève reconductible, mettra au centre le débat sur la nécessité de lutter tous ensemble, de façon interprofessionnelle, à la fois pour la

défense et l'amélioration des conditions de travail et pour la préservation des services publics, contre les réformes du gouvernement prises dans leur cohérence.

C'est sur cet axe que doit être préparée la grève dans l'Éducation, en opposition avec les orientations sans perspective des directions syndicales en général et notamment avec l'orientation corporative des dirigeants du SNES.

□ Nicolas Faure

❖ SYNDICALISME DE CLASSE

Soutien à la candidature de Jean-Pierre Delannoy contre Bernard Thibault, pour le rassemblement des syndicalistes de classe !

À l'initiative du Collectif national CGT lutte de classe¹, une réunion a rassemblé samedi 24 octobre une quarantaine de militants, représentants de structures syndicales ou de collectifs de militants syndicaux. Cette réunion a décidé de soutenir la candidature de Jean-Pierre Delannoy, dirigeant de la Fédération Métallurgie dans le Nord-Pas-de-Calais, face à celle de Bernard Thibault. Il ne s'agit pas de vouloir prendre la place du bureaucrate en chef, mais d'un acte politique visant à exprimer au niveau national et public la voix de l'opposition croissante au sein de la CGT, ce qui implique que les syndiqués reprennent possession de leur organisation aujourd'hui confisquée par les bureaucrates.

Une dynamique s'est créée autour de cette candidature, associant différents collectifs qui agissaient jusqu'à présent chacun de son côté : Collectif national CGT lutte de classe², Continuer la CGT³, Front syndical de classe⁴, Collectif

Tous Ensemble Rhône-Alpes⁵, Blog OÙ va la CGT⁶. Une réunion publique a été organisée à Lyon le 10 novembre, et une autre le sera à Toulouse le 18 novembre. Jeudi 12 novembre, une nouvelle réunion du « Comité national pour une CGT lutte de classe, de soutien à la candidature de Jean Pierre Delannoy » a mis en place des équipes de travail pour étoffer la plate-forme de candidature de Jean-Pierre Delannoy et pour porter la parole du syndicalisme de classe dans le débat public.

Nous publions ci-dessous l'appel à soutien à la candidature de Jean-Pierre Delannoy qui pose correctement (même si on peut évidemment discuter certaines formulations et souligner certains manques) les bases du rassemblement des syndicalistes de classe :

• Défense des revendications immédiates que la confédération refuse de soutenir : refus de tous les licenciements, augmentation de

300 euros pour tous, SMIC à 1 600 euros nets, retour aux 37,5 annuités pour la retraite, régularisation de tous les sans papiers ;

• Dénonciation de la répression exercée par la direction confédérale à l'égard des militants lutte de classe qui contestent son orientation de collaboration de classe :

• Défense du syndicalisme de lutte de classe, à l'opposé du syndicalisme « rassemblé » de Thibault et consorts, qui de fait se rassemblent avec la bourgeoisie pour cogérer les effets de la crise ;

• Critique de la tactique des journées d'action dispersées à laquelle on oppose la construction de la grève générale.

Un certain nombre des militants qui sont aujourd'hui membres de la Tendance CLAIRE du NPA avaient été, avec d'autres camarades, à l'origine de la création du CILCA (Courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique)⁷ en février 2006, visant à dépasser l'atomisation des oppositions à la bureaucratie syndicale et à contribuer aux luttes par une orientation d'auto-organisation et de front unique ouvrier. Avec d'autres collectifs⁸, le CILCA avait organisé deux Forums du

¹ Créé à l'issue du meeting du 29 novembre 2008 à Paris, qui avait rassemblé 300 syndicalistes de la CGT.

² Cf. <http://cgt-luttedecasse.org/>

³ Principalement animé par des militants qui se revendiquent de la CGT de Frachon, cf. <http://www.cl-cgt.fr/>

⁴ Principalement animé par des militants qui se revendiquent de la CGT de

Frachon, mais aussi de Séguy, cf. <http://www.frontsyndical-classe.org/>

⁵ Qui regroupe des militants de la CGT, de FO, de la FSE (Fédération syndicale étudiante) et des non syndiqués : cf. <http://tousensemblelyon.over-blog.com/>

⁶ Animé par des militants de VP-Partisan (maoïstes « de gauche », anti-staliniens), cf. <http://ouvalacgt.over-blog.com/>

⁷ Cf. <http://courantintersyndical.free.fr>

⁸ Continuer la CGT, CUFSC, CGT-E Dalkia, Blog OÙ va la CGT, Fédération syndicale étudiante.

syndicalisme de classe et de masse (en mai 2007 et janvier 2008) qui avaient rassemblé entre 100 et 150 militants, et édité deux bulletins (en septembre 2007 et février 2008)¹, qui posaient les premiers jalons d'un rassemblement intersyndical des militants lutte de classe. Malheureusement, ces deux Forums n'aient pas eu de suite immédiate, malgré l'attente qu'ils avaient suscitée, car les autres collectifs co-organisateurs avaient refusé de leur donner la suite logique qu'ils appelaient en constituant une véritable Coordination nationale permanente, chacun espérant se construire seul dans son coin...

Au sein du NPA, le combat pour convaincre les militants d'œuvrer à la construction d'un courant intersyndical lutte de classe se poursuit. Le vote du congrès de fondation en ce sens (comme d'ailleurs ceux de plusieurs congrès de l'ex-LCR) reste largement lettre morte... Ainsi la réunion des militants CGT du NPA, le 31 octobre, n'a-t-elle rassemblé qu'une cinquantaine de participants. Les militants de la FSU sont quant à eux, pour la plupart, membres de la tendance École émancipée, mais la direction de celle-ci co-dirige la fédération au lieu de combattre systématiquement l'orientation des bureaucrates réformistes. Quant aux militants des syndicats SUD, ils ne participent à aucun courant syndical et certains croient que la solution à la crise du syndicalisme et notamment aux trahisons des directions des principales organisations pourrait consister à abandonner les gros syndicats pour faire de petits « syndicats rouges » — et d'ailleurs souvent pas si radicaux qu'ils le prétendent...

La candidature de Jean-Pierre Delannoy, par l'unité qu'elle réalise entre des collectifs de militants syndicaux et par l'enthousiasme qu'elle suscite d'ores et déjà chez de nombreux syndicalistes et dans un certain nombre de syndicats de base, peut contribuer à faire avancer

l'idée qu'un courant lutte de classe est non seulement nécessaire, mais possible. C'est pourquoi nous devons nous battre pour faire vivre, structurer et pérenniser ce rassemblement. Plus largement, il s'agit de regrouper, au-delà de la seule CGT, l'ensemble des militants syndicaux lutte de classe, afin d'avancer vers la constitution d'un véritable courant intersyndical, organisé et visible à l'échelle nationale, capable de convaincre des syndicats entiers.

C'est un enjeu majeur que le NPA apporte publiquement son soutien à la candidature de Jean-Pierre Delannoy et que tous ses militants qui sont membres de la CGT participent à ce rassemblement et combattent plus largement pour la constitution d'un tel courant. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le NPA n'a pas de politique cohérente et systématique à l'intérieur de la CGT. Pire, suite à la rencontre entre des représentants de la CGT et des dirigeants du NPA, ceux-ci ont cru bon de rassurer les bureaucrates qui au printemps avaient accusé le NPA, dans la presse, de vouloir influencer sur l'orientation de la CGT : « *Le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement.* »² Cela permet à Thibault de donner, dans *Le Monde*³, un satisfecit au NPA : « *Autre chose est que des partis prétendent dicter ce qui doit être notre ligne de conduite syndicale. Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet.* »

Pourtant, aujourd'hui, ce sont les patrons et le gouvernement qui, en dernière analyse, « dictent leur ligne de conduite » aux bureaucrates de la CGT. Thibault et sa clique n'ont donc pas de leçons à donner aux militants anticapitalistes qui veulent redonner à la CGT une orientation de lutte de classe. Il revient bien

évidemment aux militants de la CGT, et à eux seuls, de choisir l'orientation de leur organisation. Mais c'est précisément ce que refuse la direction confédérale en empêchant la démocratie syndicale, notamment la libre discussion et l'élection des délégués au congrès par la base, et en réprimant les syndicalistes et les syndicats qui s'opposent à sa ligne. C'est pourquoi un parti comme le NPA ne peut pas rester neutre, mais doit au contraire soutenir les militants et syndicats de la CGT qui veulent faire triompher à la fois la démocratie syndicale et une ligne anticapitaliste révolutionnaire. En ce sens, les militants syndicaux du NPA doivent être le fer de lance de la lutte antibureaucratique, pour aider les syndiqués à se rapprocher leurs syndicats. Et le meilleur hommage que Thibault et Cie peuvent leur rendre, c'est de continuer à les « dénoncer » dans la presse bourgeoise comme des artisans du combat pour le débordement des directions syndicales par la base, pour la convergence de luttes, pour la grève générale !

□ **Tendance CLAIRE du NPA**

**VOUS ÊTES
TRAVAILLEUR, JEUNE,
MILITANT ?**

**Ce bulletin vous
intéresse ?**

**Donnez-nous votre avis
pour l'améliorer,
envoyez-nous vos
documents et
contributions !**

Contactez-nous :

par courriel :
tendanceclaire.npa@free.fr

par téléphone :
06 64 91 49 63

¹ Cf. <http://courantintersyndical.free.fr/wp-content/bulletinforumsyndical1.pdf> et <http://courantintersyndical.free.fr/wp-content/bulletin2.pdf>

² Cf. <http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-rencontre-npa-cgt>

³ Cf. http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/11/09/bernard-thibault-compromis-ne-veut-pas-dire-compromission_1264674_3224.html

Appel à soutien de la candidature de Jean-Pierre Delannoy comme secrétaire général de la CGT au 49^e congrès

« Ils n'étaient que quelques-uns,
ils furent foule soudain,
ceci est de tous les temps. »
Paul Eluard

« Le capitalisme est inhumain. Il déclenche des guerres, pille et affame les peuples. Il licencie, bafoue nos droits, détruit les acquis des luttes. Il casse et vole le secteur public au profit des intérêts privés et boursiers.

Toujours plus sauvage, le capitalisme broie les femmes et les hommes dans les entreprises, les jette au chômage, les use jusqu'à la corde, parfois jusqu'au suicide !

Salariés, retraités ou chômeurs, avec ou sans papiers, nous ne voulons plus subir, nous luttons.

Nous menons le combat syndical contre les reculs imposés par le capitalisme (droit du travail, salaires, retraites, régimes spéciaux, protection sociale, services publics, solidarités, liberté syndicale...) et pour faire aboutir nos revendications immédiates : refus de tous les licenciements, pas de salaires ni de revenus inférieurs à 1600€ net, augmentation de 300€ net pour tous, retour aux 37,5 annuités pour la retraite, arrêt des délocalisations, création d'emplois en CDI, régularisation de tous les sans-papiers... Nous luttons contre la répression et les discriminations anti-syndicales (EDF, GDF-Suez, SNCF, Continental, Forclum, Dalkia,

Cegelec, Elyo...). Notre colère est juste et nous ne lâcherons pas !

Nous ne gagnerons pas en organisant des journées d'action tous les 2 ou 3 mois, ni en laissant les actions isolées entreprise par entreprise. Pour gagner, il est indispensable de construire le rapport de force nécessaire à la convergence des luttes et à la concrétisation du « Tous ensemble ! » dans la grève générale.

La direction confédérale n'ignore pas que la mobilisation, pour être efficace, nécessite une autre orientation que celle du syndicalisme dit « rassemblé ». Sa stratégie actuelle est de s'adapter, comme le fait la Confédération Européenne des Syndicats (CES), au système capitaliste par l'accompagnement des contre-réformes des États bourgeois au lieu de le combattre. C'est pourquoi la direction confédérale entreprend de liquider l'identité de classe et anticapitaliste de la CGT qui a fait sa force et son histoire. Il est urgent d'engager, notamment à l'occasion du 49^{ème} congrès, un vrai débat démocratique sur les orientations de la CGT.

Fermement opposés à la politique gouvernementale, nous ne voulons pas nous adapter au capitalisme, nous voulons le combattre !

Seules les luttes déterminées des travailleurs avec un syndicat de classe et de masse permettront le

succès de leurs revendications et la construction d'une société émancipatrice débarrassée du capitalisme.

Nous devons nous mobiliser et nous engager dans la durée, au-delà du congrès, pour retrouver confiance et force dans notre syndicat.

Nous dénonçons les pressions, poursuites et exclusions à l'encontre des militant(e)s et de leurs organisations qui pensent autrement que la direction confédérale (UL-CGT Douai, CGT Forclum, région Nord-Pas-De-Calais...). Les désaccords avec les orientations et la stratégie confédérales ne doivent pas servir de prétexte à une « chasse aux sorcières ».

Nous nous engageons à des pratiques démocratiques dans le fonctionnement à tous les niveaux de notre syndicat.

Voici les raisons de fond qui motivent la candidature de notre camarade Jean-Pierre Delannoy face au secrétaire général sortant dont la désignation à sa propre succession n'a pas respecté un véritable débat démocratique. »

Le 2 novembre 2009

Signatures à envoyer à :
USTM-CGT 2, rue Colliez 1^{er}
étage 59 300 Valenciennes
ou ustmegt.hac@wanadoo.fr



Jean-Pierre Delannoy intervenant au meeting de militants oppositionnels CGT du 29 novembre 2008 à Paris

Pour l'arrêt immédiat des discussions électoralistes avec les réformistes, pour que le NPA mette toute son énergie dans la lutte de classe, pour donner aux travailleurs et jeunes combatifs l'envie de rejoindre le parti...

Militants du NPA, unissons-nous pour mettre en échec l'orientation de la direction lors de la consultation interne !

Au-delà, renforçons l'opposition de gauche dans le parti et ouvrons le débat pour une grande Tendance révolutionnaire unifiée !

Suite à la réunion du CPN (Conseil Politique National) des 7-8 novembre, la Tendance CLAIRE du NPA regrette que l'ordre du jour ait été presque intégralement consacré à la question des élections. Alors que la situation sociale est marquée par une importante conflictualité malgré sa dispersion et la politique toujours plus collaboratrice des directions syndicales et de leurs amis dirigeants des partis réformistes (PCF, PG, Fédération, Alternatifs), il n'est pas normal qu'un parti anticapitaliste comme le nôtre ne consacre pas l'essentiel de son énergie militante à construire une orientation politique pour les luttes.

Il n'est pas normal que la direction du parti se soit échinée avant tout, depuis le mois de juin et plus encore depuis la rentrée, à discuter avec les réformistes en vue d'un accord électoraliste au lieu de mener une véritable campagne contre les licenciements, comme cela avait pourtant été décidé par le CPN de juin.

Il n'est pas normal non plus que rien n'ait été fait pour relancer la dynamique de construction du parti malgré le reflux de militants depuis le congrès de fondation, notamment parmi les ouvriers les jeunes combatifs, et malgré l'échec évident du journal *Tout est à nous*, qui est faible politiquement, manque de dynamisme révolutionnaire et de connexions vivantes avec les réalités de la lutte de classe.

Au lieu de se concentrer sur la lutte de classe et la construction du parti, la direction a consacré toute son énergie à discuter des élections

Ce que les travailleurs en lutte sont en droit d'attendre d'un parti anticapitaliste, ce qui leur donnerait envie de rejoindre le NPA, ce qui ferait revenir les membres fondateurs déçus par la mollesse de la ligne, notamment parmi les ouvriers et les jeunes, c'est la capacité à être vraiment un outil pour les luttes :

- Un parti qui combatte centralement pour la convergence des luttes ouvrières aujourd'hui dispersées ;

- Un parti qui mette toute son énergie pour imposer aux bureaucrates et aux réformistes une manifestation centrale à Paris contre la privatisation de la poste et pour construire un affrontement avec le gouvernement Sarkozy ;

- Un parti qui mène campagne pour mettre en échec tous les plans de licenciements, pour la répartition des heures de travail entre tous, pour l'ouverture des livres de comptes des entreprises qui se prétendent en difficulté, pour l'expropriation sans indemnités ni rachat des trusts capitalistes ;

- Un parti enfin qui, bien dirigé et conséquent avec son orientation, sache se donner les moyens de faire une vraie campagne, en respectant

les délais fixés pour ne pas laisser passer les occasions, en sortant des affiches dynamiques avec de vrais slogans de combat et des images de travailleurs en lutte, en diffusant des tracts pugnaces pour faire connaître ses propositions aux travailleurs à la porte des entreprises, des établissements et des quartiers populaires, en organisant enfin des meetings dans tout le pays qui soient capables de soulever l'enthousiasme de la classe ouvrière et de la jeunesse...

La direction a multiplié les concessions aux réformistes du PC et du PG

La direction de notre parti ne s'est pas contentée de l'engager dans la voie sans issue de l'électoralisme : elle est allée jusqu'à céder sur presque toutes les revendications du NPA pour tenter coûte que coûte d'obtenir un accord avec les réformistes qui refusent tout programme pouvant s'en prendre sérieusement aux profits des capitalistes et qui ont participé avec le PS à la gestion des régions depuis cinq ans en multipliant les cadeaux au patronat (sans parler de sa participation aux gouvernements de « gauche » valets des capitalistes, casseurs des acquis sociaux, privatisateur des services publics...). C'est ainsi que :

- La direction est passée du projet d'un « rassemblement autour d'un programme anticapitaliste » à

celui d'un « front anticapitaliste et antilibéral » ;

- Elle a troqué la revendication centrale du NPA, l'interdiction des licenciements, contre une bien vague « *rupture pour en finir avec le chômage et les licenciements* » ;

- Elle a substitué à l'exigence d'une augmentation de 300 euros nets pour tous et d'un revenu minimal de 1500 euros nets une tout aussi vague « *défense du pouvoir d'achat* » ;

- Elle se contente d'affirmer le principe du « *droit à la protection sociale et à la retraite* », mais sans la moindre revendication précise, au moment même où le gouvernement veut encore augmenter l'âge de la retraite et les annuités de cotisation ;

- Elle se prononce désormais pour un « grand service public bancaire » et non plus pour un monopole public sous le contrôle des travailleurs — et moins encore pour l'expropriation sans indemnités ni rachat des banques ;

- La direction a cédé sur le refus de participer à des exécutifs régionaux avec le PS et Europe écologie, puisque la résolution adoptée par le CPN déclare sa volonté de gérer les régions et n'exclut de le faire que dans l'hypothèse « *d'exécutifs qui seraient dominés par le PS et/ou Europe Ecologie* » : cela autorise logiquement une cogestion avec ces partis au cas où ils ne « *domineraient* » pas ;

- Enfin, la direction vient de céder même sur son exigence d'un accord électoral national, dont elle avait pourtant fait son cheval de bataille contre le PCF (désireux quant à lui de s'allier ici ou là dès le premier tour avec le PS) : dans sa « *motion d'organisation du débat et de la consultation pour les régionales* » adoptée par le CPN, il est prévu de « *décider des choix nationaux et régionaux du NPA pour ces élections* » et de se prononcer non seulement sur « *les diverses positions nationales (...) exprimées lors du CPN* », mais aussi sur « *les positions existant dans les régions* » ; et il est dit expressément que « *les votes* » seront « *de dimension nationale et locale* » : cela ouvre clairement la voie à une position différenciée au

niveau national et dans les différentes régions, manifestement dans le souci purement manœuvrier de conclure des accords avec le PG et d'autres réformistes là où le PCF se présentera avec le PS dès le premier tour...

La direction bafoue la démocratie et impose une régionalisation du parti

Au lieu de répondre au signal d'alarme tiré par de nombreux militants, qui soulignent l'effet désastreux des priorités de la direction depuis des mois, la majorité du CPN persiste et signe. La direction a demandé et obtenu carte blanche pour poursuivre ses discussions avec le PCF et surtout en fait avec le PG... alors même qu'un accord semble de moins en moins possible... Elle n'a même pas accepté la proposition que soit organisée une conférence nationale exceptionnelle du parti pour trancher le débat qui divise pourtant l'organisation comme cela n'avait jamais été le cas auparavant. Cinq motions ont été soumises au vote, les unes après les autres (chaque membre du CPN pouvant donc voter pour plusieurs motions)¹. La motion de la direction a recueilli 56% de votes pour, celle de la gauche (contre l'alliance avec le front de gauche) 19%, et les trois motions de droite (qui sont prêtes à toutes les concessions pour faire liste commune avec le front de gauche) ont recueilli entre 15 et 23% des voix (avec l'appui de membres de la majorité). Tout en prétendant reprendre la méthode du congrès pour consulter les militants, la direction n'a accepté que l'organisation d'« *AG regroupant des comités de base* », mais non d'une conférence nationale des délégués de ces AG, qui seule aurait permis le choix légitime et démocratique d'une orientation pour tout le parti. Aucun membre du CPN ne s'est opposé à la motion d'organisation de la consultation des

¹ Il aurait été préférable que les votes se fassent sur des plates-formes alternatives pour que les militants puissent identifier les clivages principaux.

militants, y compris les camarades de la gauche qui avaient pourtant proposé l'organisation d'une conférence nationale dans leur motion !

D'une part, sous la pression des institutions bourgeoises et des manœuvres des partis réformistes, la direction du NPA a pris la lourde responsabilité d'une *régionalisation du parti*, au détriment d'une cohérence nationale pourtant indispensable à l'objectif d'unifier la classe ouvrière autour d'un programme anticapitaliste conséquent qu'il s'agit de populariser dans tout le pays en harmonisant les actes et les paroles.

D'autre part, la direction empêche un vrai débat dans l'ensemble du parti, car les AG prévues n'ont pas d'autre choix que de se prononcer pour ou contre les différents textes présentés au CPN, sans possibilité d'en présenter d'autres, ni même de les faire évoluer, ce qui revient à un véritable *référendum déguisé*. En effet, en demandant aux militants de choisir entre des textes tout ficelés au niveau du CPN, la direction dénie tout droit d'initiative à la base, elle interdit la présentation d'autres textes, que ce soit par des militants qui se regrouperaient pour l'occasion ou par des courants non représentés au CPN (alors que le CPN a été élu, rappelons-le, par un congrès auquel tout avait été fait pour empêcher la constitution de courants... de sorte que le CPN ne saurait prétendre représenter fidèlement la diversité du parti !). Plus généralement, s'il y avait eu une conférence nationale, les textes présentés aux délégués de la conférence nationale elle-même auraient été nourris pas les débats préalables aux niveaux local et départemental et par les discussions entre les courants, ils auraient pu évoluer par rapport aux textes initiaux, les militants auraient donc pu et voulu sincèrement se convaincre les uns les autres, des courants auraient pu développer leurs positions propres tout en cherchant à se rapprocher sur la base de leurs points communs... Il en aurait résulté à la fois des clarifications programmatiques et stratégiques, une élévation générale

du niveau politique, que seule peut permettre une vraie discussion. En revanche, avec un référendum déguisé, les militants qui se reconnaissent déjà dans un texte n'auront pas d'autre choix que de le défendre en bloc contre les autres s'ils veulent gagner et le « débat » n'a donc d'intérêt que pour les militants qui hésitent entre tel ou tel texte.

Infliger une défaite à la direction du parti lors de la consultation interne ? « C'est possible ! »

Dans ces conditions, il est crucial que les militants se saisissent des enjeux sous-jacents aux discussions qui traversent aujourd'hui le parti : à travers la question apparemment tactique des alliances électorales, est apparu en fait un débat programmatique et stratégique — sciemment contourné par la direction lors du congrès de fondation — posant la question de la nature même du parti que nous voulons : un parti électoraliste ou un parti de lutte de classe ? Un parti qui cède aux réformistes du PCF et du PG ou un parti qui lutte pour gagner les travailleurs à un programme anticapitaliste révolutionnaire ? Un parti bien organisé et démocratique ou un parti à la dérive organisationnellement et tendant à s'adapter au cadre institutionnel des régions ?

C'est pourquoi la Tendence CLAIRE appelle tous les militants du NPA à rejeter, lors de la consultation interne, la résolution de la direction — tout comme bien sûr celle de la droite du parti, le courant « Convergence et alternative », qui voudrait non seulement poursuivre encore les concessions aux réformistes, mais en fait capituler purement et simplement devant eux ! Compte tenu de la façon anti-démocratique dont la direction a décidé d'organiser la consultation des militants, privée comme tout le monde du droit de présenter son propre texte ou même simplement des amendements, la Tendence CLAIRE appelle à voter massivement pour la résolution

intitulée « *Dans les luttes comme dans les élections : une politique de rupture avec le capitalisme* », présentée par 25 camarades du CPN, soutenue également par le courant Gauche révolutionnaire et la Fraction L'Étincelle issue de Lutte ouvrière.

Avancer dans les discussions entre militants ouvriers et révolutionnaires et vers une grande Tendence révolutionnaire unifiée ? C'est nécessaire !

L'enjeu de cette consultation des militants est crucial. Mais, quel que soit son résultat, il ne sera plus possible de faire confiance à la direction actuelle pour mener le NPA sur la voie d'une orientation réellement anticapitaliste et révolutionnaire et pour le construire sérieusement dans et par la lutte de classe. C'est pourquoi il est nécessaire que s'ouvre enfin le débat stratégique qui n'a pas pu avoir lieu au congrès. Dans ce but, les militants ouvriers et révolutionnaires du NPA, les courants qui réalisent aujourd'hui une unité de fait contre la politique de la direction, ont la responsabilité de commencer à se regrouper et à débattre s'ils veulent progresser et peser enfin de manière significative dans le parti. À moins de se faire des illusions et de ne pas prendre la mesure des dégâts déjà causés par la politique de la direction, il serait faux d'attendre le prochain congrès.

Il ne s'agit certes pas de proclamer en deux jours une tendance unifiée, comme s'il n'y avait aucun désaccord entre les militants et courants qui se réclament du prolétariat et de la révolution au sein du NPA. Mais il s'agit précisément de cerner les points d'accord et de discuter ouvertement des divergences, sans préjugés ni tabous, pour commencer à les surmonter et à tester la pertinence des différentes positions, y compris bien sûr les propositions concrètes :

• Il serait par exemple nécessaire de discuter de la différence entre un *programme de transition révolutionnaire*, tel que l'ont conçu l'Internationale communiste, puis Trotsky et la IV^e Internationale, et un simple « *programme d'urgence* » tel que celui proposé par les camarades signataires de la résolution « *Dans les luttes comme dans les élections : une politique de rupture avec le capitalisme* ».

• Il faudrait discuter aussi de la nature du PS actuel, qui n'est plus selon nous un parti ouvrier réformiste même très dégénéré, mais un parti purement et simplement bourgeois, analogue au Parti démocrate américain ; il en résulte que nous ne pouvons appeler les travailleurs à voter pour lui même pour « battre la droite », car cela revient à semer des illusions en prétendant que la gauche bourgeoise serait moins éloignée des intérêts des travailleurs que la droite, alors qu'il s'agit en fait de nuances entre deux politiques dictées par le capital.

• On devrait discuter également du fait d'avoir approuvé dans un premier temps (lors du CPN de juin) l'ouverture de négociations en vue d'une alliance électorale, donc programmatique, avec les dirigeants du PCF et du PG, malgré leur nature et notamment leur rôle dans le blocage de la montée vers la grève générale que nous avons vécue au premier semestre.

• Il serait nécessaire aussi de cerner la logique politique qui a conduit la direction à sa politique électoraliste et à toutes ses concessions aux réformistes : selon nous, elle était déjà présente dans les résolutions adoptées par le congrès de fondation auxquelles nous sommes les seuls à avoir opposé à l'époque des résolutions alternatives — au prix d'une scandaleuse répression anti-démocratique et anti-statutaire de la part de la direction du NPA, dont nous subissons toujours les conséquences¹...

¹ Cf. notre compte-rendu du congrès de fondation dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1 et, dans le présent numéro, notre article sur la Conférence nationale jeune.

Tout cela peut et doit se discuter entre militants ouvriers et révolutionnaires capables à la fois de soumettre leurs positions au débat démocratique et de les assumer jusqu'au bout lorsqu'elles se révèlent pertinentes, même si cela implique un affrontement politique avec la direction de leur propre parti. C'est pourquoi la Tendence

CLAIRE du NPA participe non seulement, immédiatement et sans conditions, au « bloc des gauches » qui s'est constitué de fait dans notre parti, mais aussi aux discussions programmatiques et stratégiques qui ont d'ores et déjà commencé à s'ouvrir, avec divers échanges et une première rencontre. Elle y défend pour sa part la proposition

d'avancer progressivement vers une grande Tendence révolutionnaire unifiée, capable de peser sur le présent et l'avenir du NPA pour en faire le parti de lutte anticapitaliste et révolutionnaire dont notre classe a besoin.

□ **Tendance CLAIRE du NPA**

Comment la direction du PCF parle du NPA à ses militants

Dans la circulaire interne du PCF, envoyée par la direction aux cadres du parti sous le titre « Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité » (semaine du 2 au 8 novembre), l'article de tête soutient l'orientation de Bernard Thibault consistant à demander à Sarkozy « une autre politique industrielle » et se termine ainsi : « Certains préfèrent jouer à la division, traitant les salariés de "traîne-savates" lorsqu'ils défilent dans l'unité syndicale, les saluant lorsqu'ils croient y voir une "base" dressée contre leurs confédérations, en avant-garde d'une grève générale dont chacun sait qu'il suffit de la siffler pour qu'elle advienne. Sans doute l'esprit de Neuilly finit-il par déteindre jusque sur son facteur... » Et c'est avec ces calomnieux que la direction du NPA voudrait obtenir un accord programmatique pour les élections, en leur faisant mille et une concessions !

Première Conférence nationale des jeunes du NPA :

Le secteur jeune commence à se structurer malgré toutes les entraves à son autonomie... mais ses dirigeants restent à mi-chemin par crainte d'affronter la direction

La première Conférence nationale des jeunes (CNJ) du NPA s'est tenue le week-end du 17 octobre à Paris. Prévue par les statuts du parti, devant initialement avoir lieu en mars dans la foulée du congrès fondateur, le Comité exécutif (CE) avait décidé son report à juin contre l'avis du secrétariat jeune, puis elle avait de nouveau été décalée à début octobre. Jusqu'à cette date, le secrétariat jeune était donc formé des volontaires qui s'y étaient présentés plus d'un an auparavant lors d'une conférence nationale, avant même la fondation du Nouveau Parti. Cette CNJ a au moins permis aux jeunes de se doter d'un secrétariat qu'ils ont élu.

Le secrétariat jeune avait soumis trois textes à la discussion. Un sur l'orientation, qui revenait sur la situation politique et définissait les tâches spécifiques pour la jeunesse, un autre sur la structuration, qui abordait les tâches pratiques (matériel, secrétariat) et deux motions contradictoires sur le journal jeune.

Ces textes avaient sciemment choisi d'éviter les questions « qui font débat dans le parti ». La discussion n'était autorisée qu'à traiter de l'ampleur des attaques du gouvernement, des revendications d'un « programme d'urgence » pour la jeunesse et du syndicalisme étudiant, mais les débats sur le type de parti que l'on souhaite, sur l'alternative entre réforme et révolution, sur les questions stratégiques et tactiques ou encore sur la nature de la formation qu'on offre, en étaient strictement proscrits.

Débat sur l'orientation

Le texte d'orientation expliquait que la campagne centrale devait être celle de tout le NPA, sous le slogan « pas question de payer leur crise », déclinée spécifiquement pour la jeunesse. En outre, il revenait sur toutes les autres campagnes à mener. Il définissait les trois secteurs prioritaires de

construction : les lycées, les facs et les jeunes travailleurs. La nécessité du travail envers les jeunes des quartiers populaires a été ajoutée par un amendement à l'initiative de la Tendence CLAIRE. Enfin, le texte proposait les pistes devant servir à la rédaction d'un programme d'urgence pour la jeunesse.

L'AG jeunes de Bordeaux a proposé un amendement qui insiste sur la nécessité de la construction dans la classe ouvrière, qui n'a malheureusement pas été accepté, par 38 voix contre et 34 pour. La Tendence CLAIRE proposait un amendement similaire (qu'elle a retirée pour celui de Bordeaux). Elle proposait également que le secteur jeune se définisse comme un secteur révolutionnaire et que les formations que les jeunes mettent en place s'assument comme des formations marxistes et qu'à l'université, qui contribue à produire non seulement des savoirs, mais aussi l'idéologie dominante, les jeunes du NPA mènent contre celle-ci un combat théorique.

Tous les militants qui intervenaient contre ces amendements le faisaient en arguant principalement que ces questions relevaient de tout le parti. Mais si le rôle de la CNJ n'était que de trouver une application particulière aux textes du congrès de fondation, alors comment parler encore d'une quelconque autonomie du secteur jeune ? L'autonomie des jeunes ne se réduit pas au droit de se réunir entre jeunes, mais implique celui de contribuer librement à l'élaboration et à adopter de véritables positions politiques, à la fois des décisions pour l'activité jeunes et des propositions pour tout le parti.

Certes, les textes fondateurs du parti laissent ouverte la question de la révolution : ils se disent pour la transformation révolutionnaire de la société, mais refusent à dessein de trancher davantage la question et d'élaborer une stratégie ouvertement révolutionnaire. Certes, il revient à un congrès de trancher ces questions au niveau du parti lui-même. Mais cela n'interdit nullement aux comités qui le souhaitent et notamment au secteur jeune autonome de prendre position quand ils le veulent sur la révolution, le programme, la stratégie, etc. ! Comment le NPA pourrait-il avancer et trancher des questions qui pour l'instant ne le sont pas, si tout le monde s'interdit même d'en discuter ?

D'autres réponses expliquaient que, « de toute façon, dans la pratique, nous sommes révolutionnaires » ; mais alors, pourquoi ne pas l'écrire ?

Le « programme d'urgence » proposé par le secrétariat proposait un ensemble de revendications justes en elles-mêmes, mais sans hiérarchie et dans la logique d'un programme minimum. La Tendence CLAIRE lui a opposé un programme de transition. Car ce qui différencie le programme d'un parti révolutionnaire de celui de partis réformistes comme le PC ou le PG, ce n'est pas seulement la radicalité des revendications qui y sont mentionnées, c'est la nature même du programme, et cette nature est différente selon que ce programme est au service de la révolution ou

non. Le programme que présentaient les militants de la Tendence CLAIRE reprenait la quasi totalité des revendications proposées par le secrétariat, mais en les articulant à l'objectif de la révolution dans une logique transitoire : partir des revendications immédiates des jeunes pour les mener à la nécessité de détruire le système. Il ne s'agit pas d'un supplément d'âme révolutionnaire, mais le fait est que la satisfaction de ces revendications est en dernière instance incompatible avec le capitalisme et il faut donc le dire clairement aux travailleurs et aux jeunes. Par exemple, il ne s'agit certes pas de proposer aux étudiants uniquement la perspective d'une université socialiste sans s'intéresser à leurs revendications immédiates, mais des révolutionnaires ne peuvent pas non plus se contenter de revendiquer « de meilleurs diplômés » sans mettre en cause le cadre de l'université et de la société actuelles : il faut se doter d'un programme qui articule les revendications immédiates au combat pour une « université au service des travailleurs », pour que les facultés soient gérées collectivement par les étudiants, les personnels BIATOS et les enseignants, avec une majorité étudiante, et pour la mise en cause des rapports sociaux actuels. En outre, nous devons expliquer dans ce programme spécifique à la jeunesse que la satisfaction de ses revendications n'est possible que par l'alliance avec le prolétariat, seul capable de mener jusqu'au bout la lutte contre la bourgeoisie et son système.

La Tendence CLAIRE proposait aussi que le secteur jeune se prononce sur la question des alliances électorales, que la direction a malheureusement mise au centre de l'activité du NPA. Alors même que la direction du parti invite tous ses membres à donner leur avis sur ces alliances, il est inadmissible que les responsables du secteur jeune aient refusé cette discussion ! Lors de l'Assemblée générale de la région parisienne, des militants ont même dit leur accord avec notre texte, mais ils

affirmaient que la CNJ n'était pas le lieu d'exprimer leurs positions. En somme, le secteur jeune en tant que tel n'aurait pas le droit de s'exprimer sur une campagne qui concerne tout le parti et à laquelle il va participer avec toutes ses forces.

Débat sur la structuration

Le texte sur la structuration traitait essentiellement de questions pratiques : matériel, secrétariat, réunions, etc. Le texte n'insistait pas sur le fait que ces mesures pratiques sont liées à l'autonomie du secteur jeune. Mais la question est apparue en filigrane au long de la discussion.

Un amendement a été soumis sur la question du budget : il proposait que les jeunes ne demandent pas au CPN un budget global, mais qu'ils facturent point par point leurs besoins et qu'on leur donne de l'argent en fonction. Heureusement cet amendement n'a pas été accepté, car il revenait à un affaiblissement de l'autonomie du secteur jeunes qui n'aurait plus été maître de ses dépenses.

L'amendement qui proposait que le secrétariat soit ouvert aux membres des autres commissions, CILT, etc., a également été rejeté, considéré par l'assemblée comme attentant également à l'autonomie des jeunes.

La Tendence CLAIRE proposait un amendement à l'introduction du texte. Il aurait bien sûr été prématuré à ce stade de proposer que cette assemblée se déclare une organisation autonome. Mais l'amendement demandait simplement que les jeunes du NPA affirment agir à terme pour la création d'une organisation révolutionnaire autonome de la jeunesse. Lors de l'AG parisienne, les militants opposés à cet amendement ont refusé la discussion en allant jusqu'à dire que cette question relevait de l'ensemble du parti ! Lors de la CNJ elle-même, des militants expliquaient que l'amendement comportait plusieurs fois le mot « révolutionnaire » et que cela suffisait en soi pour le rendre inacceptable.

Débat sur le journal jeune

Deux motions contradictoire étaient soumises au vote, l'une majoritaire au sein du secrétariat et l'autre minoritaire. La première se prononçait en faveur d'un journal jeune, conformément aux textes du congrès du parti. La seconde demandait qu'un quatre-pages soit intégré au journal du parti, *Tout est à nous*. Le principal argument invoqué contre un journal jeune est qu'il entrerait en concurrence avec *Tout est à nous* et qu'en outre les jeunes à qui nous nous adressons doivent s'intéresser à toutes les questions du parti. À l'argument démocratique qui invoquait un vote de congrès, certains militants répondaient qu'il y avait eu beaucoup d'amendements votés au cours du congrès et que donc le congrès avait pu ne pas être attentif à l'un des amendements qu'il votait. Il est vrai que la méthode consistant à proposer des centaines d'amendements sans la moindre priorité a empêché bien des discussions fondamentales lors du congrès, comme nous l'avions pour notre part critiqué ; mais à ce compte-là, ce sont toutes les décisions de congrès que l'on pourrait remettre en question et tout le monde sait que justement l'amendement sur la jeunesse a réellement été discuté au congrès et a même été l'un des rares amendements soumis et adoptés en séance plénière.

L'argument principal avancé en faveur d'un journal jeune a été qu'il serait plus facile de gagner des jeunes avec un journal qui s'adresserait directement à eux. Mais seule la Tendance CLAIRE a expliqué qu'il faut d'abord et avant tout que les jeunes du parti, dans le sens de leur autonomie, s'entraînent à l'élaboration d'une politique, à la conception d'un journal pour s'approprier réellement les questions du parti. Cet argument-là a été, soigneusement évité car l'autonomie du secteur jeune était un sujet tabou de cette discussion, au lieu d'y être centrale ! Alors que, pour répondre de manière convaincante aux opposants au journal, il fallait montrer qu'ils en

devenaient des opposants à l'autonomie du secteur jeunes car cette autonomie est un leurre sans moyens d'expression propres.

Des atteintes à la démocratie qui rendent criante l'absence de souveraineté de la CNJ

Ce refus de mettre au centre l'autonomie du secteur jeune a conduit à une grave mise en cause de la souveraineté de la CNJ. Nous avons déjà vu comment les débats politiques de fond ont été empêchés. Mais cela s'est vérifié également au moment de l'élection des délégués et des membres des secrétariats.

Lors de l'AG parisienne, qui a rassemblé 107 militants, la désignation des délégués à la CNJ ne s'est pas faite sur la base de la proportionnelle. Les militants de la Tendance CLAIRE demandaient que l'ensemble de leurs amendements soient soumis comme plate-forme et que le nombre de délégués attribués à chaque plate-forme le soit sur la base de la proportionnelle. C'est selon nous une question de principe que d'accepter de soumettre au vote les plates-formes de tous les militants qui le souhaitent. Outre qu'il s'agit d'une question de principe, c'est également une règle qui figure dans les statuts du parti, comme conséquence du droit de tendance. Certains militants répondaient qu'il ne s'agissait pas là d'un congrès et que donc le vote à la proportionnelle ne pourrait pas avoir lieu ; pourtant, n'était-ce pas conférence nationale convoquée pour définir l'orientation du secteur jeunes, élire sa direction ? Il est donc évident que les règles devaient être les mêmes que dans un congrès ! D'ailleurs, le texte soumis au CPN des 7-8 novembre par les camarades de la gauche du parti, notamment les dirigeants du secteur jeune membres du CPN, qui s'opposent aux alliances électorales avec le PG et le PCF demandent à juste titre une « conférence nationale » en décembre pour trancher cette question ; or cette conférence ne serait pas un congrès,

mais ils n'en demandent pas moins à juste titre le droit de constituer des plates-formes et d'élire les délégués à la proportionnelle...

Dès lors, pourquoi avoir déployé lors de la CNJ un tel zèle pour empêcher l'application de la démocratie la plus évidente ? C'est que si un vote à la proportionnelle avait été effectué pour l'élection des délégués, non seulement la Tendance CLAIRE (qui représentait 10% de l'AG parisienne) aurait eu trois délégués au lieu des deux qui lui ont été concédés, mais en outre elle aurait eu des représentants au secrétariat de la région parisienne et au secrétariat national. C'est ce qu'il fallait à tout prix éviter : depuis le congrès de fondation où la Tendance CLAIRE a été écartée du CPN par une manœuvre anti-démocratique et anti-statutaire, la direction du parti refuse de la rétablir pleinement dans ses droits. Lors de la CNJ, ses militants ont eu le droit de présenter des textes alternatifs, des amendements qui sont soumis au vote, mais non celui d'être représentés dans les instances de direction en fonction de nombre de militants qu'ils représentent.

Lors de l'AG parisienne, des dirigeants jeunes ont tenté de justifier ce refus par diverses contorsions, mais nul n'a pu dire que les militants de la tendance CLAIRE violeraient les statuts du NPA. Dans ces conditions, il est évident qu'ils doivent avoir exactement les mêmes droits que tous les autres militants du NPA, y compris le droit de tendance. Mais lors de la CNJ elle-même, la véritable raison de ce refus a été avancée : l'intégration de la Tendance CLAIRE dans des instances dirigeantes de l'organisation revenait à reconnaître son existence alors que le CE refuse de le faire. Cela aurait commencé à réparer l'injustice qui a été commise au congrès de fondation et par là même à contester la direction du parti qui l'a commise et cautionnée. Cela prouve d'une part que les dirigeants jeunes se soumettent à la direction du parti au lieu d'assumer l'autonomie que le congrès leur a donnée. Cela confirme d'autre part que la conférence nationale de la jeunesse n'était donc pas

souveraine, puisqu'elle n'avait pas le droit d'appliquer les statuts pour la désignation de sa direction. D'ailleurs, les organisateurs de la CNJ n'ont même pas évoqué un contordre explicite du CE : ils ont simplement dit que le CE était « en discussion » sur le cas de la Tendance CLAIRE... Nous avons été ravis de l'apprendre, mais d'abord le CE est soumis au CPN, qui n'en a encore jamais discuté, et ensuite aucune « réflexion » du CE n'a le pouvoir de suspendre

l'application des statuts votés par le congrès !

Selon nous, cet événement est très inquiétant, car bien au-delà de la Tendance CLAIRE, cela entérine et renforce le précédent du congrès de fondation en autorisant la violation des statuts dès que des tendances qui gênent la direction se dessinent. Il est nécessaire que le NPA se ressaisisse et rende vivants les principes démocratiques qui sont officiellement les siens. C'est une question fondamentale pour construire un parti réellement

nouveau qui acquiert la confiance des travailleurs et des jeunes écœurés par les appareils politiques du système et notamment de la gauche institutionnelle. C'est essentiel aussi pour que les idées révolutionnaires puissent être défendues librement dans le parti, sans que leurs promoteurs aient à risquer de subir les foudres de la direction.

□ **Pauline Mériot**

Dernière minute : la direction du NPA refuse de reconnaître le secrétariat jeune élu par la CNJ !

Au moment de boucler ce bulletin, nous apprenons que, à la demande du Comité exécutif, le Conseil politique national (CPN) du parti, réuni les 7-8 novembre, n'a pas reconnu le secrétariat national jeune élu par la CNJ. Cela revient à mettre un nouvel obstacle à l'autonomie et au fonctionnement même du secteur jeune, encore plus grave que les précédents. Selon nos informations, l'argument invoqué serait qu'un membre de ce secrétariat (sur 20 binômes, soit 40 camarades) n'aurait pas payé ses cotisations ! Il s'agit à l'évidence d'un prétexte : en fait, la majorité de la direction du parti estime sans doute que le secteur jeune, en élisant librement sa propre direction, reste encore trop autonome malgré toutes les concessions faites par les organisateurs de la CNJ... Et elle est sûrement furieuse que les jeunes membres du CPN aient presque tous voté la motion de la gauche du parti, opposée aux alliances avec le PC et le PG pour les régionales... C'est une nouvelle atteinte, particulièrement grave, à la démocratie, aux statuts et à l'autonomie du secteur jeune.

Contre ce coup de force de la direction, la Tendance CLAIRE soutient le secrétariat jeune élu par la CNJ : il doit être reconnu et les moyens de son fonctionnement autonome doivent lui être attribués. Mais cela prouve de façon flagrante que tous les efforts des dirigeants du secteur jeune pour trouver des « compromis » avec la direction (notamment le refus scandaleux d'organiser des votes à la proportionnelle et d'intégrer des représentants de la Tendance CLAIRE au secrétariat, en violation des statuts) ne servent à rien : la direction est déterminée à entraver le plus possible la vie du secteur jeune autonome. Les dirigeants jeunes doivent en tirer les conséquences en acceptant enfin de mener la lutte politique ouvertement, en mettant au centre le combat pour les principes, les positions de fond et la libre discussion, au lieu de multiplier les concessions, voire les manœuvres, qui reviennent ici comme ailleurs à s'enfermer dans un véritable piège.

Amendements présentés par la Tendance CLAIRE lors de la CNJ

Texte sur l'orientation

Pour une orientation révolutionnaire

À la fin du paragraphe d'introduction du texte sur l'orientation, ajouter :

« Parce que la jeunesse est particulièrement mobilisée, particulièrement radicalisée, il est nécessaire aujourd'hui de s'adresser à elle avec un programme qui s'affiche clairement pour la transformation révolutionnaire de la société, d'une part parce que ce serait mentir à notre aux travailleurs et aux jeunes à qui nous nous adressons que de ne pas expliquer inlassablement que c'est par un processus révolutionnaire que le

capitalisme détruire, et d'autre part parce qu'en particuliers dans la jeunesse, qui a moins d'intérêts matériels liés au système, le discours révolutionnaire est le plus à même d'être compris. Défendre dans la jeunesse une ligne révolutionnaire serait un moyen de faire avancer les débats au sein du NPA, en démontrant la nécessité qu'il adopte un programme révolutionnaire.

Il nous semble important d'affirmer que c'est la classe ouvrière, la classe de ceux qui produisent les richesses de la société, qui sera le sujet de cette révolution. Cela implique de se battre pour que le NPA fasse de l'implantation dans les entreprises une tâche centrale (par exemple en donnant la priorité à la mise en place de comités sur les lieux de travail). La

centralité du prolétariat implique qu'étudiants et lycéens doivent lier leur intervention aux luttes des travailleurs. Cela doit passer par des soutiens (financier, matériel, logistique) aux luttes des travailleurs dans le voisinage des comités jeunes, par la recherche systématique de convergences interprofessionnelles lors des mouvements lycéens et étudiants. Enfin, les comités lycéens et étudiants mettent en place une activité régulière en direction d'une entreprise voisine (comme la diffusion de tracts NPA). Par cette intervention nous pourrions nous lier avec les travailleurs de l'entreprise, favorisant ainsi de futures convergences. D'autre part, en proposant à nos sympathisants de

faire ce travail avec nous, nous pourrions les sensibiliser, par la pratique, à la cause prolétarienne. [Nous n'avons pas soumis cette partie en italiques au vote, puisqu'elle disait la même chose que l'amendement présenté par les délégués de Bordeaux, que nous avons soutenu mais qui n'a pas été adopté.]

Enfin, les formations que nous organisons doivent être marxistes, pour comprendre le système capitaliste et se donner tous les instruments théoriques et pratiques pour le combattre jusqu'au bout et le renverser. Par ailleurs, beaucoup de comités jeunes se trouvent dans les universités, lieux de production et de diffusion de l'idéologie dominante, et nous devons nous fixer l'objectif de concurrencer la bourgeoisie sur son propre terrain. Cela peut donc passer par l'organisation de séminaires marxistes, revues, débats, etc. »

Sur le syndicalisme étudiant

Remplacer le point II-2 par :

« La nécessité de faire du syndicalisme chez les étudiants n'apparaît pas d'elle-même. Autant les syndicats sont chez les travailleurs la première organisation de classe, autant la nature de classe des étudiants n'étant pas définie, la nécessité du syndicalisme apparaît moins évidemment. Mais d'une part parce que beaucoup des étudiants aujourd'hui sont les travailleurs de demain (mais si une partie appartiendra à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie), et d'autre part ils ont des intérêts matériels immédiats à défendre (contre la précarité, les diplômes bradés, les facs à deux vitesses, etc.), le syndicalisme étudiant est une nécessité. En outre, par leurs luttes des dernières années, les étudiants se battent pour des revendications qui les lient à la classe ouvrière (diplômes reconnus par les conventions collectives, non aux contrats précaires (CPE), etc.). Une structure syndicale est donc nécessaire à la fois pour défendre leurs intérêts immédiats et à longs termes, autant que pour organiser les mouvements qui de fait ont lieu dans les universités.

Aujourd'hui l'UNEF n'est pas le grand syndicat de masse qui dirigerait les étudiants et à l'intérieur duquel il faudrait mener un combat de fraction. La FSE et SUD sont, malgré beaucoup de qualités, de petits syndicats qui n'ont pas vocation à être le noyau d'une organisation de masse. Une telle situation a pour résultat que la multiplication des mouvements, et leurs progrès en terme d'auto organisation, n'implique pas de progression dans l'organisation des étudiants (pas de

manière massive en tout cas). Les militants étudiants du NPA doivent aujourd'hui être audacieux : étant présents dans SUD, la FSE et la TUUD, nous devons y mettre toutes nos forces pour construire un grand syndicat national de lutte qui marginaliserait l'UNEF et offrirait enfin une perspective organisationnelle conséquente aux étudiants mobilisés dans les facs. »

Pour un programme de transition

Remplacer le point sur le « programme d'urgence » par :

« Le système capitaliste n'offre aucune perspective pour l'avenir. Face à cela nous mettons en avant un programme qui répond aux besoins les plus concrets et immédiats de la jeunesse et qui conduit à la nécessité d'une alliance avec les travailleurs et d'une révolution sociale pour les résoudre. Ce texte constitue des pistes en ce sens. Un programme complet doit être élaboré suite à la CNJ.

La jeunesse est la première victime du chômage et de la précarisation. Face à cela nous combattons :

- Pour empêcher tout licenciement ;
- Pour le partage des heures de travail de façon à assurer un travail pour tous et à réduire la journée de travail ;
- Indexation des salaires au coût de la vie, aucun salaire en dessous de 1500 euros ;
- Pour l'ouverture des livres de comptes et expropriation sous contrôle des travailleurs de toute entreprise qui ferme ou licencie massivement ;
- Pour des droits et des salaires équivalents à celui des travailleurs adultes visant à leur assurer une complète indépendance économique. Suppression des stages non-rémunérés, des contrats d'apprentissage et de toute forme de précarisation et surexploitation de la jeunesse, en particulier pour la suppression de l'apprentissage dès 14 ans.

Nous luttons également pour réquisition de tous les logements vides, construction massive de logements sociaux et plafonnement des loyers.

Le patronat s'appuie sur le manque d'expérience et de formation des jeunes travailleurs pour mieux les exploiter. Nous luttons pour :

- Pour la défense de diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives et les statuts, contre la privatisation de l'université publique et sa soumission directe et croissante aux intérêts des capitalistes : pour l'abrogation des contre-réformes capitalistes de l'éducation : Loi Fillon dans les lycées, réforme LMD, LRU,

Pacte pour la recherche, Réforme dite des IUFM et de la masterisation, Réforme de l'allocation des moyens... ; contre les financements directs par le privé, contre l'asphyxie budgétaire de l'État ; pour l'embauche d'enseignants et de personnels à hauteur des besoins ;

- Une formation technique financée par le patronat et dans le cadre de la journée de travail ;

- Contre le travail de nuit pour les jeunes ;

- Des cours le soir à l'université pour permettre aux jeunes travailleurs de suivre des études universitaires ;

- Que l'université et les écoles soient gérées pour ceux qui y travaillent et étudient. Que les étudiants puissent décider avec les enseignants et le personnel du contenu des enseignements et de la destination de la production de savoir en fonction des intérêts des travailleurs et des jeunes et non pas des entreprises.

La jeunesse est la victime prioritaire de la violence policière, notamment dans les quartiers populaires. Face à cela nous répondons :

- Non à la militarisation de nos quartiers. Pas de vigiles privés, pas de vidéosurveillance !

- Dissolution de la BAC et des polices municipales dans la perspective de la dissolution de toute la police ;

- Les jeunes doivent s'organiser eux-mêmes pour donner une solution aux problèmes de nos quartiers. Aucune confiance dans la police et dans les municipalités de droite ou de « gauche » pour nous « protéger », nous savons très bien qu'elles sont au service des intérêts des capitalistes et de la conservation de leur propriété et de leur pouvoir

- Régularisation de tous les travailleurs et jeunes sans-papiers

Les jeunes femmes concentrent les plus diverses formes d'oppression. Pour elles nous demandons :

- Droit à l'avortement et à la contraception libres, gratuits et accessibles ;

- Égalité de salaires par rapport aux hommes ;

- Allocation spéciale pour les jeunes mères ;

- Crèches, laveries et restaurants gratuits pour finir avec la double journée de travail

Nous avons droit aussi au divertissement et à la culture. Nous revendiquons :

- Une semaine de travail réduite, qui permette aux jeunes de développer leurs capacités au-delà du travail, en faisant du sport, des études artistiques ;

- Construction et entretien des structures publiques pour des activités destinées et organisées par les jeunes : salles de sport, musique ;

• Accès gratuit des jeunes aux transports et aux musées, cinémas et théâtres.

La lutte pour ces revendications est inséparable de celles de tous les travailleurs, avec ou sans emploi. Le partage des heures de travail est une revendication essentielle de tous les travailleurs, jeunes ou non. Dans le même sens les travailleurs sont des alliés des jeunes pour la conquête de toutes leurs revendications spécifiques et sont les seuls à pouvoir leur assurer un avenir par le biais d'une révolution sociale prolétarienne et socialiste. »

Texte sur la structuration

Pour l'autonomie de la jeunesse

À la suite de l'introduction, ajouter :

« La situation aujourd'hui d'un secteur jeunes à l'intérieur du NPA ne saurait être que temporaire. Cela doit être vu comme une transition vers l'autonomie complète de la jeunesse révolutionnaire. Pour nous préparer aux tâches qui seront les nôtres tout au long de notre vie militante et en particulier dans des contextes révolutionnaires, nous avons besoin de nous approprier au mieux, et de manière autonome, les outils théoriques et politiques qui nous serviront. L'autonomie de la jeunesse est nécessaire en ce sens, c'est un secteur qui doit faire ses propres expériences de direction, ses propres erreurs et ainsi avancer et se former.

À l'heure actuelle, c'est l'autonomie du secteur jeunes qui a été votée lors du congrès de fondation du NPA, et c'est

dans le cadre de sa mise en œuvre que nous proposons les résolutions suivantes. »

Motion proposée sur les élections

« Les élections sont pour un parti comme le nôtre l'occasion de s'adresser à un public plus large, et sensibiliser plus de monde à notre programme. Dans les luttes comme dans les élections, nous pensons que le NPA doit défendre une politique cohérente, anticapitaliste et révolutionnaire. Qu'en est-il des alliances alors possibles ? **Le PCF et le PG ne sont pas des forces anticapitalistes.** Tout en participant à des exécutifs locaux avec le PS (et en ayant bien l'intention de continuer à le faire), ils défendent (abstraitemment) des politiques keynésiennes de redistribution dans le cadre du capitalisme, sans remettre en cause la propriété privée. D'ailleurs, François Parny, membre du comité exécutif national en charge des relations extérieures, écrivait récemment (cf. *L'Humanité* du 2 septembre) : « Nous sommes clairement altercapitalistes », c'est-à-dire pour un autre capitalisme, non financier, et soi-disant plus favorable aux travailleurs. **Dans les luttes, le PCF et le PG sont exactement sur la même ligne que les directions confédérales bureaucratiques (ce sont d'ailleurs souvent les mêmes !), qui mènent systématiquement les travailleurs dans le mur.** Contrairement au NPA, ils ne sont pas

du côté des collectifs de travailleurs en lutte, comme ceux de Continental, qui cherchent la voie du tous ensemble, de la grève générale, et qui s'opposent à la politique des directions bureaucratiques.

Nous pensons par conséquent que les bases minimales d'un accord ne peuvent pas être réunies avec ces forces altercapitalistes. Nous devons par contre chercher un accord avec toutes les organisations effectivement anticapitalistes, à commencer par Lutte ouvrière. Le NPA pourrait aussi proposer d'ouvrir ces listes anticapitalistes à tous ceux qui ont été les protagonistes des principales luttes des travailleurs pendant les derniers mois et qui seraient d'accord pour défendre un programme anticapitaliste. **Entre une liste ouverte aux Xavier Matthieu (délégué CGT de Continental) et une liste avec les alter ego de Thibault, il faut choisir !**

En ce qui concerne le second tour, **la tactique dite de « fusion démocratique » ou « fusion technique » avec le PS nous apparaît comme une tactique à la fois fausse et incompréhensible.** En effet, le PS est un parti ouvertement pro-capitaliste et il assure depuis cinq ans une gestion de 20 régions sur 22, au service du patronat, qui ne se distingue guère de celle mise en œuvre par la droite. Peut-on sérieusement expliquer aux travailleurs que l'on se présente sur la même liste que ceux dont on dénonce la gestion et dont on continuera à combattre la politique ? Nous n'avons pas à jouer les ramasseurs de voix pour la gauche capitaliste. »

À propos des événements de Poitiers

Le samedi 10 octobre, à l'occasion du transfert des prisonniers de la maison d'arrêt de Poitiers vers la nouvelle prison de Vivonne, se tenait dans le chef-lieu du Poitou-Charentes une journée de débats, concerts et manifestation, appelée par un collectif anti-carcéral local. Tout a déjà été dit sur la présence d'environ 200 personnes issues de la mouvance dite « autonome », sur les vitrines de banques brisées, et les condamnations sont venues de toutes parts. Ici, notre devoir de révolutionnaires est double : soutien total et inconditionnel à nos camarades de lutte face à la

répression et critique marxiste de leurs méthodes.

On a raison de se révolter !

Casser la devanture d'une banque est un acte politique. C'est refuser ce système, ses rouages, sa logique implacable. C'est se révolter contre la véritable violence, celle des patrons et des banquiers qui exploitent à n'en plus pouvoir et s'engraissent sur la misère des travailleurs. C'est affirmer son refus d'un système où une poignée de parasites vivent du labeur du plus grand nombre. Les événements de Poitiers ne sont pas « un coup de

tonnerre dans un ciel serein », l'irruption d'une brutalité absurde dans une ville calme. C'est une violence qui répond à une autre, celle de la bourgeoisie, de ses flics, de ses juges, de ses prisons. Les banques, qui endettent et ruinent tant de familles, comptent parmi les piliers du capitalisme moderne. Faudrait-il donc les défendre ?

Il est bien plus commode pour nos ennemis d'ignorer cet aspect politique et de considérer ces actes comme du vandalisme. La même accusation est portée contre toute violence des ouvriers ou des jeunes des quartiers populaires qui se révoltent. Les ouvriers de Continental saccageant une sous-

préfecture expriment leur haine d'un État qui se place ouvertement du côté des patrons. D'une manière tout aussi légitime, les jeunes des quartiers populaires qui se sont révoltés en 2005 ou à Villiers-le-Bel en 2007 affichent leur rage devant ce système qui ne leur offre que misère et mépris. Dans tous les cas, c'est notre classe et c'est notre combat !

Face aux violences de Poitiers, quelle est la réaction de notre parti ? D'abord un communiqué scandaleux du NPA 86 qui condamne « sans réserves » ces actions, reprochant même aux « autonomes » d'avoir « *tagué des slogans anti-système* ». Ses auteurs reconnaissent : « *La portée politique nous échappe* » et demandent « *que la justice n'utilise pas ces faits pour condamner au hasard des jeunes militants qui ne partagent pas ces méthodes injustifiables* ». Ce qui revient implicitement à demander à ce que les « autonomes » soient condamnés.

Dans un communiqué suivant, le NPA 86 critique certes le pouvoir en place, mais c'est pour dénoncer... « *l'absence inexplicable d'anticipation de la police le samedi 10 octobre* » ! Et s'il soutient les personnes condamnées, ce qui est la moindre des choses, ce n'est pas au nom d'un quelconque combat contre la justice bourgeoise. Non, c'est simplement que les vrais coupables, les « autonomes », ceux qu'il faudrait condamner, n'ont pas été arrêtés.

Enfin Maryse Desbourdes, militante NPA et élue au conseil municipal de Poitiers sur la liste Pour une Alternative à Gauche, a signé une « déclaration solennelle » des élus de gauche de la commune qui, tout en dénonçant les pressions du ministère de l'intérieur sur la justice, déclare : « *Les casseurs qui ont dégradé Poitiers doivent être arrêtés et jugés. Leurs actes sont injustifiables et inexcusables.* »

Le communiqué national du NPA est moins scandaleux, mais il condamne également « *ces violences qui ont détourné la manifestation de son objectif* ». À qui la faute ? Devant la faillite des directions du mouvement ouvrier

qui ne proposent que des manifs sans perspectives de combat et des journées d'actions sans lendemain, il n'est pas surprenant de voir qu'une partie de la jeunesse radicalisée cherche ses propres moyens d'action. Lorsqu'on ne lui laisse que le choix entre défiler sagement et lancer des pavés, il est normal et légitime qu'elle choisisse la seconde option. Ces jeunes ont choisi l'affrontement direct, c'est un choix tactique qui se discute, pas un repoussoir duquel les révolutionnaires doivent se détourner avec des cris effarouchés. C'est notre tâche de présenter une perspective réellement révolutionnaire, qui permette à cette jeunesse radicalisée de dépasser les limites de son activisme actuel.

Une action spectaculaire... pour quels résultats ?

Discutons donc de la méthode ici employée : s'immiscer dans une manifestation pour la faire « dégénérer ». Cela pose déjà la question de savoir si on peut emmener vers l'affrontement des personnes qui n'y sont pas préparées et qui payent alors inévitablement les pots cassés. Alors que les habitués arrivent plus facilement à éviter les charges policières et à s'enfuir, les autres les prennent en pleine figure. Les pros du lancer de pavé se font rarement attraper par la police, ce sont quasiment toujours des manifestants lambda qui passent en comparution immédiate pour ce genre de faits.

Vient ensuite la question de l'efficacité. Selon le site Rue89¹, seulement 18 vitrines ont été brisées, plus quelques panneaux. Si cela ridiculise l'hystérie sécuritaire du pouvoir devant ces « émeutes », cela pose aussi la question de ce que peuvent faire 200 militants résolus à en découdre. En effet, leur mode d'action (et de pensée) ne permet pas de bénéficier du soutien ou du moins de la compréhension de la plupart des autres manifestants.

¹ <http://www.rue89.com/2009/10/27/violences-a-poitiers-beaucoup-de-bruit-pour-18-vitrines-123611>

De plus, quelle est la lisibilité politique de tels événements ? Évidemment, il ne faut pas en attendre une présentation positive ou même neutre de la part des médias bourgeois, appareils idéologiques au service du capitalisme qui ont beau jeu de dénoncer une violence sans raisons et sans but. Mais leur tâche est singulièrement facilitée par l'absence de tout discours, de tout programme mis en avant. Les « autonomes » ne cherchent pas à rallier le prolétariat à la cause révolutionnaire. Quelles que soient leurs intentions, leur refus d'aider la classe ouvrière à s'organiser et à lutter comme telle les condamne à l'isolement et à l'impuissance. La déclaration envoyée au journal *Le Monde* et signé « *quelques casseurs* »², pour sympathique et pleine d'esprit qu'elle soit, ne cherche visiblement ni à convaincre ni même à être claire.

L'illusion que l'on puisse se passer de la classe ouvrière pour renverser le capitalisme conduit les autonomes à une stratégie substitutiste selon laquelle des « actions » spectaculaires (y compris d'ailleurs en termes de « coups » médiatiques) pourraient affaiblir le système en y créant des failles. La crise de la conscience de classe, les impasses politiques de l'extrême gauche, la propagande incessante des idées de la classe dominante, facilitée par les médias audiovisuels de masse, rendent certes plus difficile l'appropriation d'une perspective révolutionnaire par les travailleurs. Il est alors tentant de s'engouffrer dans des actions qui, si elles n'offrent en fait aucune perspective, donnent au moins l'impression d'avancer. Mais, concrètement, quel est le résultat ? A-t-on permis la moindre évolution dans la situation politique et sociale, à part une aggravation de la répression qui, loin de l'affaiblir, renforce l'État en lui donnant des prétextes pour tenter de la légitimer et de l'étendre à tous ceux qui luttent ? A-t-on fait progresser un tant soi peu la conscience de classe ? Toute cette énergie militante ne serait-elle pas plus utile sur des

² <http://mai68.org/spip/spip.php?article514>

piquets de grève, des occupations d'usines et des initiatives pratiques pour la coordination des luttes ?

Lancer des pavés n'est pas une recette magique, un raccourci qui permettrait de changer la donne. Il faut placer les moyens de lutte en général dans le cadre d'une stratégie déterminée par l'analyse des possibilités réelles de la situation, pour aider la classe ouvrière et la jeunesse révoltée à lutter contre le capitalisme. Tous les fantasmes de guérilla urbaine qui animent la mouvance « autonome » lui font oublier que la révolution communiste, mais aussi la lutte de classe immédiate ne peuvent être conduites que par la masse des travailleurs eux-mêmes.

De ce point de vue, il y a une différence majeure entre le saccage de la préfecture de Compiègne par les ouvriers de Continental et les violences de Poitiers. Dans le premier cas, il s'agit d'une action de classe dans le cadre de la construction d'un rapport de force ; elle s'est certes soldée par de la

répression, mais, combinée à une grève longue, auto-organisée et déterminée, elle a clairement contribué à faire peur au patronat et au gouvernement, avec une semi-victoire revendicative à la clé (quelles que soient ses limites) et un effet d'entraînement pour des milliers de travailleurs luttant contre les licenciements (effet certes limité par le refus d'un relais organisé de la part des directions syndicales). Dans le second cas, en revanche, on a assisté à un geste essentiellement conspiratif, à un « coup » sans perspective qui a certes surpris le gouvernement, mais sans lui faire réellement peur, car il sait que les travailleurs ne l'ont pas compris et ne l'imiteront pas de sitôt.

Cette critique est fraternelle. Elle s'adresse à des camarades dont nous partageons l'objectif d'en finir avec le système capitaliste qui exerce son emprise sur nos vies. C'est pour cela que nous les défendons inconditionnellement contre la bourgeoisie et que nous

exigeons du NPA qu'il les défende au lieu de participer à l'hallali contre eux. Mais c'est pour cela aussi que notre critique fraternelle est sans concessions : nous combattons frontalement la théorie et la stratégie « autonomes », qui ne peuvent aider la classe ouvrière à préparer la révolution. Il s'agit pour nous d'aider les travailleurs à s'auto-organiser et à construire un parti anticapitaliste révolutionnaire, aussi bien pour leurs luttes immédiates que pour préparer la conquête du pouvoir et réaliser la révolution. Les progrès actuels des « autonomes » expriment une élévation du besoin de radicalité chez une partie significative des jeunes et des travailleurs : ils confirment combien il est urgent d'ouvrir la discussion programmatique et stratégique au sein du NPA, de lutter pour que triomphent les idées du marxisme révolutionnaire.

□ **Kolya Fizmatov**



Slogan taggé à Poitiers le 10 octobre

Il n'y a rien à attendre du sommet de l'ONU à Copenhague !

Contre les illusions altermondialistes et réformistes, il faut dire clairement que la catastrophe climatique ne peut être évitée sans la socialisation des grands moyens de production et de transport à l'échelle internationale !

Du 7 au 18 décembre aura lieu à Copenhague la conférence de l'ONU sur le changement climatique. Il est bien évident que de cette conférence ne sortira aucun accord à la hauteur de l'enjeu, à savoir : éviter la catastrophe climatique qui menace l'humanité. En effet, les dirigeants des principaux pays impérialistes qui vont décider du fond des accords défendront avant tout les intérêts de leur bourgeoisie nationale. Or ces intérêts sont fondamentalement incompatibles avec toute réduction significative des gaz à effet de serre, aussi bien dans les principaux secteurs de l'industrie traditionnelle (industrie chimique, sidérurgie, automobile...) que dans les secteurs de pointe de la « nouvelle économie » (les serveurs des entreprises basées sur le web comme Google, Yahoo ou encore Facebook sont en fait extrêmement gourmands en électricité, contrairement au mythe largement entretenu de l'immatérialité des activités du Web¹).

Pourtant se pourrait-il – comme certains voudraient nous le faire croire – que, face à la gravité de la menace, les dirigeants impérialistes puissent mettre de côté les intérêts particuliers de leur bourgeoisie afin de travailler ensemble pour le bien de l'humanité ? L'histoire des deux guerres mondiales prouve évidemment le contraire : toutes les conférences « pour la paix » n'ont jamais pu éviter ces cataclysmes qui ont coûté la vie à des dizaines de millions d'êtres humains. Qu'il s'agisse de catastrophes climatiques ou guerrières, ce ne sont ni les sentiments ni le sens de la « responsabilité » qui sont en jeu, mais bien la logique inhumaine du mode de production capitaliste.

Le collectif UCJS sème des illusions inacceptables sur le sommet de Copenhague

Plusieurs collectifs appellent à des manifestations en marge du sommet de Copenhague. En France, le collectif « Ultimatum climatique », regroupant entre autres Greenpeace, la Fondation Nicolas Hulot ou encore le Secours Catholique, propose d'envoyer des cartes postales à Nicolas Sarkozy (avec les cartes contre la privatisation de la poste, cette pratique ridicule et démobilisatrice devient une mode !) pour lui demander gentiment de bien vouloir « œuvrer en faveur d'un accord international sur le climat mettant un terme à la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre ». Comme le caractérise correctement le Comité exécutif (CE) du NPA, ce collectif « s'inscrit dans une démarche prônée par les grandes ONG environnementalistes de la mobilisation populaire mais cherchent à souffler aux oreilles des gouvernants ce qu'ils doivent faire ».

Le collectif « Urgence Climatique, Justice Sociale » (ou UCJS) et son satellite l'UCJS-jeunes regroupent quant à eux diverses associations (Attac, Fondation Copernic, LDH...) et syndicats (Solidaires, UNEF) et jouit du soutien de certains partis politiques (Alternative Libertaire, Les Alternatifs, Les Verts, MJS, PG, NPA... mais pas le PCF, LO ou le POI). Pour justifier la participation du NPA à ce collectif, le CE trouve que, « côté plus, il est critique envers l'UE, les mécanismes marchands, les agrocarburants, le nucléaire, il essaye d'articuler social et écologique ; côté moins, il est peu précis sur ses revendications et sur ses exigences pour Copenhague ». Mais c'est sur ce dernier aspect que le bât blesse : loin de remettre en cause le cadre même du sommet, ce collectif a bien pour but de « peser sur les

décisions du sommet de Copenhague » (cette citation constitue même la conclusion de l'appel UCJS). Or, au lieu de dénoncer de manière centrale les illusions que sème cet appel, le CE estime qu'il faudrait formuler des « exigences » plus « précises » pour le sommet !

De manière plus générale, à aucun endroit de l'appel n'intervient une quelconque dénonciation du système capitaliste comme principal ennemi. Au contraire, on y trouve pêle-mêle des revendications creuses de type altermondialiste (« démocratisation de l'économie », « taxation juste et progressive, au niveau national et international, de l'énergie et des transports les plus polluants », « retour à la régularisation du commerce international »...) et des principes moralisateurs à l'échelle individuelle (« valorisation de la sobriété énergétique », « promotion d'un modèle alimentaire alternatif au modèle des pas industrialisés majoritairement à base de protéines animales »...).

Certains camarades prétendent que le collectif UCJS serait un cadre unitaire et qu'il reste juste d'y participer malgré son « côté moins ». Mais l'unité ne peut pas se faire sur n'importe quelles bases et avec n'importe qui. Or non seulement le collectif UCJS met en avant des revendications qui ne remettent en cause aucun aspect du système capitaliste, mais en outre il ne conteste même pas le cadre du sommet de Copenhague. Il faut par ailleurs remarquer que le terme de « contre-sommet » n'apparaît dans quasiment aucun document de l'UCJS et il n'y a guère que le NPA pour l'utiliser...

Prenons l'exemple récent du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg en avril dernier. Aurait-on pu participer à un collectif qui aurait eu pour but de « peser sur les décisions » que prendraient Obama, Merkel et Sarkozy ? Assurément non ! Or aujourd'hui, ces mêmes dirigeants seront présents à Copenhague pour

¹ C'est ce qu'a dénoncé, par exemple, le dossier « Le piège Internet » du n° 58 du journal *La Décroissance* paru en avril 2009. Ce cas de désinformation est exemplaire de la façon dont sont biaisés à la base les grands sujets écologiques et de santé publique.

décider de l'avenir de notre planète. À moins de penser que ces impérialistes puissent être plus « responsables » en matière d'écologie qu'il ne le sont dans le domaine de la guerre, nous ne pouvons pas en tout état de cause appeler à « peser » sur leurs « décisions ».

Bien sûr, il est juste de manifester à l'occasion du sommet de Copenhague, comme l'an passé à Strasbourg, mais uniquement pour dénoncer les impérialistes et leurs officines de l'ONU, donc en développant une ligne réellement anticapitaliste, indépendante du cadre altermondialiste, c'est-à-dire réformiste, fixé par l'appel UCJS.

En fait, la confusion qui a lieu dans notre parti à propos du sommet de Copenhague et de l'UCJS s'explique en particulier par l'insuffisance de notre programme sur l'écologie. En effet, si dans nos publications la responsabilité du système capitaliste dans la crise écologique est clairement dénoncée et la planification démocratique de la production par la population est présentée comme seule solution, les revendications « justes socialement et efficaces écologiquement » qui sont mises en avant ne sont pas transitoires dans la mesure où, prises ensemble, elles ne remettent pas en cause le système capitaliste.

Pour une orientation révolutionnaire en écologie !

L'élaboration d'un ensemble de revendications transitoires qui permette aux travailleurs de se saisir de l'enjeu de la crise écologique et de les amener vers la conscience qu'il faut renverser le système capitaliste est une tâche nécessaire. Un tel ensemble pourrait contenir les revendications suivantes :

- Stop à la mise en concurrence et à la privatisation du secteur ferroviaire! Développement du fret pour réduire et éliminer le transport de marchandises par camions !

- Développement massif des transports publics, notamment dans les banlieues ! Gratuité des transports publics ! Ces mesures rendront quasiment inutiles les voitures en milieu urbain. Remplacement des véhicules à essence ou au diesel par des voitures moins polluantes (par exemple fonctionnant à l'électricité) et plus durables, dans les cas où leur utilisation est indispensable (transports sanitaires, zones rurales...)!

- Développement massif de la recherche publique sur les énergies renouvelables. La production de l'électricité à partir de ressources

renouvelables rendra d'autant plus « propres » les voitures et les trains électriques. Pour cela, il faut stopper les subventions publiques aux services de Recherche et développement des entreprises privées et rediriger ces fonds vers la recherche publique !

Ces revendications – pourtant élémentaires et indispensables pour éviter la catastrophe écologique qui menace l'humanité – sont contradictoires avec les politiques de privatisation du service public et de subventions aux patrons mises en place par les gouvernements de « droite » comme de « gauche ». Mais pour imposer ces choix justes et nécessaires écologiquement, mais pénalisant économiquement dans le contexte de concurrence capitaliste actuel, il est nécessaire d'exproprier sans indemnités ni rachat et de nationaliser sous contrôle des travailleurs les grands groupes capitalistes de l'automobile, du pétrole et de la chimie. Ainsi ces revendications ne pourront être satisfaites que par un gouvernement des travailleurs en lutte ouverte contre la bourgeoisie.

□ Dinesh Agarwal

❖ ÉCONOMIE

Bilan de santé de l'économie capitaliste mondiale

Où en est l'économie capitaliste plus de deux ans après l'éclatement de la crise financière des subprimes (été 2007) ? Après la forte récession de fin 2008/début 2009, nous ne devons pas nous laisser abuser par le bruit médiatique autour de la

« reprise » : c'est la tendance à la stagnation économique qui domine dans les pays impérialistes, alors que les pays asiatiques émergents, qui n'ont pas été épargnés par l'onde de choc de la crise (quoique dans une moindre mesure que les

pays impérialistes et les pays dominés les plus fragiles), tirent leur épingle du jeu en renouant d'ores et déjà avec des taux de croissance importants.

Panorama mondial des dernières prévisions économiques

Le FMI a révisé, le 1^{er} octobre, ses prévisions de croissance mondiale à la hausse (par rapport à celles de juillet 2009) : - 1,1% pour 2009 (contre - 1,4% annoncé en juillet) et + 3,1% (contre + 2,5% annoncé en juillet) pour 2010. Si le FMI parle de « fin de la récession », il annonce globalement une

« reprise en demi-teinte ». En fait, il faut distinguer :

- les économies des pays impérialistes (USA, UE, Japon) qui ne connaîtront pas de réelle reprise, mais s'enfonceront dans un marasme qui risque de se prolonger au-delà de 2010 ;

- les économies asiatiques qui connaissent déjà une reprise sensible ;

- les économies d'Amérique latine, plus fragiles que les économies asiatiques, qui ont subi plus sévèrement la crise, et qui connaîtront une reprise moins franche ;

• les économies d'Europe de l'Est, les plus touchées par la crise

(particulièrement les pays Baltes,

avec une chute du PIB d'environ 20%).

Évolution du PIB	Prévisions			
	2007	2008	2009	2010
Monde	5,2	3	-1,1	3,1
USA	2,1	0,4	-2,7	1,5
Zone Euro	2,7	0,7	-4,2	0,3
France	2,3	0,3	-2,4	0,9
Royaume Uni	2,6	0,7	-4,4	0,9
Japon	2,3	-0,7	-5,4	1,7
Afrique	6,3	5,2	1,7	4
Europe de l'Est	5,5	3	-5	1,8
Russie	8,1	5,6	-7,5	1,5
Chine	13	9	8,5	9
Inde	9,4	7,3	5,4	6,4
Bésil	5,7	5,1	-0,7	3,5

Le rebond significatif des économies asiatiques

Si les économies des principaux pays impérialistes s'enfoncent dans le marasme, le scénario est différent pour les pays asiatiques. Le FMI a revu ses prévisions à la hausse pour la Chine (+8,5% de croissance en 2009 et +9% en 2010). Il prévoit en Inde une croissance de 5,4% en 2009 et de 6,4% en 2010. Pour l'ensemble constitué par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam, leur croissance devrait finalement être positive en 2009 (+0,7%), et devrait redémarrer fortement en 2010 (+4%). D'ores et déjà, on observe une augmentation de la consommation dans beaucoup de pays émergents. La croissance est à nouveau impressionnante en Chine : 6,1% de croissance au 1^{er} trimestre 2009, 7,9% au 2^e, 8,9% au 3^e et le gouvernement chinois prévoyait début novembre une croissance de 10% pour le 4^e trimestre (tous ces chiffres sont en rythme annuel).

Si ces pays n'ont pas été épargnés par la crise (*via* la baisse de leurs exportations et l'inversion des flux de capitaux en quête de liquidités vers leurs pays d'origine) dont l'épicentre se situe au cœur des pays impérialistes, ils disposent d'atouts importants : dynamisme démographique, main-d'œuvre formée et peu chère, forte hausse de la productivité, faible niveau d'endettement (public et privé). Si bien que les capitaux étrangers

reviennent massivement investir dans ces pays, qui recentrent par ailleurs leur croissance sur leur marché intérieur (sous-développé), notamment en développant les infrastructures publiques. Contrairement aux économies impérialistes engluées dans une situation de suraccumulation structurelle du capital¹, les économies asiatiques ont encore un fort potentiel de croissance. Alors que la Chine représentait environ 12% de l'économie des USA en 2000, elle en représente aujourd'hui plus de 30%² ! D'un point de vue économique, cette tendance à la convergence devrait se poursuivre dans les années qui viennent.

Bien sûr, ce recentrage de la croissance sur le marché intérieur ne se fera pas d'un coup de baguette magique. En 2007 en Chine, la consommation ne représentait que 35% du PIB, alors que, grâce à son excédent commercial, la Chine investissait 11% de son PIB en avoirs étrangers à faible rendement. Aujourd'hui encore, la Chine continue à accroître ses *réserves de change* [cf. l'encadré 1] : 2 132 milliards de \$, soit 40% du PIB. C'est gigantesque. En accroissant ses réserves de change, la Chine empêche l'appréciation de sa monnaie (et la dépréciation

« naturelle » du dollar), entretenant ainsi l'excédent de sa balance des paiements, ce qui contribue à bloquer la transition vers une économie plus centrée sur le marché intérieur.

La Chine ne changera pas de modèle de développement sans douleur et sans soubresaut. Les produits destinés à l'exportation sont différents de ceux destinés au marché intérieur. Le passage à un appareil de production destiné au marché intérieur implique donc la reconversion des entreprises et une descente en gamme (peu attractive) de l'économie chinoise. Aujourd'hui, les investissements sont en plein boom (avec le risque que cela engendre rapidement des capacités de production excédentaires), particulièrement les investissements immobiliers (développant la bulle immobilière). Mais la consommation (surtout celle des riches) est également en hausse rapide : la consommation intérieure va dépasser en 2009 de 40% le montant des exportations, alors qu'il y a deux ans les exportations dépassaient la consommation ! Un exemple de cette envolée de la consommation : les utilisateurs de téléphonie mobile sont désormais 679 millions en 2009 alors qu'ils n'étaient que 340 millions en 2005. En outre, les dépenses de recherche et développement sont en forte hausse, de même que les dépenses de sécurité sociale (+17,6% en

¹ Cf. *Ampleur, causes et conséquences du ralentissement économique dans les pays impérialistes*, dans *Le CRI des travailleurs* n° 32.

² *La Tribune*, 15 septembre 2009

2009) et les dépenses publiques en général. Cela participe du développement du marché intérieur chinois.

Il est probable que les déséquilibres entre la Chine et les États-Unis ne perdureront pas longtemps à ce niveau. Le dollar va donc probablement se déprécier et l'excédent commercial chinois diminuer. La question est surtout de savoir si ce rééquilibrage se fera brutalement ou pas. Le gouvernement chinois fera tout pour que cette transition d'un modèle mercantiliste tourné vers les exportations vers un modèle plus

autocentré soit progressive, afin d'éviter une chute brutale de la valeur de ses avoirs à l'étranger et surtout les tensions sociales. Mais à terme, l'épargne des pays émergents financera davantage la croissance des pays émergents, et moins les économies des pays impérialistes.

L'Inde a également bien résisté à la crise, en raison du maintien d'un certain contrôle des flux financiers extérieurs, et d'une faible dépendance de la croissance à l'égard des exportations (qui représentent 15% du PIB indien). La croissance est aujourd'hui très forte, et le gouvernement a annoncé

début novembre une croissance de 6,5% pour 2009 et 8% pour 2010. Ce dynamisme de l'accumulation bénéficie à une faible minorité de capitalistes et de travailleurs qualifiés (l'Inde souffre d'une pénurie de travailleurs qualifiés) alors que la majorité de la population ne bénéficie pas des fruits de la croissance. Les inégalités se creusent fortement¹.

⁽¹⁾ Pour plus de détails sur la situation en Inde, cf. l'article de François Chesnais et Nadine Floury dans *Carré rouge* : http://www.carré-rouge.org/article.php3?id_article=277

Encadré 1 : les réserves de change

En taux de change flexible, quand la balance des paiements (exportations – importations + entrée de capitaux – sorties de capitaux) tend à devenir excédentaire, il y a une demande excédentaire de monnaie nationale. La monnaie du pays s'apprécie pour équilibrer la balance des paiements et le marché des changes.

En taux de change fixe, quand la balance des paiements est excédentaire, la Banque centrale doit acheter des actifs en devises étrangères (et émettre de la monnaie nationale en contrepartie) pour empêcher la monnaie du pays de s'apprécier et équilibrer la balance des paiements. Les réserves de change désignent les actifs en devises étrangères (sous forme de titres de la dette publique ou des dépôts bancaires) détenues par une Banque centrale. La Banque centrale doit donc, dans ce cas, accumuler des réserves de change (et puiser dans ses réserves de change si la balance des paiements est déficitaire).

L'excédent de la balance commerciale (exportations – importations) chinoise était jusqu'à récemment le principal facteur qui expliquait l'augmentation des réserves de change en Chine. Dorénavant, avec le recul de l'excédent commercial, c'est l'afflux massif d'investissements étrangers en Chine (qui se traduit par l'achat de yuans contre des dollars pour financer les investissements), qui a tendance à apprécier le yuan, qui est le principal facteur d'augmentation des réserves de change en Chine.

La contrepartie d'une accumulation de réserves de change est une augmentation de la masse monétaire. Pour éviter une augmentation trop rapide de la masse monétaire, la Banque centrale « stérilise » une partie de l'accumulation de réserves de change en retirant de la monnaie nationale en circulation (en émettant par exemple des titres souscrits par les banques). Cela permet de contenir l'augmentation de la masse monétaire, et donc l'inflation.

Des taux de croissance divergents entre les principaux pays impérialistes et les pays émergents asiatiques

Le dynamisme des économies émergentes va probablement peu profiter aux économies impérialistes, et donc ne permettra pas de tirer de façon importante la croissance mondiale. En effet, une grande partie des importations des pays émergents (en premier lieu la Chine) étaient réexportées, une fois assemblées, vers les pays impérialistes. La faiblesse de la demande dans les pays impérialistes va donc probablement conduire à une baisse conjointe des exportations et des importations des pays asiatiques. Se profile alors un ralentissement durable du commerce entre les pays impérialistes et les pays émergents

(ce que Patrick Artus appelle la « déglobalisation »), qui ne s'expliquerait pas tant par la multiplication des obstacles protectionnistes (même s'il y a quelques signaux en ce sens, comme par exemple la décision d'Obama de relever les droits de douane sur les pneus importés de Chine), mais par le changement de mode de développement des pays asiatiques. Étant donné le niveau de la consommation dans les pays asiatiques, les produits occidentaux ne sont pas adaptés à cette nouvelle demande qui va émerger. La croissance du marché intérieur de ces pays va essentiellement être

comblée par une production faite dans les pays émergents.

Les pays impérialistes fortement exportateurs (Allemagne¹, Japon) vont particulièrement être touchés par cette absence probable de reprise du commerce mondial, malgré le regain d'activité dans les pays émergents. En revanche, ce regain va davantage profiter... aux exportations des pays émergents (par exemple les exportations de

¹ En particulier l'Allemagne, qui exporte surtout des biens d'investissement (technologiquement sophistiqués), dont la consommation (productive) a bien plus chuté que celle des biens de consommation.

matières premières du Brésil et de l'Argentine vers la Chine), accentuant une tendance observable avant la crise. Ainsi, entre 2000 et 2008, les exportations des pays émergents vers les pays développés sont passées de 19% de leur PIB à 21%, alors que la part des échanges entre pays émergents dans leur PIB a presque doublé, passant de 7% à 12%. Alors que le gouvernement US souhaite que les exportations prennent le relais de la consommation comme moteur de la croissance, ceci risque d'être un vœu pieux, d'autant plus que les USA ont sous-investi ces dernières années dans l'industrie et les infrastructures publiques, portant atteinte à leur capacité à exporter davantage.

Cette « déglobalisation » (partielle) n'est pas une vue de l'esprit. On en observe les premiers signes aujourd'hui : depuis début 2009, dans les pays émergents, la production nationale se substitue massivement aux importations. Alors que les pays impérialistes vont durablement s'installer dans le marasme économique, ils vont chercher à dynamiser leurs économies en augmentant leurs exportations vers les pays émergents (qui réduisent leurs importations...). D'où une probable guerre des taux de change pour être le plus compétitif possible et tenter de profiter des miettes de l'essor des économies émergentes. On en voit les prémisses aujourd'hui avec les tensions entre Européens et États-

uniens autour de la faiblesse du dollar par rapport à l'euro.

Contrairement à la récession de 2001-2003, la crise de 2007-2009 a été globale et d'une très grande intensité : elle a touché tous les marchés et toutes les économies, entraînant notamment une crise bancaire, un effondrement du commerce mondial, une chute des prix des matières premières. Mais il serait illusoire de croire que tous les pays vont être affectés de la même façon, et il serait dogmatique de croire que les pays impérialistes seraient forcément moins touchés que les autres. Le « découplage » des économies est relatif et partiel, mais il est déjà bien réel et va s'approfondir.

L'Amérique latine durement touchée par la crise

Taux de croissance annuel du PIB	1991-2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (prév)
Brésil	2,5	1,3	2,7	1,1	5,7	3,2	4	5,7	5,1	-1,3
Mexique	3,5	-0,2	0,8	1,7	4	3,2	5,1	3,3	1,3	-7,3
Argentine	4,2	-4,4	-10,9	8,8	9	9,2	8,5	8,7	7,7	-1,5

Source : Pierre Salama, « L'Amérique latine dans le tourbillon de la crise », article de juin 2009, en ligne sur le site www.contretemps.eu

Le Brésil et l'Argentine ont depuis quelques années une balance commerciale excédentaire. Contrairement aux pays asiatiques, leurs exportations ne sont pas constituées de produits de haute technologie, mais de produits agricoles ou industriels d'un niveau technologique relativement bas. Après la grande crise de 1998-2002, l'Argentine a connu une très forte croissance, permise par la fin de la parité dollar-peso (avec une dépréciation initiale du peso qui a stimulé les exportations) et la forte hausse du cours des matières premières¹.

¹ La composition des exportations argentines (relativement stable depuis 10 ans) est (en valeur) : 31 % pour les produits manufacturés d'origine industrielle, 22 % pour les produits primaires hors combustibles, et 34 à 35 % pour les produits manufacturés d'origine agricole. Compte tenu de la flambée des prix agricoles, cela signifie que l'Argentine s'est réindustrialisé (dans les produits de basse technologie) depuis la fin de la crise de 1998-2002.

Mais les économies d'Amérique latine n'offrent pas les mêmes perspectives de croissance que les économies asiatiques. L'application des mesures d'austérité imposées par les institutions internationales a, outre ses aspects fortement inégalitaires, empêché les États de mettre en place une politique industrielle (faible investissement public dans la recherche, etc.). Si bien que ces pays ne sont pas en capacité de « monter en gamme » et de concurrencer les pays asiatiques.

Les pays d'Amérique latine ont abordé la crise actuelle avec des « fondamentaux » plus solides que par le passé : fin du déficit commercial chronique, diminution de la dette externe, augmentation des réserves de change. Cependant, la proportion croissante d'investissements de portefeuille par rapport aux investissements directs était un signe de fragilité. Si bien que ces pays ont été particulièrement touchés par le rapatriement des capitaux vers les

pays impérialistes fin 2008-début 2009, et ses conséquences directes : effondrement des bourses, forte dépréciation des monnaies locales, et dégradation de la balance commerciale (qui reste malgré tout positive en Argentine et au Brésil). La production a en conséquence fortement chuté fin 2008-début 2009. Contrairement aux pays asiatiques, les capitaux reviennent moins vite, même si la fuite des capitaux ralentit² et que les monnaies locales s'apprécient à nouveau et que les bourses remontent³.

² Selon la banque centrale argentine, les sorties de capitaux atteignent 23 milliards de dollars en 2008, 5,6 milliards au premier trimestre de 2009, 2,5 milliards au second trimestre en Argentine selon la Banque centrale.

³ Afin de limiter l'ampleur de la nouvelle bulle et éviter une appréciation trop rapide du real (qui s'est apprécié de 27% depuis début 2009), le Brésil a décidé de taxer les transactions financières (au taux de 2%) quand les capitaux entrent dans le pays pour être investi en bourse (investissements de portefeuille).

Contrairement aux pays impérialistes, et faute de rupture avec l'impérialisme, les pays d'Amérique latine ne peuvent pas mettre en place de véritables plans

de relance, en abaissant fortement les taux d'intérêt et en augmentant les dépenses publiques (et donc en creusant le déficit public), sous peine d'entraîner une fuite des

capitaux. Ils subissent donc passivement les effets de la crise, en espérant que l'orage passe et que les capitaux reviennent.

De la déflation à court terme au retour de l'inflation à long terme

La fuite en avant dans l'endettement va se payer. Le désendettement privé va être durable, car la perte de richesse financière et immobilière a réduit le niveau supportable d'endettement. Les ménages augmentent leur taux d'épargne et restreignent leur consommation. On n'observe aucun signe de reprise du crédit. En outre, avec un temps de retard, les salaires commencent à baisser. Avec les réformes ayant flexibilisé le marché du travail (particulièrement en Allemagne, la France étant en « retard »), les salaires sont désormais de plus en plus flexibles à la baisse lors des récessions. Tout ceci concourt à une inflation durablement basse dans les principaux pays impérialistes. Dans une situation où l'épargne va être canalisée vers le financement des déficits publics, les entreprises vont tenter de redresser leur rentabilité en baissant les salaires, tout en réduisant leur dépendance au crédit (via la hausse de l'autofinancement des investissements).

Baisse des salaires, restauration de la rentabilité, réduction de l'endettement, hausse du taux d'autofinancement des investissements, stagnation des investissements, croissance atone : tel est le scénario quasi inéluctable qui attend les principaux pays impérialistes. C'est une répétition à grande échelle de la stagnation japonaise des années 1990 et 2000.

Faute de dévalorisation massive du capital, de destruction de valeur, il n'y a pas d'alternative possible, pas de retour possible à la croissance des Trente Glorieuses. Il n'y aura donc pas de reprise en V ou en W, mais une stagnation en L (dans les pays impérialistes) accompagnée d'une déformation du partage de la valeur ajoutée en faveur des profits. Un « L » pas complètement plat bien entendu : l'essentiel du frémissement actuel de croissance est du au restockage des entreprises (qui avaient vidé leurs stocks) et à l'effet (faible compte tenu des sommes injectées) des plans de relance. Autant de facteurs conjoncturels qui vont rapidement disparaître et qui montrent la fragilité du « frémissement » de croissance.

Pour le moment, l'inflation est contenue dans les principaux pays émergents (hormis l'Inde) : les ressources en main-d'œuvre (population rurale) sont encore considérables (en Inde, environ 60% de la population active dépendent de l'agriculture !). Et la Chine a surinvesti ces dernières années (avec donc des excès de capacité). Mais ceci risque de changer à long terme quand l'exode rural aura pris fin.

La liquidité mondiale – ou base monétaire mondiale [cf. l'encadré 2] – a explosé avec la crise, sous l'effet des politiques monétaires très expansionnistes dans les pays

impérialistes, et de l'accumulation des réserves de change dans les pays émergents et exportateurs de pétrole. Mais la hausse de la base monétaire ne conduit pas automatiquement à une forte inflation, ni même à une quelconque relance du crédit. La politique monétaire expansionniste permet de contenir le coût de la dette publique ; elle permet également aux banques de rétablir leur profit, en accentuant le différentiel entre les rendements de leurs actifs (en premier les prêts qu'elles font) et les taux d'intérêt auxquels elles se refinancent. Mais elle n'est pas le remède magique pour relancer le crédit et dynamiser l'accumulation.

L'excès d'offre de monnaie conduit à l'inflation lorsqu'il implique un excès de demande de biens qui fait grimper les prix. Ceci implique qu'il y a pleine utilisation des capacités de production. Pour le moment, le taux d'utilisation des capacités est bas. En l'absence de redémarrage de l'activité, le retour à un taux normal d'utilisation des capacités ne peut se faire que si des capacités de production sont détruites ou perdues (suite à des faillites ou à un moindre investissement). C'est un processus lent d'ajustement des capacités productives à une économie « rétrécie » par la crise. C'est alors que l'abondance de liquidités engendrera une forte inflation.

Encadré 2 : base monétaire, masse monétaire, et inflation

Base monétaire = billets en circulation + dépôts des banques à la banque centrale

Masse monétaire = billets en circulation + dépôts des ménages et entreprises auprès des banques commerciales + actifs monétaires détenus par les institutions financières hors banque

En temps normal, la base monétaire (monnaie émise par la banque centrale : liquidité au sens strict) et la monnaie en circulation dans l'économie réelle (liquidité au sens large) sont liées. Les banques commerciales doivent disposer de monnaie centrale (sur leur compte à la banque centrale) en proportion des crédits qu'elles accordent à leurs clients, et qui alimentent la masse monétaire en circulation. En effet, quand un crédit est effectué auprès d'un client, ce dernier en retire une partie sous forme de billets. Ces billets sont de la monnaie centrale, et sont obtenus par les banques commerciales quand elles piochent dans leur compte à la banque centrale.

En temps de crise, les banques n'utilisent pas les réserves qu'elles ont auprès des Banques centrales pour prêter, ce qui déconnecte la base monétaire de la masse monétaire. Le « multiplicateur monétaire » (rapport entre la masse monétaire et la base monétaire) s'est effondré quand la crise a éclaté. Les banques commerciales gardent davantage la monnaie centrale dans leurs comptes (rémunérés) à la Banque centrale ou l'utilisent pour acheter des titres, plutôt que d'alimenter en billets l'économie réelle. Puisque les crédits ont chuté, et que le besoin de l'économie réelle en billets est proportionnel à la masse des crédits, il est logique que les banques conservent la liquidité dans leurs comptes à la banque centrale et se renflouent ainsi sans risque : les liquidités injectées par la banque centrale restent ainsi dans la sphère financière.

De la même façon qu'une hausse de la base monétaire n'entraîne pas forcément une hausse de la masse monétaire, une hausse de la masse monétaire n'entraîne pas forcément une hausse de l'inflation. Ainsi, depuis 2004, on a constaté le développement des intermédiaires financiers hors banques qui opèrent sur les marchés monétaires. Ils gonflent la masse monétaire sans créer de risque inflationniste. Cette hausse ne peut donc pas être inflationniste, puisqu'elle ne génère pas de dépenses de consommation ou d'investissement en biens réels.

Le retour de nouvelles bulles sur les prix des actifs

La surabondance de liquidités, la très forte création monétaire, qui n'est pas injectée dans l'économie réelle des pays riches (par contre la distribution de crédits a repris dans les pays émergents), alimentent de nouvelles bulles sur les prix des matières premières et les actions des pays émergents. La liquidité créée dans les pays riches est ainsi transférée dans les pays émergents. Ainsi, depuis mars 2009, le cours du pétrole a augmenté de 75%, et on observe le même phénomène pour beaucoup de matières premières, comme par exemple le sucre ou le cuivre. On peut ici parler de bulles car on observe une forte hausse des prix (en moyenne 20% pour les

matières premières hors énergie) alors que la consommation de ces matières premières n'a pas (encore) significativement augmenté.

Le cours des actions a également augmenté partout dans le monde, particulièrement dans les pays émergents. Des nouvelles bulles sont donc en cours de formation, préparant ainsi de nouveaux krachs. Les banques centrales sont ainsi incitées à maintenir leurs taux d'intérêts à un bas niveau, sous peine de prendre le risque de crever ces bulles en formation. C'est exactement cette logique qui produit des bulles de plus en plus gigantesques aux

conséquences économiques de plus en plus importantes.

La particularité de ces nouvelles bulles (sur les matières premières, les actions des pays émergents) est qu'elles ne tirent pas la croissance. Avant 2007, les hausses des cours boursiers avaient artificiellement gonflé les profits, et donc dopé l'investissement ; la flambée des prix immobiliers avaient stimulé l'endettement des ménages et donc leur consommation. En revanche, la nouvelle bulle sur les matières premières est au contraire néfaste à la croissance, alors que celle sur les actions des pays émergents n'a guère d'effet significatif.

La guerre (pour l'instant) feutrée des taux de change

Les États-Unis ont un énorme déficit commercial. Pendant les premiers mois de la crise, on a observé des flux de capitaux importants des pays dominés vers les États-Unis, compensant le déficit commercial et équilibrant la balance des paiements. Aujourd'hui, ces flux de capitaux ont disparu, et on observe au contraire l'apparition de sorties de capitaux massives depuis les États-Unis vers les pays émergents¹. Les Banques centrales

des pays émergents (en premier lieu la Chine) utilisent leurs excédents commerciaux pour acheter massivement des actifs en dollars (ce qu'on appelle les réserves de change) pour éviter une appréciation de leur monnaie et une dépréciation du dollar. La Chine a ainsi accumulé 177 milliards de dollars de réserves de change au 2^{ème} trimestre 2009, pour garder sa position concurrentielle. Tant que la Chine accumule les réserves de change, les États-Unis continuent à jouir du privilège de la domination du dollar (monnaie mondiale) qui leur permet de financer à des taux d'intérêt très faibles leurs déficits publics et leur déficit extérieur.

Pendant ce temps-là, l'euro continue à s'apprécier par rapport au dollar, et donc par rapport aux monnaies asiatiques arrimées au dollar. Les USA cherchent (et parviennent) à dynamiser leurs exportations et à réduire leur déficit commercial grâce à la dépréciation du dollar, au détriment de l'UE.

Si la dépréciation du dollar procure des avantages à court terme pour les capitalistes US, elle menace le statut du dollar comme monnaie mondiale (de commerce et de réserve), et les privilèges qui vont avec. Même si aujourd'hui la Chine limite la chute du dollar, il n'en sera pas forcément de même à moyen terme. Même du point de vue des exportations chinoises, une appréciation du yuan par rapport au dollar ne serait pas si catastrophique : en effet, le contenu

¹ Les investisseurs empruntent en dollar à des taux très bas, et investissent ensuite (surtout sur les marchés financiers) dans les pays émergents (phénomène de « carry trade »). Pour contrebalancer ces entrées de capitaux et éviter une appréciation de leur monnaie, les pays émergents augmentent leurs réserves de change, d'où la hausse très forte des

liquidités qui alimentent de nouvelles bulles dans les pays émergents

en importations des exportations chinoises est très élevé (la Chine importe des biens, les transforme, puis les exporte), si bien qu'une appréciation du yuan aurait certes pour effet de réduire la compétitivité des produits chinois, mais cette réduction serait partiellement compensée par la baisse du prix des biens importés en yuans.

L'accumulation sans fin des réserves de change présente de gros inconvénients pour la Chine : en effet, sa contrepartie est la perte de contrôle de sa politique monétaire : la création monétaire explose, alimentant les bulles

potentiellement explosives. Toutefois, le passage à un taux de change flexible pour le yuan exige, en préalable, la levée des obstacles à la liberté des circulations de capitaux (entrants et sortants), et donc un risque de perte de contrôle de la bureaucratie chinoise sur l'économie. Si la Chine arrête de soutenir le cours du dollar, les USA seront alors contraints d'augmenter leurs taux d'intérêt (ce qui aura un effet récessif) afin d'éviter l'effondrement de leur monnaie.

Depuis quelque temps, la Chine (alliée à la Russie) manifeste de plus en plus sa volonté de voir

émerger une nouvelle monnaie transnationale qui se substituerait au dollar. Si la Chine passait des paroles aux actes et laissait plonger le dollar, cela ouvrirait une période de grave tension puisque les USA pourraient être tentés d'utiliser leur suprématie militaire pour imposer le maintien du statut international du dollar. Il y a une probabilité non négligeable qu'à moyen terme une coalition se dresse pour remettre en cause l'hégémonie monétaire du dollar, avec pour corollaire une montée des tensions inter-étatiques pouvant mener jusqu'à la guerre.

Les limites de l'endettement public

Pour faire face à la chute de l'activité, les États ont multiplié les plans de relance, accru les dépenses publiques (sans augmenter les recettes), et donc accru considérablement les déficits publics : en 2009, plus de 12% au Royaume Uni, environ 10% aux USA, plus de 8% en France, etc.

Au plus fort de la crise, les investisseurs privés se sont précipités pour souscrire aux bons du trésor émis par les États, ceux-ci constituant des placements sûrs même si peu rémunérateurs¹. Mais aujourd'hui, alors que les investisseurs privés pourraient se détourner des bons du trésor ou exiger des rendements supérieurs, les Banques centrales monétisent les déficits publics pour éviter une augmentation des taux d'intérêt à long terme. C'est-à-dire qu'elles achètent des titres publics en créant de la monnaie ! En outre, les gouvernements cherchent à accroître les exigences de détention de fonds propres liés à la détention d'actifs risqués (comme les actions), ce qui ne peut que pousser les investisseurs à acheter des obligations publiques. Cette captation de l'épargne par l'État prive les entreprises de

financements externes et les force à autofinancer leurs investissements, ce qui les conduit soit à réduire l'investissement, soit à réduire les salaires pour accroître les profits (et financer l'autofinancement). C'est ce qu'on a observé au Japon depuis les années 1990.

La politique de monétisation de la dette publique a des limites. En effet, à partir d'un certain stade, les entreprises et les ménages cherchent à se débarrasser de leurs excès de liquidités : en raison du très faible rendement des liquidités, et en raison de la défiance vis-à-vis de la monnaie (crainte d'une perte de valeur future de la monnaie en raison de l'explosion de l'offre de monnaie). Ainsi, ils cherchent à acheter des actifs réels, par exemple des matières premières comme on l'observe en ce moment. Surtout, les pays émergents pourraient cesser d'accumuler des réserves de change (dont la contrepartie est l'explosion du crédit qui alimente les bulles) au fur et à mesure que leur croissance se recentre sur leur marché intérieur. Cela pourrait faire plonger les monnaies des pays impérialistes, et donc faire exploser le prix des importations, les contraignant à augmenter leurs taux d'intérêt à long terme pour éviter une dépréciation trop forte.

Il y a donc des limites aux creusements des déficits publics. Même si les différents États prolongent l'essentiel de leur plan de relance pour 2010 (en imposant déjà l'austérité pour les travailleurs),

ils seront contraints d'augmenter massivement les impôts et de réduire les dépenses fin 2010. La seule vraie reprise qui s'annonce est donc celle des impôts payés par les travailleurs !

Au final, les plans de relance serviront à quoi ? Essentiellement à enrichir ceux qui possèdent les titres de la dette des États. Mais ils auront complètement échoué à relancer le crédit bancaire, et donc l'activité. Ceci signe l'échec éclatant des politiques keynésiennes. En voulant substituer la dette publique à la dette privée (cette substitution ne pouvant de toute façon pas être totale vue l'ampleur de l'endettement privé), les politiques de « relance » (budgétaire et monétaire) ne font que prolonger la fuite en avant, masquer la suraccumulation structurelle des économies impérialistes, en alimentant de nouvelles bulles, qui préparent des crises encore plus grandes. Car il n'y a pas d'autre solution que d'épurer la dette globale. C'est un violent rappel à l'ordre de l'économie réelle, de la crise structurelle de suraccumulation du capital. Le gonflement du capital fictif a bien sur des effets sur l'économie réelle, en stimulant artificiellement la consommation et l'investissement des entreprises. Mais cela ne peut durer qu'un temps.

□ **Gaston Lefranc**

¹ Toutefois, les taux d'intérêt à court terme sont tombés tellement bas (proche de zéro) que l'écart entre les taux d'intérêt à long terme liés aux obligations émises par l'État et les taux à court terme s'est accru, rendant les bons du trésor (obligations publiques) particulièrement attrayantes.

La situation de l'économie française est à l'image de celles des principaux pays impérialistes : marasme économique prolongé en vue et attaques contre les travailleurs

Après un retour de la croissance aux 2^e et au 3^e trimestres (+ 0,3%), l'INSEE prévoit la poursuite de la croissance, à un rythme toujours aussi faible au 4^e trimestre. Autrement dit, l'INSEE ne prévoit pas une véritable reprise économique d'ici la fin 2009. Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB serait en baisse de 2,2% par rapport à 2008 et l'investissement des entreprises en baisse de 7,1%.

Alors que les exportations françaises ont plongé fin 2008-début 2009, la France profite, dans une certaine mesure, de la nette reprise qu'on observe dans certains pays émergents : après avoir augmenté de 0,0% au 2^e trimestre, les exportations ont crû de 2,3% au 3^e trimestre. Grâce aux plans de relance dont ils sont les principaux bénéficiaires, les capitalistes voient leurs « taux de marge » (part des profits dans la valeur ajoutée) s'améliorer au détriment des salaires des travailleurs. Toutefois, les plans de relance empêchent la dévalorisation massive du capital (qu'entraînerait une vague importante de faillites). Ainsi, les entreprises font toujours face à un problème structurel de rentabilité. Les capacités de production restent nettement sous-utilisées et l'investissement sera durablement atone : il a encore baissé de 0,7% au 3^e trimestre, après avoir baissé d'1% au deuxième). Ce n'est pas le dynamisme économique qui va succéder à la récession, mais une période de stagnation et de marasme, qui est notre lot depuis la fin des Trente Glorieuses (même si les différentes bulles ont nourri une croissance artificielle qui finit toujours par se payer).

L'emploi s'ajustant avec retard sur la production¹, le taux de

chômage va continuer à croître pour flirter avec les 10% fin 2009 (contre 7% début 2008). D'ores et déjà, le chômage est au plus haut depuis 10 ans, et tout laisse à penser qu'il ne baissera pas à moyen terme.

En revanche, les banques n'ont pas à se plaindre. Elles ont englouti les aides de l'État, et affichent désormais à nouveau des profits au beau fixe. BNP Paribas, la principale banque française, a réalisé un bénéfice opérationnel de 3,2 milliards d'euros au cours du 1^{er} semestre 2009 (dont 1 milliard pour payer les bonus des traders). Il y a deux raisons principales à ce retour des profits record :

- La hausse du CAC 40 (+50% entre mars et octobre 2009 !) a dopé les bénéfices tirés des activités de marché des banques

- Le différentiel très important entre les taux d'intérêt auxquels les banques prêtent (taux qui ont augmenté) et les taux d'intérêt auxquels les banques empruntent auprès de la banque centrale (taux qui sont aujourd'hui proches de zéro).

Pourquoi la consommation a moins baissé que le PIB lorsque la crise a éclaté... et pourquoi ce n'est plus le cas aujourd'hui

Au plus fort de la crise, l'investissement des entreprises s'est effondré, alors que la

cause d'une certaine rigidité (qu'on n'observe pas aux USA ou en Espagne où le taux de chômage a rapidement explosé), les conséquences d'une récession sont lissés et différés. Si bien qu'au 2^{ème} trimestre, le (début de) rattrapage de productivité a fait que l'emploi a baissé de 0,6% alors que le PIB a augmenté de 0,3%. Ce rattrapage va de toute façon continuer fin 2009, et donc les suppressions vont continuer même si la croissance reste positive.

consommation n'a pas chuté. Plusieurs raisons expliquent ce décalage :

• l'inertie d'ajustement de l'emploi et des salaires : lorsque l'activité baisse, les entreprises ne licencient pas immédiatement (ce qui se manifeste par une baisse de la productivité du travail) et ont par exemple recours au chômage partiel. Comme en France les salaires sont relativement peu flexibles à la baisse, cela a soutenu la consommation

• la mise en place de mesures d'État de soutien de la consommation (primes à la casse, etc.)

• la baisse du prix des importations due à la baisse du prix des matières premières (jusqu'à début 2009)

Mais ce décalage a pris fin, et on en voit d'ailleurs les premiers signes. L'ajustement de l'emploi et des salaires à la baisse (pour restaurer la profitabilité des entreprises), la hausse du prix des matières premières, et la baisse des mesures de soutien à la consommation (baisse de la prime à la casse, etc.) dépriment la consommation, qui augmente désormais moins vite que le PIB. Ainsi, au 3^e trimestre, la consommation a-t-elle stagné alors que le PIB croissant de 0,3%.

Projet de budget 2010 : des cadeaux pour le patronat, l'austérité pour les travailleurs et la fuite en avant dans l'endettement

Les cadeaux pour le patronat :

• Suppression de la taxe professionnelle

• Poursuite des exonérations de cotisations sociales pour les très petites entreprises qui embauchent

¹ Conséquence : la productivité du travail (la quantité de biens et services produits par travailleur) a baissé de 2,2% en un an au 1^{er} trimestre 2009 alors qu'elle progresse en moyenne d'environ 1% par an depuis le début des années 2000. À

- Remboursement anticipé du crédit impôt recherche
- Poursuite de la réduction de la TVA dans la restauration
- Plan d'aide de 2 milliards pour les PME (via le Fond stratégique d'investissement et l'institution financière publique Oseo), afin de renforcer leur capitalisation

L'austérité pour les travailleurs :

- Suppression de 34 000 postes de fonctionnaires

• Mise en place de la taxe carbone (que le gouvernement promet de restituer par des crédits d'impôt ...)

- Hausse du forfait hospitalier de 16 à 18 euros
- Baisse des remboursements de médicaments
- Fiscalisation des indemnités versées aux accidentés du travail

Le déficit public va ainsi battre le record de 2009 (8,2% du PIB) : 8,7% du PIB (115 milliards d'euros). Ce n'est pas l'aumône du RSA versé

aux jeunes de moins de 25 ans qui ont travaillé deux ans dans les trois dernières années (pour un coût de seulement 250 millions) qui change la nature de ce budget qui, de façon caricaturale et indécente, sert doublement les intérêts du patronat : d'une part parce que les dépenses qui creusent le déficit leur sont destinées, d'autre part parce que ce sont eux qui empocheront les intérêts de la dette de l'État.

□ G. L.

Qui profite du bouclier fiscal ?

Avec le bouclier fiscal, le montant des impôts directs ne peut dépasser 50% des revenus d'un foyer fiscal. En 2008 :

- 14 000 redevables ont bénéficié du bouclier fiscal pour un montant total de 458 millions d'euros, soit une moyenne de 32 700 euros par contribuable.
- 834 redevables dont la fortune est supérieure à 15,6 millions d'euros ont obtenu, en moyenne, un chèque de 368 261 euros (à peu près ce que touchera un SMICard ... pendant toute sa carrière !)
- Les 1 000 restitutions les plus importantes (sur les 14 000 qui bénéficient du bouclier fiscal) captent 74% du coût du bouclier fiscal. Les super riches raflent la mise.

Les enseignements du sommet du G20 de Pittsburgh (24-25 septembre 2009)

Après les sommets du G20 de Washington (novembre 2008) et de Londres (avril 2009), les dirigeants des principaux pays capitalistes se sont réunis à nouveau à Pittsburgh fin septembre. D'abord et essentiellement pour s'auto-congratuler et pour se livrer à une opération de communication mondiale. On apprend ainsi que les mesures prises lors du dernier sommet, en avril 2009 à Londres, ont permis de sortir de la crise, puisque nous serions aujourd'hui en « transition entre la crise et la reprise ». « *Cela a marché* », osent-ils écrire ! Ils mettent notamment en avant « *le soutien budgétaire et monétaire le plus vaste et le mieux coordonné de tous les temps* ». Ils promettent de poursuivre ce soutien exceptionnel le temps qu'il faut, avant de le cesser « de manière coordonnée et coopérative ».

Sur les bonus des traders, la préconisation est de « limiter les bonus à un pourcentage du produit net bancaire quand ils menacent un niveau de capitalisation [niveau de fonds propre] sain ». Autrement dit, les traders seront récompensés en fonction du degré de réussite de leurs opérations spéculatives : c'est donc un

encouragement, et non un frein, au développement des pratiques spéculatives ! Bien entendu, aucune mesure n'a donc été prise pour plafonner les bonus et les revenus du capital en général, quels qu'ils soient.

Le G20 a décidé le principe d'une modification minimale des droits de vote au sein du FMI (transfert de 5% des droits de vote des principaux pays impérialistes aux pays « émergents » les plus puissants). Mais au-delà de la pseudo démocratisation du FMI, le pouvoir reste entre les mains des principaux pays impérialistes.

Hormis les formules creuses et les « bonnes intentions » affichées, le G20 n'a donc pris aucune décision significative. Les dirigeants ont martelé leur refus de toute forme de protectionnisme, et leur engagement à ne dresser aucun obstacle à la libre circulation des mouvements de capitaux et aux investissements étrangers. Il s'agit donc de renflouer les capitalistes, de faire repartir les marchés financiers, qui continueront à fonctionner comme avant, sans aucune entrave. Cela n'empêche pas Sarkozy de clamer qu'un « ordre nouveau apparaît » alors qu'aucune réforme structurelle n'a été décidée.

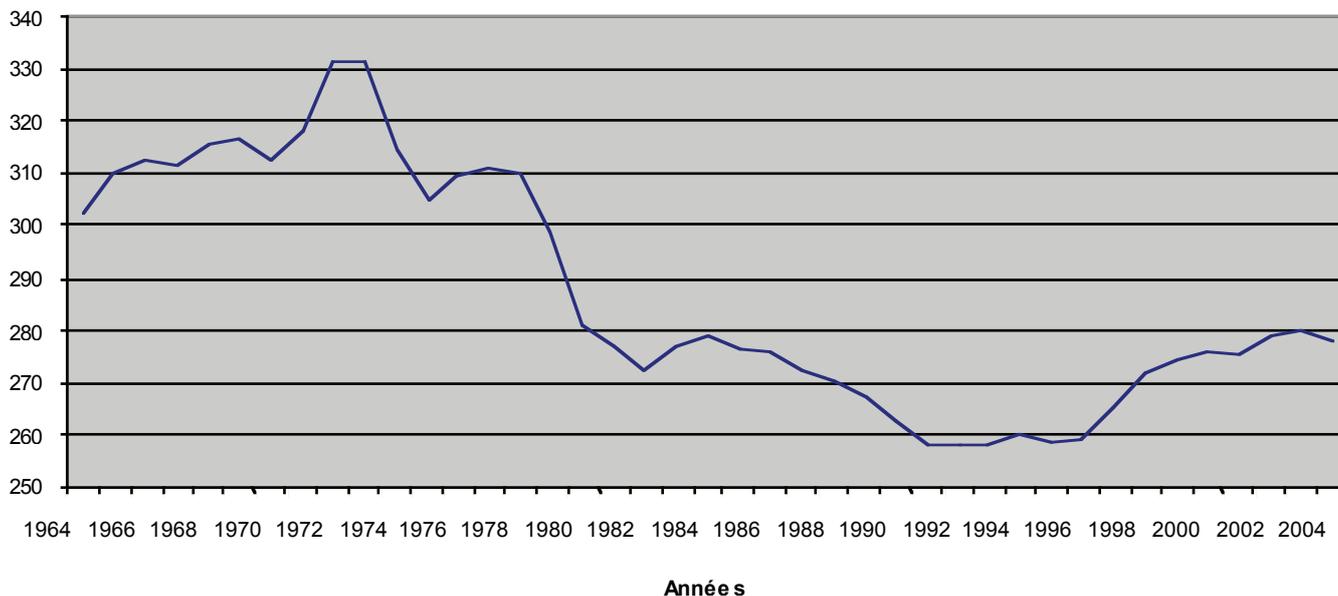
Par exemple, alors que Sarkozy avait prétendu, après le G20 de Londres, que « les *hedge funds* seraient désormais réglementés », le problème des *hedge funds* n'a même pas été évoqué à Pittsburgh. Rien non plus sur les produits dérivés, la titrisation des créances, etc.

La décision principale de ce G20 est l'engagement à poursuivre les plans de relance. C'est une victoire des États-Unis face à l'Allemagne, qui prônait l'arrêt de la fuite en avant dans l'endettement massif des États. C'est aussi la manifestation que les élites politiques sont bien conscientes que la crise n'est pas terminée, mais aussi qu'elles n'ont aucune solution viable pour y faire face, hormis le racket des travailleurs et le creusement des déficits, qui restaureront partiellement les profits sans faire redémarrer la croissance. Le capitalisme n'a même plus de miettes à nous accorder, mais seulement du sang et des larmes. Ceux qui prétendent « tourner la page d'une ère d'irresponsabilité » sont toujours aussi irresponsables et ils nous emmènent droit à la catastrophe.

□ G. L.

Évolution du salaire réel aux USA

Salaire hebdomadaire réel moyen (en dollars constants de 1982)



Sources : Bureau of Labor statistics

Les salaires réels ont augmenté entre 1830 et le début des années 1970, puis ont baissé jusqu'au milieu des années 1990, pour ensuite légèrement remonter, avant de redescendre depuis 2004. Pour faire face à la baisse des salaires, les états-unis ont cherché à travailler plus (avec pour corollaire moins de temps pour les loisirs, la vie familiale, le militantisme, etc.) et se sont

lourdement endettés. D'où une augmentation du stress et du mal être, qui n'est pas sans lien avec, par exemple, la hausse de la consommation de drogues, ou l'explosion de l'obésité.

Depuis plus de 30 ans, les salaires réels stagnent ou baissent, alors que la productivité du travail augmente constamment. Cela signifie que les travailleurs ne voient pas la couleur de

l'excédent de production qu'ils ont engendré. Tout va dans la poche des capitalistes. Le partage salaires/profits est de plus en plus défavorable aux salariés. En outre, les super salaires (en vérité des profits déguisés) des managers ont explosé, si bien que ce sont les salariés les plus pauvres qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader le plus.

Comment la mondialisation du capital permet aux multinationales d'échapper à l'impôt

Dans une tribune publiée dans *Le Monde Économie* du 6 octobre, Philippe Askenazy cherche à savoir ce qui se cache derrière cette statistique flatteuse pour l'attractivité capitaliste de la France : notre pays serait au 2^e rang de l'accueil des investissements directs étrangers (IDE). La France serait le pays de l'UE où les entreprises européennes investissent le plus, et les entreprises françaises sont les premières investisseuses en Europe.

Pourtant, Askenazy a remarqué que les volumes arrivant et partant du Luxembourg sont énormes. Il s'agit en fait de transits de fonds à travers des filiales luxembourgeoises. Ces transits sont pourtant comptés comme des IDE entrants et sortants. Les organisations internationales ont

décidé de neutraliser ces opérations comptables (qui ne se traduisent pas en investissements matériels) et de refaire les calculs... Et là, surprise : la nouvelle règle de calcul fait chuter de 40% le stock d'IDE en France, contre une baisse de seulement 20% en Allemagne et 10% aux USA.

Pourquoi ? Parce que la France, comme le Luxembourg, est une plaque tournante où beaucoup de fonds ne font que transiter.

Askenazy prend l'exemple suivant : un groupe international a en France une filiale dont les bénéfices s'élèvent à 50 millions d'euros (soumis au FISC français). Imaginons que ce groupe veuille investir 1 milliard d'euros en Roumanie. Au lieu de le faire directement, une des filiales non

françaises de ce groupe va prêter à la filiale française ce milliard à un taux de 5% ; et c'est l'entité française qui ensuite va réaliser cet investissement. Les frais du prêt pour la filiale française (50 millions : 5% de 1 milliard) annulent exactement ses bénéfices : la filiale française ne paiera donc aucun impôt ! Évidemment, les 50 millions de profit n'ont pas disparu : ils figurent désormais dans les profits de la filiale à l'étranger. Ainsi, les filiales françaises d'une multinationale peuvent très facilement échapper à l'impôt si la multinationale a des filiales dans des pays où le taux d'imposition est moindre et où donc elle a intérêt à concentrer ses bénéfices.

□ G. L.

Obamush sur les traces de l'oncle George

Aperçu de la politique étrangère américaine un an après la victoire d'Obama... et quelques semaines après son ridicule prix Nobel

Un an après la victoire historique de Barack Obama à la présidence des États-Unis, le climat est beaucoup moins à l'enthousiasme à Washington — et le geste dérisoire de l'académie Nobel ne peut rien y changer, si tel est son but. La bourgeoisie et l'establishment américains qui avaient salué la victoire du « Yes we can » du premier président Noir semblent beaucoup plus préoccupés qu'il y a encore quelque temps. La droite républicaine pour sa part multiplie plus encore que sous la présidence Clinton, après la défaite de ce dernier aux élections de mi-mandat en 1994, ses attaques contre une administration accusée de tous les maux. Les attaques de la droite républicaine sont surtout symptomatiques d'une grande polarisation de la société américaine qui traverse même l'armée comme en témoigne la récente fusillade de Fort Hood au Texas.

En effet, une bonne partie de l'offensive en règle relayée par le réseau médiatique de Rupert Murdoch, à commencer par la chaîne FoxNews, se caractérise par une certaine outrance politique puisque Obama passe le plus clair de son temps à avancer en cherchant le soutien non seulement de l'ensemble de son propre parti, notamment de son aile droite, mais également celui des Républicains, insistant sur le fait qu'il faut se centrer « sur les choses qui unissent [les Américains] et non sur celles qui [les] divisent ». Décevant nombre de ses électeurs il ne réussit pas cependant à satisfaire sa droite. Cette situation ne tient pas seulement au fait qu'il « existait chez Obama une tendance à promettre aisément une série de chose pour faire le choix du compromis par la suite », comme le

note David Bromwich dans le numéro d'octobre de la London Review of Books. Il s'agit là d'une tendance bien plus profonde de l'orientation démocrate depuis le début du mandat d'Obama.

En effet, si pendant les premiers mois les envolées lyriques du nouveau président avaient pu faire illusion, force est de constater qu'il en restait plus à un registre électoral et à la manifestation d'intentions qu'à des actes concrets opérant une rupture véritable avec les deux présidences de son prédécesseur, George Bush. Et si l'on passe en revue la politique de la Maison Blanche, celui qui se présentait il y a un an comme le « candidat du changement » se révèle être fondamentalement le « président de la continuité », une continuité semée d'embûches et de contradictions qui apparaissent aujourd'hui clairement¹.

Tendance à une reprise partielle de l'économie américaine sur fond d'effritement du consensus démocrate

Le grand mérite d'Obama du point de vue de la bourgeoisie est sans doute d'avoir réussi à éviter à moyen terme que l'impact catastrophique de la crise économique mondiale ne secoue encore davantage le capitalisme

¹ Voir sur ce point l'article de Claudia Cinatti, « Obama, candidato del 'cambio' y presidente e la continuidad » dans la revue de la Fraction Trotskyste-Stratégie internationale (FTQI, avec laquelle la Tendance CLAIRE du NPA est en discussion), *Estrategia Internacional* n° 25, Buenos Aires, décembre 2008-janvier 2009, p.81-103, également disponible sur www.ft-ci.org/IMG/pdf/o3_EEUU.pdf

américain. Sur ce plan néanmoins il n'a fait qu'appliquer les orientations prises par les instances financières fédérales, comme Bush à la fin de son mandat. Son secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, a d'ailleurs été identifié dès le début par la presse progressiste étasunienne comme l'homme de Wall Street, proche de l'administration Bush dans le passé et dirigeant de la Réserve Fédérale de New York. Plus globalement cependant, les difficultés se sont accumulées au cours des derniers mois pour la Maison Blanche, faisant croître le nombre de mécontents sur la gauche mais aussi et surtout sur la droite du nouveau président, y compris au sein de son propre camp, le Parti Démocrate.

Sur le plan économique, les derniers chiffres publiés font état d'une tendance à une sortie timide de la récession. Il n'en reste pas moins que les faillites en série continuent à secouer le secteur des établissements bancaires américains, la dernière en date étant celle de la maison mère du groupe CIT, début novembre, représentant la cinquième plus grosse faillite de l'histoire des États-Unis. Sur le front du chômage, la situation continue à être extrêmement délicate, frappant tout particulièrement ce que l'on appelle désormais la « génération récession ». Comme le souligne Lizzy Ratner dans le numéro de début novembre de *The Nation*, les 18-35 ans, la base électorale d'Obama, traversent la situation la plus catastrophique de l'histoire américaine depuis l'Après-guerre. Ces jeunes ont vu partir en fumée 2,5 millions d'emplois les concernant depuis le début de la crise. Le taux de chômage global a quant à lui atteint son niveau le plus haut depuis vingt-six ans, 10% officiellement, 17% si l'on compte les

personnes ayant renoncé à chercher un emploi. Si l'on s'en réfère au déficit intérieur américain, il a littéralement explosé en raison de la poursuite des plans de sauvetage massifs décidés par Bush puis par Obama. Les déséquilibres structurels à l'origine de l'explosion de la crise sont donc intacts et compromettent pour l'instant fortement toutes les prévisions d'un retour soutenu à la croissance dans un avenir proche.

Obama doit de plus affronter, sur le plan interne, une situation qui s'annonce compliquée. En dépit du vote par la Chambre des représentants, à une courte majorité, de la réforme de la couverture santé, le projet qui vient de passer est profondément dénaturé par rapport aux promesses électorales d'Obama. En alignant au bout du compte ses futurs tarifs sur ceux du secteur privé, le nouveau système n'offrira pas un meilleur rapport qualité-prix que le privé, dont les intérêts sortent complètement intacts de la réforme votée. De plus, un amendement permet d'exclure de tout remboursement public un IVG¹. Mais cela ne suffit pas pour le Sénat, dominé par les Républicains, qui ne compte pas discuter du texte avant 2010, en dépit des sollicitations du président. Le recul de la Maison Blanche sur la question de la réforme du système de protection sociale malgré la victoire à la Chambre indique les contradictions

auxquels les démocrates ont à faire face : attaqués sur leur droite, ils voient également s'effriter sur leur gauche le soutien dont jouissait jusqu'alors Obama auprès d'un secteur consistant de l'opinion progressiste qui avait constitué un réseau dynamique pour la campagne des démocrates en 2008. Si cette perte de vitesse est visible au niveau national, la situation est devenue encore plus patente à la suite des dernières élections en Virginie et dans le New Jersey. Dans ce dernier État, considéré comme un bastion démocrate, le gouverneur sortant, Jon Corzine, vient de perdre son poste au profit des Républicains. Cela révèle que l'assise d'Obama, qui s'était personnellement impliqué dans ces élections, s'érode plus rapidement que ne pouvaient le prévoir la plupart des analystes lors de son accession au pouvoir en février 2009. Selon Dave Lindorff dans *Counterpunch* une « *débâcle encore plus grande pourrait se profiler en 2010, (...) année d'élection qui voit le renouvellement de la totalité des sièges de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat. Traditionnellement le parti du président perd des sièges même quand les choses vont bien. Mais quand elles vont mal, alors les pertes peuvent être encore plus importantes...* »

Une politique étrangère tout en continuité

Mais c'est sans doute sur le plan extérieur que la situation est la plus délicate pour la Maison Blanche et met en exergue les contradictions auxquelles la politique démocrate a à faire face. Obama avait manifesté son intention d'opérer un changement par rapport à l'orientation des deux présidences républicaines. L'objectif n'était plus de vouloir rétablir coûte que coûte l'hégémonie étasunienne en déclin depuis plus d'un quart de siècle en s'appuyant sur une politique principalement unilatérale et militaire. Conscient des limites de la politique bushienne, plus pragmatique que les *think tanks* néo-conservateurs qui avaient

présidé à la théorisation de la guerre permanente contre le terrorisme, Obama entendait mener une politique étrangère marquée, sur la forme et en partie sur le fond, par une certaine discontinuité par rapport à celle de son prédécesseur. La restauration de l'hégémonie déclinante devait passer par une approche beaucoup plus multilatérale et pragmatique de la politique étrangère, impliquant davantage les partenaires impérialistes des États-Unis, ainsi que certaines puissances régionales subalternes, tout en adoptant sur la forme un discours beaucoup moins arrogant et respectueux des alliés de Washington. On ne peut que constater cependant qu'Obama se heurte à de plus grandes difficultés que prévu pour mener cette opération à bien. Sur le fond, comme le note l'éditorialiste Mehdi Hasan dans l'hebdomadaire progressiste britannique *The New Statesman* du 8 octobre, « *la distance entre Obama et Bush sur un certain nombre de dossiers n'est pas aussi importante que nombre de personnes l'avaient pensé ou même espéré, et elle se réduit même de jour en jour. Mais ce n'est peut-être pas une grande surprise.* »

Le seul succès pour la Maison Blanche en termes de politique étrangère semblait être l'accord réactionnaire auquel étaient arrivés les secteurs putschistes honduriens avec le président Zelaya le 30 octobre dernier. Washington, dont les multinationales présentes au Honduras et les conseillers militaires avaient appuyé le coup d'État de Micheletti fin juin, semblait avoir réussi à neutraliser les forces qui s'étaient opposées avec courage et détermination au putsch. Le mouvement ouvrier et populaire hondurien, qui a été à l'origine de mobilisations constantes depuis fin juin, incluant des manifestations massives et des grèves, n'a pas réussi à mettre en échec le gouvernement *de facto*. Mais il avait empêché ce dernier de stabiliser la situation malgré les arrestations massives et la répression de « la résistance », comme ont été baptisés les secteurs anti-Micheletti au Honduras. Le 6 novembre cependant, Zelaya a fait volte-face et

¹ Dans un des articles consacrés au débat sur la réforme du système de santé d'Obama publiés dans le numéro de novembre de *Z Magazine*, le journaliste free-lance proche de la gauche du Parti Démocrate Roger Bybee souligne que « *les seules propositions réellement intéressantes consisteraient en un élargissement de l'assiette des bénéficiaires de Medicaid [l'assurance sociale publique destinée aux personnes à très faibles revenus aux États-Unis] ainsi qu'à la mise en place de davantage de centres de soins dans les quartiers. Quant à la question d'une couverture médicale pour tous, d'une indépendance réelle de l'assurance publique par rapport aux assureurs privés, d'une assistance sociale bon marché ? Pour l'instant ces droits (qui sont des droits fondamentaux dans les autres pays avancés) continueront à faire partie du rêve américain... d'un rêve différé cependant.* »

dénoncé l'interprétation de l'accord par les putschistes, prévoyant notamment la formation d'un gouvernement d'union nationale sans ministres zélayistes... Mais le Département d'État américain semble décidé à se jouer des formes désormais. Washington a même laissé entendre que les résultats, qui s'annoncent déjà truqués, de la consultation du 29 novembre pourraient être reconnus, que le président renversé soit ou non rétabli dans ses fonctions. Sur la question hondurienne donc, Obama peut légitimement se vanter de se différencier de son prédécesseur : c'est davantage à Ronald Reagan qu'il ressemble, spécialiste des coups tordus en Amérique centrale dans les années 1980 et soutien indéfectible des dictatures militaires sanguinaires qui ont mené les guerres contre-insurrectionnelles contre le mouvement paysan, les luttes indigènes et les mouvements armés d'extrême gauche. Mais la gestion des autres dossiers de politique extérieure qu'ont à traiter la Maison Blanche et le Département d'État, autrement brûlants pour les intérêts étasuniens et la situation internationale, s'est révélée autrement plus ardue.

« Afghanistan : face tu perds la guerre, pile tu perds aussi »

C'est par cette formule lapidaire qu'Immanuel Wallerstein définit la situation actuelle en Afghanistan dans un de ses derniers articles. C'est en effet la situation dans ce pays qui provoque aujourd'hui le plus d'inquiétudes à Washington et dans les capitales occidentales. Les tout derniers coups de théâtre électoraux ainsi que la progression de la résistance anticoloniale ne calment certainement pas le jeu. Selon le rapport du général Stanley McChrystal, à la tête des forces de la coalition en Afghanistan, plus des trois quarts du pays sont contrôlés par ce que les analystes appellent « les Talibans », mais qui sont en fait bien plus largement des résistants à l'occupation

impérialiste. Si 294 soldats de la coalition étaient tombés en 2008, plus de 400 qui sont rentrés chez eux avec un *body bag* pour tout linceul depuis le début de cette année. La situation de la coalition est suffisamment catastrophique sur le plan militaire pour que le Haut commandement américain soit exceptionnellement sorti de sa réserve en octobre, réclamant le déploiement de 40 000 hommes supplémentaires qui viendraient s'ajouter aux 34 000 qu'Obama a envoyés en Afghanistan depuis le début de son mandat.

En l'absence d'un véritable tournant, McChrystal n'exclut pas l'éventualité d'une défaite militaire pour la coalition. C'est déjà une réalité d'ailleurs selon Zbigniew Brzezinski. C'est ce qu'a déclaré mi-septembre en Suisse devant un parterre de militaires et de diplomates européens l'ancien conseiller à la sécurité sous la présidence Carter et fin connaisseur du pays puisqu'il avait armé les premiers détachements de Moudjahidines à la suite de l'intervention de l'URSS en 1979 : « *Malgré la présence de plus de 100 000 soldats étasuniens et de l'OTAN l'occupation est en situation d'échec face à une population toujours plus hostile qui nous voit comme des envahisseurs, comme c'est arrivé à l'URSS dans les années 1980.* » (Propos cités par *The Washington Post*, 13 septembre.) Comme au temps de la pénétration coloniale britannique à la fin du XIX^e siècle ou pendant l'occupation russe, c'est le début de l'hiver qui sera le meilleur allié des troupes d'occupation occidentales, la rudesse du climat et la neige impliquant une baisse en intensité des opérations de la guérilla. Cela n'apporte néanmoins aucune solution au problème pour les impérialistes.

Le climat risque d'ailleurs de n'avoir aucun effet sur le jeu politique afghan. Passés les premiers moments de l'ivresse d'une victoire apparente sur le plan militaire avec la chute du régime taliban il y a huit ans, Bush et ses conseillers avaient rapidement déchanté. L'option étasunienne consiste donc, depuis 2004-2005, à

vouloir affaiblir le plus possible la résistance pour entamer des négociations avec ce que les analystes appellent les « Talibans modérés ». Cette option semble cependant compromise par l'intransigeance des principales directions de la résistance et des chefs de clan insurgés. Washington peine de surcroît à rétablir au sein de la bourgeoisie afghane collaborationniste, une cohérence des forces pro-occidentales, capable d'offrir au moins formellement l'aspect d'un pays indépendant et d'un gouvernement souverain, condition *sine qua non* d'un renforcement de la présence militaire, selon Obama. La farce électorale afghane a de ce point de vue démontré clairement les limites de cette stratégie. Hamid Karzaï, l'homme ligue des Américains, trafiquant d'héroïne notoire, corrompu patenté, agent de la CIA et employé d'Unocal, la firme pétrolière de l'ancien vice-président Dick Cheney, mais également la clique tout aussi peu présentable qui l'entoure, ont démontré leur incapacité complète à constituer un gouvernement pro-américain stable. Si militairement Karzaï peine à contrôler plus que Kaboul et ses environs, il vient en outre de perdre le peu qu'il lui restait de soutien parmi les Pachtouns, son ethnie d'origine, presque majoritaire dans le pays. Les élections truquées et leurs multiples rebondissements, loin de raffermir la foi des Afghans en la « démocratie *made in* Occident », ont servi d'accélérateur à ce processus. Le niveau de fraude massive y a été pour quelque chose¹ et le retrait de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Abdullah Abdullah, de la course électorale compromet non seulement l'image du président « réélu », mais

¹ La Commission électorale afghane (EEC) a annulé dans un premier temps près d'un million de voix qui avaient été attribuées à Karzaï. Selon l'EEC, dans 92 bureaux de vote, soit près d'un tiers de l'échantillon étudié, les bulletins de vote avaient été remplis par la même personne. Dans 41 bureaux, aucun des bulletins n'était plié en deux, de manière à pouvoir entrer dans les urnes. Dans plus de 30 bureaux, la totalité des bulletins avait été attribuée à un seul et même candidat...

également la possibilité de constituer un gouvernement capable d'afficher le minimum de légitimité dont ont besoin les impérialistes pour la poursuite de leur sale guerre coloniale. Comme le souligne Patrick Cockburn dans *Counterpunch* le 3 novembre, « un engagement supérieur des États-Unis va signifier, "grâce" aux élections, un affaiblissement du gouvernement Karzaï. Cela voudra dire que ce seront les Américains et non pas les Afghans qui prendront les décisions militaires et politiques les plus importantes pour le pays. Pour les Afghans en général, cela signifiera que la présence étrangère ressemblera toujours plus à une occupation impériale. »

La résistance pour sa part dispose de réserves suffisantes pour tenir en échec les troupes d'occupation, et ce indirectement en raison de la politique passée et présente des Occidentaux. Si le soutien de ceux-ci à Karzaï provoque un renforcement du consensus dont jouissent les

différents secteurs de la résistance, il suffit de se baisser et de fouiller le sol pour s'armer. Les opérations les plus meurtrières lancées contre les troupes d'occupation sont réalisées à partir d'explosifs provenant de mines anti-char. En dépit des accusations lancées par le gouvernement américain contre l'Iran, accusé de livrer des mines à la résistance, ces dernières ne sont, pour la plupart, que des mines Tc-6 de fabrication italienne, livrées par les États-Unis et leurs alliés par dizaines de milliers aux djihadistes et autres « combattants de la liberté » à l'époque de l'occupation par l'URSS. Si seulement 20 000 d'entre elles ont été désamorçées depuis 1989 selon les Nations Unies, les experts ne savent pas si c'est en dizaines ou en centaine de milliers qu'il faut chiffrer les mines encore enfouies dans le sol afghan depuis cette période.

Dans un article publié dans l'hebdomadaire égyptien *Al-Ahram Weekly* le 4 juin dernier à l'occasion des cent premiers jours de

présidence Obama, Hamid Dabashi notait déjà que « le monde n'avait pas à attendre la décision [du président américain de faire machine arrière sur ses promesses concernant Guantanamo et les tribunaux spéciaux militaires] pour réaliser qu'Obama était le nouveau visage de l'impérialisme américain. Sa stratégie pour l'Afghanistan et le Pakistan (...) s'est avérée beaucoup plus meurtrière [en l'espace de trois mois] que tout ce qu'avait fait jusqu'à présent George Bush. Avec toute sa stupidité prétentieuse, Bush était trop occupé par le dossier irakien pour commettre d'autres folies en Afghanistan. Ce n'est pas le cas d'Obama. Sans s'être désengagé d'Irak, il se déploie progressivement en Afghanistan. Mais si l'Irak a été le bourbier de Bush, l'Afghanistan et le Pakistan seront l'enfer d'Obama. (...) La combinaison incandescente des dossiers afghan et pakistanais signifiera la ruine d'Obama, comme l'Irak l'a été pour Bush. »



Affiches électorales de Hamid Karzaï dans les rues de Kaboul

Le Pakistan en proie à un chaos grandissant

La situation au Pakistan s'est dans le même temps considérablement dégradée. Ce pays de 180 millions d'habitants, détenteur de l'arme nucléaire, vit une guerre larvée au sein de la classe dominante entre pro-américains et islamo-nationalistes. Ces derniers contrôlent une bonne partie de

l'appareil de sécurité et de l'armée. Ils refusent un alignement systématique sur Washington et cherchent à affermir le rôle du pays en tant que puissance régionale, notamment vis-à-vis du frère ennemi historique, l'Inde. Les différents secteurs qu'a appuyés sans retenue jusqu'à présent Washington, celui de Pervez Musharraf avec son gouvernement militaire tout d'abord (entre 1999 et 2008), et à présent celui du veuf de

Benazir Bhutto, Asif Ali Zardari (Parti du Peuple Pakistanais), se sont révélés incapables de rétablir un semblant d'ordre et de freiner la spirale de violence dans laquelle plonge le pays.

Les opérations militaires lancées par l'armée au Nord dans la vallée de Swat en avril et mai 2009, puis à l'Ouest dans les zones tribales du Waziristan, officiellement pour décapiter les mouvements islamistes armés et couper les

Talibans de leurs bases arrière, ne font qu'aggraver la situation. Le coût militaire de ces opérations s'est révélé extrêmement élevé : en dépit d'un déploiement de force très important contre les insurgés (plus de 28 000 hommes) et d'un appui aérien des Américains, l'armée pakistanaise n'a pas réussi à écraser ce qu'elle appelle les « milices tribales ». Les mouvements islamistes armés, pour leur part, continuent à frapper villes et garnisons de l'armée comme cela a été le cas à Rawalpindi, principale concentration militaire du pays, le 10 octobre. Les déplacements de populations jetées sur les routes afin de fuir les zones de combat, les exactions de l'armée pakistanaise et les bombardements à l'aveugle de l'aviation américaine, auxquels collabore l'aviation française, contribuent un peu plus à tendre les équilibres ethniques du pays, sur fond de grave crise économique.

L'efficacité toute relative des offensives de l'armée met en lumière enfin les divisions existant au sein des classes dominantes pakistanaises ainsi que la puissance des secteurs regroupés sous la houlette des services secrets, l'ISI, qui refusent l'allégeance pure et simple aux États-Unis et s'appuient indirectement sur les mouvements islamistes qu'ils contrôlent en partie. Sur ce dernier point d'ailleurs Washington ne fait que payer, avec trente ans de retard, la facture de sa politique dans la région. L'ISI et les mouvements islamistes pakistanais se sont renforcés sous la présidence du général putschiste Zia-ul-Haq, arrivé au pouvoir en 1977 afin de briser l'ascension du mouvement social pakistanais qui gagnait en vigueur dans les campagnes, dans les usines et sur les campus, à partir de la fin des années 1960. La situation économique catastrophique du pays et l'extrême inégalité qui règne dans les campagnes, en partie liée à la domination de la grande propriété terrienne, condamnant les paysans à la misère, ne font que qu'alimenter des mouvements islamistes dont Washington comme le gouvernement central ont perdu le contrôle depuis bien longtemps.

En dépit de l'appui financier et du soutien militaire dont jouit Islamabad, il est peu probable que le gouvernement de Zardari soit capable de stabiliser à court terme la situation¹. Certains analystes estiment que les jours de celui qu'Hamid Dabashi appelle « l'infâme escroc » sont comptés. En tout état de cause, une aggravation de la situation pakistanaise rendrait encore plus difficile la tâche des impérialistes en Afghanistan et pourrait avoir des répercussions incalculables pour l'assise étasunienne. Le paradoxe est sans doute que Washington, à l'heure actuelle, est incapable de s'engager davantage directement, liant son sort, comme en Afghanistan, à un gouvernement allié des plus branlants. Cela n'empêche pas Joe Biden, vice-président d'Obama, de réclamer à cor et à cris un rééquilibrage des forces militaires de l'Afghanistan voisin vers le Pakistan, malgré l'opposition ouverte manifestée par le plus haut gradé de l'Armée américaine, le général David Petraeus, chef du CentCom, Commandement Central étasunien, qui pour sa part appuie les demandes pressantes de McChrystal pour des renforts en Afghanistan. Il se trouve cependant qu'à moins d'envisager un improbable engagement bien supérieur des alliés des États-Unis ou le rétablissement du service militaire et l'envoi du contingent, comme pendant le Vietnam, la capacité d'intervention militaire

¹ Le Congrès américain vient de voter une aide supplémentaire de 7,5 milliards de dollars au Pakistan pour les cinq prochaines années. Pointant du doigt les incohérences des opérations militaires, l'hédomadaire britannique *The Economist* du 15 octobre souligne que, « pour des raisons de sécurité, les Nations Unis sont absentes des zones de combat et l'armée empêche les ONG locales de fournir de l'aide alimentaire aux réfugiés meshud [un des clans visés par l'offensive] de peur qu'elle ne finisse aux mains des Talibans. (...) La stratégie [employée par l'armée pakistanaise, consistant à jouer sur les rivalités claniques] est similaire à celles des Britanniques dans le passé, qui ont d'ailleurs été elles aussi bien incapables de pacifier le Sud-Waziristan. »

extérieure des États-Unis est arrivée à saturation.

À l'Ouest rien de nouveau : le borbier irakien, loin des fausses promesses d'Obama et de la « une » des journaux

C'est en ce sens que Thomas Friedman souligne ironiquement dans un article du *New York Times* du 14 octobre que, « si Obama réussissait à trouver une manière d'établir un équilibre entre un nombre précis de troupes capables de stabiliser l'Afghanistan et le Pakistan [en les prélevant sur celles encore stationnées en Irak] sans entraîner les États-Unis dans un nouveau Vietnam, alors il mériterait le Prix Nobel, mais de Physique cette fois-ci ». Ne faisant plus la une de la presse occidentale, la situation irakienne semblait superficiellement stabilisée par rapport au chaos qui régnait dans de vastes zones du pays, et pas seulement dans le fameux triangle sunnite de l'insurrection, entre 2004 et 2008. Le repli des troupes étasuniennes sur leurs bases à l'extérieur des villes et le passage de relais de la sécurité intérieure aux forces irakiennes dépendant du gouvernement collaborationniste en juillet dernier, semblaient presque faire oublier les heures les plus sombres du borbier irakien, comme si sur ce dossier-là au moins Washington avait réussi à obtenir un succès en demi-teinte. Pourtant, si les attentats et les actions militaires ont diminué en intensité, ils peuvent reprendre à grande échelle à tout moment. Les attentats de Bagdad de fin octobre sont-là pour le rappeler, comme le fait que le premier ministre Nouri Al-Maliki éprouve les plus grandes difficultés à assurer réellement la sécurité en s'appuyant sur la police et l'armée irakiennes, envisageant même un retour des Américains sur les points les plus chauds.

Les raisons de cette situation sont à chercher là aussi du côté de l'échec de la stratégie américaine sous Bush, poursuivie en fait avec une fidélité presque touchante par

Obama au cours des derniers mois, ravalant ses promesses de retrait complet. Il n'y a en Irak ni démocratie ni « nation building », quoi qu'en dise Washington. C'est ce que souligne dans un long article de *The Guardian* du 25 octobre Sami Ramadani, sociologue irakien exilé à Londres depuis l'époque de Saddam Hussein : « Il est tragique de constater que l'Irak ne revient sur le devant de la scène médiatique que lorsqu'un attentat fait des centaines de tués et de blessés. L'attentat [du 24 octobre à Bagdad], le second de ce type depuis deux mois, est là pour nous rappeler que le peuple irakien continue à payer de son sang l'invasion et l'occupation de leur pays par une coalition menée par les États-Unis. (...) On ne peut que constater la réussite de la nouvelle donne américaine pour l'Irak, consistant à réduire ses propres pertes en poussant toujours plus les forces irakiennes dans le combat contre l'insurrection, plus connue dans le pays sous le nom d'"honorable résistance patriotique" pour la différencier des attaques terroristes à la Al-Qaïda, honnies par la population. Mais essayez de dire aux Irakiens qui ne font pas partie des cercles dirigeants que la situation s'est améliorée depuis le début de l'occupation et ils vous rappelleront non seulement la liste sans fin des morts et des mutilés, mais également le million d'orphelins et de veuves, les deux

millions de réfugiés [dans les pays voisins principalement] et les deux millions de déplacés [à l'intérieur de l'Irak]. Ils vous parleront (...) du manque d'eau potable, d'essence et d'électricité, de la détérioration du système de santé et d'éducation, d'un taux de chômage de plus de 50%, (...) des tortures utilisées contre des dizaines de milliers de prisonniers dans les geôles irakiennes et américaines. (...) Ce dont les stratèges américains ne se sont pas encore rendu compte, c'est que le peuple irakien n'acceptera pas de bon gré un régime pro-US à Bagdad et que l'"exit strategy" de Washington débouchera inévitablement sur une occupation à long terme qui signifiera davantage de bains de sang et de destructions. La seule "exit strategy" réaliste pour l'Irak doit commencer par le droit des Irakiens à disposer d'eux-mêmes, libérés de toute intervention américaine.

Hillary Clinton ne réussit pas à contenter tout le monde à Tel-Aviv, affaiblit Abou Mazen et la gérontocratie égyptienne

Enfin, sur le dossier israélo-palestinien Washington démontre une fois de plus son incapacité à changer stratégiquement l'axe de la

politique étrangère américaine pour la région. Malgré les tentatives de détente avec la Syrie et l'Iran, le président et Hillary Clinton viennent d'opérer une véritable volte-face par rapport aux positions électorales d'Obama concernant la solution « deux peuples, deux États » pour Israël et la Palestine, mais également par rapport à son discours au monde arabo-musulman du Caire en juin dernier, lorsque le nouveau président américain avait préconisé le gel de la colonisation.

Il est vrai que, dès les nominations des hommes de confiance d'Obama pour le Proche-Orient, tout pouvait laisser fortement penser qu'il s'agissait là encore de simples discours destinés à masquer la réalité de l'orientation pro-sioniste de Washington : maintien de Robert Gates au Secrétariat d'État à la Défense, poste qu'il occupait déjà sous Bush, nomination de Rahm Emanuel, un proche de l'AIPAC (le puissant lobby israélien aux États-Unis), en tant que chef de cabinet de la Maison Blanche, désignation de Dennis Ross en tant que conseiller spécial d'Hillary Clinton qui avait servi sous Bush père, puis sous Clinton, lui aussi proche de l'AIPAC et prônant des orientations opposées à celles qu'Obama avait affirmé être les siennes durant sa campagne.



Caricature parue dans le quotidien israélien Haaretz, montrant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu foncer sur Obama avec un bulldozer, sous les yeux impuissants des dirigeants palestiniens et arabes

Lors de son récent voyage en Israël, Hilary Clinton a affirmé que le gel des colonies ne pouvait en aucun cas être un préalable à la reprise des négociations entre Tel-Aviv et l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP). Céder sur la question de la colonisation en Cisjordanie face au gouvernement ultra-réactionnaire de Benyamin Netanyahu, affaiblit la direction pro-impérialiste et collaborationniste de Fatah-OLP et de l'ANP. Le président Abou Mazen peut en effet difficilement accepter de revenir à la table des négociations dans de telles conditions sans se discréditer totalement. Il vient d'ailleurs de jouer son va-tout en affirmant qu'il ne se représenterait pas aux élections palestiniennes de janvier 2010, alors qu'il est un des seuls politiciens palestiniens capables de défendre l'idée d'un gouvernement de l'ANP complètement soumis aux *desiderata* de Washington et de Tel-Aviv. Encore faut-il cependant qu'on lui en laisse la possibilité, sans trop humilier la direction de Fatah-OLP.

« *La fin de l'Obamania* » : l'éditorial du numéro spécial de l'hebdomadaire libanais *Al-Kifah Al-Arabi* consacré à l'anniversaire de la victoire d'Obama, montre à quelle vitesse le crédit dont jouissait ce dernier dans le monde arabo-musulman s'est effrité ou encore comment Obama représente désormais, pour reprendre l'expression de Mehdi Hasan pastichant le slogan électoral des démocrates, « *le changement auquel on ne peut plus croire* », « *the change we can't believe in* ». Selon *Al-Kifah Al-Arabi*, « *après dix mois de présidence, l'image de l'Amérique est celle d'un géant essoufflé qui n'est pas capable de gagner les guerres commencées par Bush ni même de représenter un arbitre valable pour la paix dans la région* ». La politique actuelle des États-Unis compromet en effet fortement la possibilité concrète de relancer un processus de stabilisation, même seulement bancal, de la région alors que la plupart des dirigeants arabes ont eu à faire face, au cours des derniers mois, à une remontée des luttes ouvrières et populaires, en partie

alimentée par la question palestinienne, pouvant menacer l'assise réactionnaire des régimes pro-occidentaux. Le cas de l'Égypte, qui a eu à affronter entre la fin 2008 et début 2009 de nombreux mouvements sociaux, y compris une grève générale, est révélateur. D'où le désespoir du vieil autocrate Hosni Moubarak qui essaie tant bien que mal de préparer sa succession en transmettant le pouvoir à son fils, mais qui n'a pas réussi à trouver une solution au conflit interne entre Fatah-OLP et Hamas et qui se désespère face à l'achoppement du prétendu « processus de paix » entre Palestiniens et Israéliens. Dans un certain sens également, les émeutes dans le quartier populaire de Diar Echems à Alger, durement réprimées par la police de Bouteflika, montrent que la situation au Maghreb est socialement très délicate. Dans tout le monde arabo-musulman, le refus de présentation par les représentants de l'ANP, dans un premier temps, du rapport Goldstone sur les crimes de l'armée israélienne pendant l'opération « plomb durci », avait provoqué de nombreuses manifestations, forçant les chancelleries arabes à faire pression sur les représentants de l'ANP à Genève pour que le rapport soit finalement inscrit à l'ordre du jour des discussions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU mi-octobre. Cela indique combien la question palestinienne continue à représenter un enjeu clef pour le mouvement de masse arabo-musulman et qu'une exacerbation des tensions pourrait relancer la conflictualité de classe dans toute la région.

Les discussions sur le nucléaire iranien, entre pressions israéliennes et impuissance américaine

De ce point de vue, certains diplomates craignent que le soutien sans faille manifesté par Clinton au gouvernement israélien lors de sa dernière visite à Tel-Aviv ne soit mal interprété par Netanyahu. Ce dernier en effet n'écarte pas la

possibilité de lancer de manière unilatérale et préventive des frappes sur les installations nucléaires iraniennes ou supposées telles. Cela ne pourrait qu'avoir des répercussions catastrophiques pour la situation internationale, selon les analystes les plus clairvoyants de la bourgeoisie américaine.

L'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les discussions avec l'Iran sous couvert de négociations sur le nucléaire confirment à la fois les limites de la politique américaine et sa continuité avec l'administration précédente. Obama est parfaitement conscient que, dans la situation actuelle, en raison de la saturation du déploiement militaire américain à l'étranger et compte tenu de la situation régionale, une confrontation militaire même partielle et limitée avec Téhéran est exclue. Washington ne peut pas non plus se passer du soutien de Téhéran sur la question afghane comme pour éviter que l'Irak ne replonge dans le chaos des dernières années, compte tenu du rôle déterminant de l'Iran sur sa frontière Est et de son influence politique sur la majorité chiite irakienne. L'administration Bush en était consciente en dépit de ses discours va-t-en-guerre et Obama ne fait que prolonger pragmatiquement cette orientation. Mais si les discours extrêmement durs de son prédécesseur n'avaient pas vraiment réussi à infléchir la ligne d'Ahmadinejad, les ouvertures spectaculaires opérées par Obama lors de son discours télévisé à l'occasion du Nouvel An perse, le 21 mars, n'ont pas non plus donné de résultats probants quant à un changement d'attitude de Téhéran. Reste donc à savoir quels pourraient être les moyens de pression non militaires auxquels pourraient avoir recours les États-Unis afin de peser sur le régime iranien qui, par ses caractéristiques depuis plus de trente ans, continue à représenter une épine dans le flanc des impérialistes. Néanmoins, sur ce dossier comme sur les autres, Obama ne veut ni ne peut s'engager sans impliquer également ses partenaires (et concurrents) européens.

Les rapports impérialistes transatlantiques

Les tensions inter-impérialistes qui étaient apparues au grand jour en 2003 lors de la préparation de l'offensive contre l'Irak se sont largement atténuées depuis. Même si sur le fond les sujets de discordes sont sans doute plus importants qu'avant, ils restent prudemment cantonnés aux coulisses géostratégiques et économiques et sont aujourd'hui moins directement visibles. Les Européens avaient salué eux aussi l'élection d'Obama, en raison notamment de son discours davantage inclusif à leur égard et beaucoup plus multilatéral que celui de Bush. Restait néanmoins à savoir ce que « multilatéralisme » voulait dire, car aucun des pays européens n'était fortement enthousiasmé à l'idée que la nouvelle donne américaine signifie surtout de s'engager davantage aux côtés de Washington sur les théâtres de guerre, en assumant les coûts sans pour autant en toucher les bénéfices. Mais l'approfondissement de la crise économique et le grand retour sur le devant de la scène des États en termes de politique économique interventionniste ont remis les vœux pieux d'une plus grande collaboration transatlantique. Les États-Unis tentent de modifier formellement le réseau décisionnel international (G-20, rapports bilatéraux directs avec la Chine, etc.) afin d'être mieux à même de défendre leurs intérêts, au détriment de leurs partenaires et concurrents européens, tout en négociant avec les puissances régionales, comme la Chine et la Russie, afin de desserrer l'accumulation de pression qui pèse sur eux. C'est en ce sens qu'il faut lire le recul d'Obama sur la question du bouclier anti-missile américain en Europe de l'Est pour essayer de froisser le moins possible Moscou.

Du point de vue de l'Union Européenne, un récent rapport de l'European Council on Foreign Relations a souligné la relation faussée et subalterne qu'entretiendraient les puissances européennes avec les États-Unis.

Mais, quoi qu'en dise le rapport, c'est surtout la mésentente existant entre les puissances impérialistes européennes qui est la cause de cette soumission, et plus particulièrement l'absence de stratégie commune sur le long terme entre Paris et Berlin. Il est peu probable de ce point de vue que l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne réussisse à renverser la donne, malgré la nomination d'un président (*a priori* falot) de l'UE, épaulé par un ministre des Affaires étrangères. Si cette désunion de fait empêche les impérialistes européens d'agir de concert en défense de leurs intérêts communs face aux États-Unis les sujets de dissensions ne manquent pas avec Washington. Si l'on prend le cas de Sarkozy, qui passe aux yeux de la gauche et de certains analystes français pour être pro-américain convaincu (encore faudrait-il faire la différence en analyse politique entre le style du président français et le fond de sa politique), les piques et les échanges d'impolitesse n'ont pas manqué ces derniers mois. Alors que Paris renforce sa coopération militaire avec le Brésil, par delà la vente des Rafale, Washington intervient directement dans la chasse gardée française en Afrique en renforçant ses liens avec l'armée malienne. La France, sans pour autant réussir à coordonner son orientation avec celles de ses partenaires de l'UE, a été fortement réticente à l'idée de seconder les *desiderata* américains quant au dossier afghan. D'autre part, le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, loin de marquer une inféodation nouvelle de Paris à l'égard de Washington, est le prix que l'Élysée consent à payer pour mieux déployer ses initiatives sur d'autres terrains diplomatiques, géostratégiques (sur la question des rapports entre les pays impérialistes européens et leur arrière-cour à l'Est ou sur le pourtour de la Méditerranée avec l'Union pour la Méditerranée de Sarkozy) ou même sur le plan militaire, avec la volonté manifeste de renforcer l'actuelle Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD), ainsi que l'embryon d'armée européenne

(Eurokorps). En tout état de cause, en dépit de la belle unité affichée lors du dernier sommet de l'OTAN de Strasbourg, les sujets de discordes ne manqueront pas de se multiplier à l'avenir, et plus encore si les difficultés croissent sur le front proche et moyen-oriental ou afghano-pakistanaï. Ce pourrait être également le cas si les tendances à une reprise économique partielle, loin d'être uniforme dans tous les pays impérialistes, poussaient certains à développer des logiques de compétition plus ouvertes avec les autres.

« *The change we (really) need* »

L'instabilité de la situation géopolitique mondiale a continué à s'aggraver au cours des derniers mois. Comme le note le journaliste britannique spécialiste du Proche et Moyen-Orient Patrick Seal dans un de ses derniers papiers pour *agenceglobal.com*, « *le monde a rarement été aussi ingouvernable qu'il ne l'est aujourd'hui* ». Obama s'est révélé beaucoup moins adroit que prévu pour affronter ces contradictions, contraint de suivre toujours plus ouvertement le chemin tracé par son prédécesseur. Cela ne tient pas à un problème de personne, mais à une situation objective. Les beaux discours du nouveau président américain ont fait leur effet pendant un certain temps, mais face à la réalité concrète l'administration américaine a très pragmatiquement dû reprendre les bonnes vieilles méthodes de l'impérialisme états-unien.

Suivant la pente descendante de ces dernières années, l'hégémonie américaine continue à décliner sans pour autant que parallèlement une autre puissance réussisse pour l'instant à se poser en alternative. Mais les brèches et les tensions de la situation internationale ne représentent pas simplement, pour le mouvement ouvrier et populaire du monde semi-colonial et les résistances armées des pays périphériques occupés, une occasion de secouer le joug impérialiste, qu'il soit états-

unien ou européen, et plus particulièrement, en ce qui nous concerne, français, en Afghanistan, en Afrique Noire, au Maghreb ou au Liban. Cela représente également une occasion, pour les avant-gardes du mouvement ouvrier et de la jeunesse aux États-Unis mêmes, d'opérer un nécessaire retour sur le devant de la scène après plus d'un quart de siècle de féroce offensive bourgeoise que les travailleurs américains paient aujourd'hui non plus seulement en termes de dégradation constante de leurs conditions de travail et de vie, mais par le chômage de masse et les expulsions massives de leurs logements. Dans un récent article de *Counterpunch* au titre éloquent : « La république des fous. L'Empire du Mal », Paul Craig Roberts, ancien assistant au Secrétariat au Trésor sous l'administration Reagan, prédit qu'« à la place de l'assurance santé, les Américains

auront droit à plus de profits pour les compagnies privées d'assurance et qu'à la place de la paix ils auront droit à plus de guerre ». Dans un pays où, selon certains sondages, moins de la moitié de l'« opinion publique » continue à soutenir l'engagement en Afghanistan, c'est l'heure où le mouvement anti-guerre américain, après des mois d'atonie liée aux illusions suscitées par l'élection d'Obama, pourrait émerger à nouveau. Il pourrait le faire avec d'autant plus de force s'il est capable, comme cela avait commencé à avoir lieu dans les années 1960 et 1970, de tirer toutes les conclusions de ce que représentent le Parti Démocrate américain et ses relais, tant au sein de la jeunesse que du mouvement ouvrier. De ce point de vue, il est très important que les ouvriers de Ford, organisés au sein du syndicat américain de l'automobile UAW, viennent de rejeter massivement

l'énième accord bidon entre la multinationale et la bureaucratie syndicale, qui prévoyait notamment une trêve sociale jusqu'en 2015, un gel des salaires et des embauches dans des conditions inférieures à celles qui prévalent aujourd'hui. Si ces deux tendances venaient à confluer, ce qui ne s'est pas produit sous la présidence Bush malgré la montée en force du mouvement anti-guerre et du mouvement pour les droits civiques des travailleurs hispaniques en 2006, alors peut-être le mouvement ouvrier et populaire états-unien pourrait-il réellement commencer à porter un projet de changement. Réel cette fois-ci, c'est-à-dire prolétarien et anticapitaliste. Les travailleurs de tous les pays et les peuples dominés en ont besoin.

□ C. Tappeste

Kraft Foods, Argentine : faire plier une multinationale, le gouvernement et la bureaucratie syndicale, c'est possible !

L'autoroute panaméricaine, la principale artère qui relie Buenos Aires à la grande banlieue industrielle qui jouxte la capitale argentine, puis, au-delà, au tissu manufacturier et industriel de ce que l'on appelle là-bas le littoral, le bassin du Paraná, émaillé jusqu'à Rosario des principales usines et entreprises du pays, tous secteurs confondus.

Au kilomètre 35 de la Panaméricaine s'élèvent les bâtiments de Kraft Foods Argentina, situés sur la commune de General Pacheco. Tout le monde connaît l'usine sous son ancien nom, Terrabusi. La marque continue à exister mais c'est le géant américain, second groupe agro-alimentaire du monde après Nestlé, propriété d'un des hommes les plus riches du monde, Warren Buffett, qui l'a rachetée¹. Terrabusi, une marque emblématique puisqu'une partie fameuse « alfajores », ces galettes doubles fourrées à la confiture de lait, des gâteaux à apéro ou des biscuits consommés en Argentine sont

produits ici. Kraft Foods Argentina emploie 3 500 travailleurs. Son site de General Pacheco est le plus important avec 2.600 ouvriers, dont une majorité de femmes, travaillant en 3x8. C'est l'une des plus grosses usines du secteur agro-alimentaire du pays.

Au cours des dernières semaines l'histoire de Kraft Foods Argentina a cessé de coïncider pour le grand public avec les publicités du groupe sur les vertus de ses produits. « Ne mange pas n'importe quel *alfajor*, mange un *alfajor* Terrabusi » disait la campagne de publicité lancée en 2008. Mais la direction de Kraft Foods Argentina a dû revoir ses goûts et ses préférences dernièrement et ce en raison de la colère ouvrière qui a secoué le site de Pacheco pendant près de deux mois. En effet le kilomètre 35 s'est transformé dans le centre de la politique argentine entre la mi-août et fin octobre.

Les ouvriers ont commencé à débrayer à partir du 18 août afin de protester contre le licenciement de 160 salariés de l'usine, dont toute la Commission Interne, le syndicat d'usine, ainsi que le Corps de Délégués, les représentants des travailleurs qui

avaient été élus dans tous les ateliers et dans les diverses sections de l'entreprise. L'objectif de Kraft ? Officiellement mettre au pas les ouvriers qui avaient osé débrayer au mois de juillet, en plein hiver austral, pour réclamer la mise en place de mesures d'hygiène spécifiques dans l'entreprise et dans la garderie d'usine au moment du pic de grippe H1N1 en Argentine. Officieusement l'objectif du groupe est de redimensionner les équipes et surtout de se débarrasser d'une Commission Interne et d'un Corps de Délégués particulièrement combattifs.

Fort de ses soutiens Kraft a voulu faire montre de toute son intransigeance, refusant d'abord d'appliquer les décisions de la justice prud'homale lui imposant de réintégrer les licenciés pendant le temps de reprise des négociations entre les partenaires sociaux, mais également de continuer à payer leur salaire aux ouvriers qui refusaient de travailler sur les lignes de production, et donc grévistes dans les faits, tant que leurs collègues n'étaient pas réintégrés. Face à l'obstination patronale la position des travailleurs s'est donc

¹ La maison mère, Kraft Foods Inc., est propriétaire notamment de Suchard, Lu, Milka, Toblerone, Côte d'Or et Starbucks.

également durcie, l'occupation des locaux succédant à la grève. Tous les acteurs politiques et sociaux se sont mêlés à l'affaire. Le gouvernement de centre-gauche des Kirchner tout d'abord. Malgré les promesses faites quelques semaines auparavant pendant une campagne électorale où les kirchnéristes affirmaient être les défenseurs de l'emploi et du salaire en Argentine le gouvernement a fait tomber le masque en couvrant l'opération de répression orchestrée le 25 septembre contre les ouvriers en lutte ; l'opposition de droite également, profitant de la situation pour attaquer le gouvernement au sujet de la multiplication des barrages routiers et manifestant son inquiétude face à l'augmentation des phénomènes d'insubordination ouvrière dans certaines grandes entreprises, remettant en cause le monopole de représentativité syndicale aux mains, notamment, de la bureaucratie de la CGT ; les bureaucrates syndicaux donc, scandalisés par autant de détermination chez les Kraft, et accusant, comme aux heures les plus sombres des années 1970, les travailleurs d'être des « gauchistes », ce qui à l'époque revenait à faire appel aux services des escadrons de la mort para-policiers de l'Alliance Anticommuniste Argentine. Cette fois-ci c'est la police qui en a joué le rôle. Elle n'est n'a pas été en reste donc, intervenant avec brigades de chiens de combat, police montée et infanterie anti-émeute. Derrière tout ce beau monde, l'ambassade américaine, faisant pression de son mieux pour que le conflit cesse le plus rapidement possible, et ce pour le plus grand bénéfice de Kraft Foods Inc.. Mais l'histoire a bientôt fait le tour du monde. Des activistes étasuniens ont commencé à organiser une campagne de boycott, « *say no to Kraft!* ». Chávez lui-même s'est emparé de l'affaire en faisant part, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, de sa sympathie pour les grévistes, rendant encore plus furieuses la bourgeoisie argentine et la presse conservatrice.

Mais si c'est le chemin de la répression la plus dure que le gouvernement argentin a fini par choisir, et ce sous la pression de l'ensemble du patronat inquiet de ces travailleurs turbulents refusant la logique des licenciements, l'opération du 25 septembre n'a pas produit les effets désirés, bien au contraire. La lutte de Terrabusi est devenue un

symbole national, vécu comme un conflit emblématique au sein de larges secteurs ouvriers et étudiants. Pour toute une nouvelle génération de travailleurs et de travailleuses Terrabusi rime désormais avec résistance et démocratie ouvrière, montrant ce dont et capable notre classe lorsqu'elle se met en mouvement avec ses propres armes : l'auto-organisation et la détermination à défendre ses intérêts.

On nous dira très certainement que la situation argentine est bien différente de la situation française actuelle. C'est-là une évidence. Le gouvernement Kirchner, qui jusqu'en 2008 jouissait d'un solide prestige tant sur le plan intérieur qu'international, s'est fortement affaibli. Les divisions au sein de la bourgeoisie sur fond de ralentissement économique n'ont fait alors que s'accroître. Une flambée de colère ouvrière a traversé le pays au cours des derniers mois, et ce pour les mêmes raisons fondamentalement que les luttes dont nous avons été témoin en France : licenciements et mise au chômage technique, mais aussi revendications salariales et syndicales dans le cas argentin. Mais si l'exemple de Terrabusi est emblématique et son écho porte au-delà des frontières argentines c'est en partie en raison de l'intervention des dirigeants ouvriers du Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) qui y sont intervenus. Comme l'illustre l'interview de l'un d'eux, Javier « Poke » Herosilla, que nous reproduisons ici, mais également d'autres textes traduits que nous publierons sous peu, la lutte de Kraft-Terrabusi montre comment par-delà les aléas du combat de classe qui n'est pas écrit par avance ainsi que les avancées et les reflux partiels dans les luttes ces dernières peuvent se transformer réellement en une véritable école de guerre pour l'avant-garde ouvrière, former toute une génération non pas à la compromission réformiste interclassiste, profondément marquée par la routine du discours syndical, mais bien à l'apprentissage de la force et des armes de combat de notre classe dans sa lutte contre le capital.

Les images de la répression du 25 septembre, retransmises en direct par la télévision nationale, faisaient froid dans le dos et pouvaient laisser présager du pire. Pendant que la police montée nettoyait les piquets de grève à l'extérieur de l'usine et que les brigades

canines faisaient la chasse aux militants, l'infanterie anti-émeute entrainait dans l'entreprise, arrêtant les délégués et les ouvriers présents à l'intérieur, transformant les locaux en un vaste camp de détention, comme lors des coups d'État latino-américains des années 1970. La direction de l'usine a alors multiplié les mises à pied, imposant un retour forcé aux chaînes, les ouvriers devant travailler flanqués de policiers patrouillant le long des lignes de production. Mais la résistance s'est poursuivie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine, pour la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés et de leurs délégués.

Alors qu'à l'intérieur de l'usine l'occupation policière ne réussissait pas à rétablir l'ordre, les manifestations se succédaient dans tout le pays, et même au-delà, devant les consulats et les ambassades d'Argentine de Sao Paulo, Santiago du Chili, Paris ou Barcelone. La direction de l'usine a dû finir par céder, d'abord sur le nombre de licenciements, puis sur la réintégration des délégués syndicaux, reculant totalement par rapport à son objectif premier.

C'est à ce moment que faute de pouvoir briser le mouvement la direction de Kraft, le gouvernement et le ministère du Travail ont eu recours aux services de la majorité de la Commission Interne, contrôlée par les maoïstes du Courant Classiste et Combatif-Parti Communiste Révolutionnaire (CCC-PCR). Entre le 14 et le 16 octobre le ministère du Travail a proposé un accord prévoyant la réintégration de 40 travailleurs supplémentaires contre l'engagement de la part de la Commission Interne de ne pas appeler à d'AG pendant une période de soixante jours tout en promettant d'étudier au cas par cas le dossier des 52 ouvriers et ouvrières continuant à faire l'objet d'une procédure de licenciement. Une telle proposition a été violemment rejetée en AG par les travailleurs licenciés eux-mêmes, par l'AG de l'équipe de nuit, la plus combative des trois, et n'a pas compté non plus sur l'appui des ouvriers des équipes du matin et de l'après-midi. En dépit de tout cela, contre les positions exprimées en AG, reniant leurs promesses et leurs engagements, les délégués liés au CCC-PCR ont fini par signer l'accord de fin de conflit.

Le premier bilan que l'on peut dresser de la lutte n'est donc pas

univoque. D'un strict point de vue revendicatif, c'est-à-dire la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés, il faut reconnaître que les ouvriers et les ouvrières de Kraft ont subi une défaite partielle car il était sans doute possible d'avancer encore plus. Force est de constater cependant que la lutte de Kraft a bel et bien représenté une défaite politique pour la multinationale étasunienne et son ambassade tout en affaiblissant le gouvernement, le ministère du Travail, le grand patronat argentin, l'UIA et la Copal, mais aussi les bureaucraties de Moyano et de Daer, respectivement leader de la CGT et du syndicat de l'agro-alimentaire, le STIA. Pour la première fois depuis des années, une multinationale impérialiste a dû faire machine arrière sur le licenciement de syndicalistes et l'aile combative de Kraft-Terrabusi n'a pas été liquidée. Une tradition recommence d'autre part à reprendre corps en Argentine au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs de l'équipe de nuit de Kraft qui a représenté le fer de lance de la lutte ne s'y trompent plus. C'est désormais l'AG ouvrière qui décide, vote et dirige, au quotidien comme dans les moments de lutte. Voilà qui fait hurler le patronat mais également les bureaucrates syndicaux qui se sont illustrés au cours du conflit par leur couverture systématique de la multinationale étasunienne et la politique du gouvernement. C'est en ce sens que la lutte de Kraft laissera des traces en Argentine. Le conflit a eu un effet extrêmement positif sur le moral du monde du travail et pourrait ouvrir une nouvelle page dans le cycle actuel de luttes ouvrières dans le pays, mais également entre ces dernières et l'extrême gauche. Le combat des Kraft a montré les potentialités d'une jeune génération déterminée à résister au rouleau compresseur patronal qui entend lui faire payer la facture de la crise.

Dans un second temps les élections syndicales internes qui ont eu lieu le 4 novembre ont signifié un nouveau recul pour l'entreprise et la bureaucratie. Elles ont effectivement conforté la position des ouvriers en donnant la victoire à l'aile combative de l'usine. Le courant lutte de classe et démocratique mené par « Poke » Hermostilla, la liste 1, l'a emporté par 676 voix contre 660 pour le courant du CCC-PCR et 390 pour la liste officielle liée à la bureaucratie de Daer. En dépit des manœuvres de la direction de

l'entreprise pour empêcher la victoire de Hermostilla, en exhumant à la dernière minute une urne fantôme dans laquelle auraient voté des travailleurs extérieurs à l'usine, c'est bien le courant « Desde Abajo » qui l'a emporté. L'enjeu se situe désormais sur trois plans différents. Il s'agit d'une part de remettre sur pied le Corps de Délégués d'atelier, détruit au cours du conflit, de rétablir l'unité de la Commission Interne en y intégrant, dans un souci de représentation démocratique de tous les courants du mouvement ouvrier, les candidats liés au CCC-PCR et construire une Commission de Femmes capable de défendre avec plus de force encore les intérêts de celles qui sont majoritaires sur certaines chaînes de production. La question de mettre en place un plan de lutte afin de réintégrer les 52 travailleurs licenciés fait également partie du programme de « Desde Abajo », quoique ait signé l'ancienne CI dans l'accord de fin de conflit. Se pose enfin la question de la coordination ouvrière.

De ce point de vue d'ailleurs, conscients des limites d'une lutte même extrêmement combative et radicale sur le strict terrain du syndicalisme, les ouvriers de Zanon et du Syndicat des céramistes de Neuquén ont appelé à une assemblée ouverte à Buenos Aires le 17 octobre pour discuter de la nécessité de coordonner non seulement les expériences syndicales les plus avancées mais également de structurer une expression politique indépendante de la classe ouvrière¹. C'est là tout un

¹ Comme cela a été reflété tant dans la presse bourgeoise que militante plus de 400 délégué/es de syndicats et de CI se sont réuni/es le 17 octobre dans la salle de conférence de l'Hôtel autogéré Bauen dans le centre de Buenos Aires afin de débattre, sur initiative du SOECN, du lancement d'un courant politico-syndical national représentant les intérêts des travailleurs. Aux côtés des dirigeants historiques du SOECN, qui aujourd'hui travaillent à nouveau sur les chaînes de production à Zanon, Alejandro Lopez et Raúl Godoy, étaient bien entendu présents les dirigeants actuels du syndicat, Andrés « Chaplin » Blanco, Fabián Ruiz, Cristian Mellado et Alberto Esparza aux côtés de l'aile gauche des délégués de Kraft, Javier « Poque » Hermostilla, Oscar Coria, Camilo Mones et Christian Abarza. Ont notamment participé à cette rencontre une dizaine de militants du Corps de Délégués du métro de Buenos Aires, emmenés par Claudio Dellecarbonara, des membres de la CI de Pepsico Snacks et de Stani-Cadbury, militants du courant « Desde Abajo » du

débat qui s'ouvre au sein de l'avant-garde en Argentine et qui pourrait contribuer à éclaircir les enjeux de la discussion au sein de l'extrême gauche en France également.

En communiquant ses résultats pour 2008 Kraft Foods Argentina soulignait que le groupe avait « réussi à se positionner comme l'un des leaders locaux des produits alimentaires de consommation massive, caractérisés par leur qualité et leur traçabilité, ce qui en fait le premier choix des consommateurs argentins ». Ce sont désormais les travailleurs et les travailleuses de Kraft qui ont pris la place de la direction en tant que « leaders locaux » du combat de classe².

□ C. Tappeste

syndicat de l'agro-alimentaire, tels que Calina Balaguer et Leo Normiella, la secrétaire générale du Syndicat des travailleurs agricoles de l'ail de Mendoza, Antonia Trigo, des délégués des métallos des usines en lutte de Villa Constitución (Paraná Metal), Rosario (Mahle) et Córdoba (CIVE), des délégués des métallos de l'opposition au sein de la UOM (UOM-Villa Constitución, UOM-Quilmes), des travailleurs de la UOM-San Martín, UOM-Matanza et UOM-Capitale, Guillermo Bentancourt, délégué de Siderca, récemment expulsé de la UOM-Campana pour avoir soutenu les travailleurs en lutte sans l'appui du syndicat national, des délégués du syndicat de l'automobile SMATA, des membres des CI de Alicorp (anciennement Jabón Federal, chimie), de Donneley (anciennement Atlántida, imprimerie), de Papelera Molarsa de Neuquén, des délégués du syndicat des ouvriers du pneu de FATE, des travailleurs et des délégués du secteur aéronautique (LAN et Aerolíneas Argentinas), des délégués du syndicat des télécoms et des postes (FOETRA), des cheminots du secteur oppositionnel de la Unión Ferroviaria du réseau Roca des Chemins de fer, Ana Laura Lastra et Liliana Gasco, déléguées ATE-INDEC (Institut National des Statistiques), des délégués des hôpitaux Garrahan et Posadas (Buenos Aires), Centenario (Neuquén), des délégations du syndicat des travailleurs du public (ATE) de Rosario, Mendoza et La Plata, des délégués des arsenaux de Río Santiago, ainsi que des délégués du syndicat de l'enseignement et des travailleurs non-enseignant de l'Éducation.

² En attendant la publication prochaine d'un dossier plus complet sur la lutte des Kraft, nous signalons la possibilité de suivre ce conflit et ses répercussions en Argentine par le biais du site Internet du PTS et de son organisation internationale, la FT-QI, www.pts.org.ar et www.ft-ci.org, mais également via le site de télévision du PTS qui assure le suivi permanent de cette lutte et de bien d'autres : www.tvpts.tv/digalenoakraft-terrabusi/



Manifestation des travailleurs de Kraft pendant le mouvement, avec une banderole exigeant la réintégration des licenciés

❖ HISTOIRE

La révolution espagnole. Deuxième partie (1933-1936)

La chute de la monarchie et l'irruption des masses sur la scène politique marquent selon Trotsky le début de la révolution espagnole : elle ne peut se finir qu'avec la conquête du pouvoir par le prolétariat ou l'écrasement des ouvriers sous les bottes du fascisme. Or, la politique du PSOE et de l'UGT réformiste, ainsi que celle de

la CNT dirigée par la FAI rendent la mobilisation des ouvriers impuissante, soit en la canalisant dans le cadre du système, soit en la laissant exploser dans des actions dispersées aussi spectaculaires qu'inefficaces. La politique du petit PCE stalinien, dans sa période ultragauche, n'est pas moins une impasse. Sans parti

révolutionnaire, le prolétariat espagnol risque d'être conduit à la catastrophe. C'est pourquoi la construction d'une section espagnole de l'Opposition de Gauche apparaît à Trotsky et l'ensemble de l'Opposition de Gauche Internationale comme une priorité de leur activité au début des années 30.

Les problèmes de construction de l'Opposition de Gauche en Espagne

L'opposition de gauche espagnole (OGE) est fondée par des militants en exil en Belgique et au Luxembourg en février 1930. Andres Nin, ancien secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge, proche de Trotsky, arrive à Barcelone en septembre 1930. L'OGE est immédiatement victime de la répression policière. Mais son principal problème, c'est de fixer une orientation politique et d'élaborer des tactiques de construction adaptées. Sur plusieurs points clés, des désaccords apparaissent entre Trotsky et les

dirigeants de l'OGE, à commencer par Nin.

Est-il nécessaire de se constituer en fraction politique ?

Sur la base de l'expérience de la vague révolutionnaire d'après-guerre (révolution russe, révolution allemande, etc), Trotsky pense que les masses ne se tourneront pas immédiatement vers le communisme, mais plutôt d'abord vers « le parti du radicalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire en premier

lieu le parti socialiste, surtout son aile gauche, dans l'esprit par exemple, des Indépendants allemands au cours de la révolution de 1918-19 » (« Les tâches des communistes en Espagne », 25 mai 1930). Cela n'ôte bien sûr rien à la nécessité d'avancer tout de suite dans la construction d'une organisation. Pour Trotsky, l'Opposition de Gauche doit se constituer en fraction politique, disposant d'un journal, d'une revue théorique et d'un bulletin intérieur, incarnant dans sa politique le drapeau du communisme. Nin

tergiverse: il objecte que les oppositionnels espagnols sont peu nombreux, qu'il leur faut avant tout se lier aux masses et qu'il faudrait peut-être dans un premier temps travailler dans une organisation plus large, comme la fédération catalano-baléare du PC, dirigée par son vieil ami Maurin. Trotsky rétorque que la constitution comme fraction politique est au contraire « *la condition nécessaire et urgente de l'entrée de ses militants dans d'autres organisations* », partis et syndicats (Lettre à Nin du 31 janvier 1931). Mais Nin soutient que, les ouvriers espagnols étant très arriérés, il faut d'abord les convaincre du communisme en général. Trotsky s'indigne: le « communisme en général » est une abstraction; il faut tout de suite expliquer aux ouvriers les positions spécifiques de l'Opposition de Gauche, les différences essentielles avec la politique de la direction de l'IC tenue par la bureaucratie soviétique et les raisons pour lesquelles les trotskystes sont pour l'unification des différents groupes communistes espagnols en un seul parti, où le droit de tendance et de fraction serait reconnu et appliqué.

Faut-il lutter pour le redressement du PCE ?

En effet, jusqu'en 1933, les trotskystes constituent une Opposition de Gauche au sein de l'IC, qu'ils visent à redresser, même s'ils ont été déjà exclus des PC dans la plupart des pays. Mais la situation particulière en Espagne pousse les dirigeants de l'OGÉ à ne pas vouloir appliquer cette orientation. En effet, le PCE compte environ 800

militants en 1931, éclatés en de multiples groupes et n'a guère d'influence dans le mouvement ouvrier. Mener une politique d'opposition à la direction de ce parti semble aux trotskystes espagnols une perte de temps. Trotsky combat en vain cette vision caractérisée par son étroitesse nationale et son manque de vue à moyen terme. D'une part, même s'il est encore faible, le PCE est potentiellement une grande force en raison de son appartenance à l'IC: il jouit du prestige de la révolution d'Octobre auprès des ouvriers et du soutien matériel d'un État. D'autre part, si l'orientation stalinienne de ce parti n'est pas combattue et vaincue politiquement, elle risque de se renforcer sous la pression de la situation et de constituer à une étape ultérieure un obstacle sérieux à la construction d'un parti révolutionnaire. Enfin, la faiblesse des staliniens en Espagne offre aux trotskystes une occasion unique de faire la preuve vivante de la faillite de politique stalinienne et de gagner un bastion pour redresser l'IC.

Quels rapports établir avec l'organisation centrisme de Maurin ?

L'OGÉ, qui se donne le nom de Gauche Communiste Espagnole (ICE), s'oriente vers la constitution d'une organisation autonome, tout en lorgnant vers la fédération catalano-baléare du PCE, puis le Bloc Ouvrier et Paysan (BOP). C'est là un nouveau sujet de désaccords. Nin tend à minimiser les divergences politiques avec l'organisation de Maurin. À l'opposé, Trotsky souligne le

confusionnisme de ce dernier sur des points cruciaux. Maurin refuse de prendre position sur l'URSS et d'attribuer à la direction stalinienne la responsabilité des défaites subies en Chine, en Angleterre et ailleurs. D'ailleurs sa théorie de la révolution pour l'Espagne n'est pas sans rappeler celle de l'IC stalinisée pour les pays dominés. Selon lui, en raison des particularités de l'Espagne, la révolution sera économique, politique, religieuse et « nationale »: il rejette donc la perspective de la « dictature du prolétariat » et lui oppose une « révolution démocratique ». Par conséquent, il attribue un rôle révolutionnaire à la petite-bourgeoisie républicaine. Enfin, il repousse la perspective des soviets, inadaptés selon lui à l'Espagne, où les syndicats pourraient les remplacer, car ils organisent une grande partie des travailleurs. Nin compte sur la critique fraternelle pour faire évoluer son vieil ami Maurin. Trotsky répond que l'on peut tout à fait être fraternel, mais qu'il faut afficher la politique de l'Opposition de Gauche, ne pas la laisser confondre avec celle de Maurin et critiquer clairement toutes les confusions et les oscillations de ce dernier. Les illusions de Nin se heurtent au refus brutal du Bloc de les admettre en son sein. Malgré tout, la ICE progresse significativement et compte 1000 militants en mars 1932 (3^e conférence). Cependant, selon Trotsky, cela s'explique entièrement par la situation révolutionnaire et non par la politique de la direction.

La République réactionnaire (1933-1936)

Le tournant de l'année 1933 est à la fois le produit des développements internationaux et espagnols. Comme conséquence du refus obstiné par la direction de l'IC d'une politique de Front Unique Ouvrier contre le fascisme, Hitler arrive au pouvoir sans combat en janvier 1933 et écrase bientôt tout le mouvement ouvrier. En Espagne, l'impasse du gouvernement républicain tend à accroître la

polarisation entre les classes. Des groupes fascistes commencent à se constituer, comme la Phalange et la JONS. À l'opposé, notamment à l'initiative de la ICE, une Alliance ouvrière est constituée en Catalogne, cadre de front unique ouvrier, regroupant le BOP de Maurin, l'UGT, le PSOE, les syndicats d'Opposition, l'Union des Rabassaires et l'ICE. Si elle peut constituer un modèle, elle reste

largement impuissante en Catalogne en raison du refus de la CNT, principale organisation de la province, d'y participer. La coalition entre républicains et socialistes finit par voler en éclat. Le président, Alcalá Zamora, dissout les Cortes. Des élections sont convoquées pour novembre 1933.

Les élections de novembre 1933 et l'offensive réactionnaire

Comme l'avait prévu Trotsky, les JS, le PSOE et l'UGT ont beaucoup grossi et sont donc la caisse de résonance des contradictions sociales et politiques. Face à la maigreur des résultats obtenus par la participation et au caractère anti-ouvrier du gouvernement de coalition, un courant de gauche se forme dans le PSOE, les JS et l'UGT contre l'alliance avec les bourgeois républicains. De façon surprenante, c'est Largo Caballero, le vieux réformiste collaborateur, qui en prend la tête. Selon Nin, Caballero tient pendant la campagne électorale que le PSOE mène sous son propre drapeau « *un langage purement communiste, allant même jusqu'à préconiser la dictature du prolétariat* ». La CNT, quant à elle, répond à la déception des masses par la politique impuissante d'une grande campagne de boycottage, où elle oppose la voie révolutionnaire à la voie parlementaire et dénonce sans relâche les partis politiques incapables et traîtres. Ce discours trouve un grand écho parmi les ouvriers floués et réprimés par ce gouvernement qu'ils avaient cru un instant être le leur. L'abstention est massive, atteignant 32% en moyenne, avec des pointes à 40% ou 45% dans les bastions de la CNT (Barcelone, Séville, l'Aragon, etc). La droite remporte les élections et le PSOE est laminé, car la loi électorale favorise les grandes coalitions. Complément inévitable de sa politique de boycottage stérile, la CNT déclenche à contretemps une non moins impuissante insurrection armée en Aragon et dans la Rioja contre l'arrivée au pouvoir de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, qui est rapidement écrasée par l'armée.

Pour la bourgeoisie de droite victorieuse, les élections ne sont que la première étape d'une contre-attaque visant à «sauver l'Espagne», c'est-à-dire restaurer un ordre bourgeois stable et le pouvoir de l'Église, en allant si nécessaire jusqu'au coup d'État et à

l'écrasement total du mouvement ouvrier, comme en Allemagne. Le premier parti aux Cortes est la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA) de Gil Robles, inspiré par la hiérarchie de l'Église. Et même si le nouveau gouvernement dirigé par Lerroux ne comprend pas de représentants de la droite, il applique déjà une politique de réaction : subventions massives à l'Église, rationnement des écoles publiques, recrutement en masse dans la police, remise en cause de l'autonomie de la Catalogne, amnisties des militaires putschistes, soutien du pouvoir aux actions des groupes fascistes contre les locaux et la presse des organisations ouvrières, etc. Face à cette offensive réactionnaire, les ouvriers ressentent le besoin d'unir leurs rangs. L'agitation de l'OGE pour le front unique trouve un écho important. Caballero se prononce en faveur de l'extension des alliances ouvrières sur le modèle de la Catalogne, ce qui est fait à Madrid grâce au poids de l'UGT. Si la direction nationale de la CNT s'y refuse toujours avec des arguments peu différents de ceux des staliniens pendant la période « ultra-gauche » de l'IC, la CNT des Asturies s'y rallie. Dans cette dernière province, la CNT et l'UGT signent un pacte dont la base est « *l'acceptation de la démocratie ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire la volonté de la majorité du prolétariat, en tant que dénominateur commun et facteur décisif du nouvel ordre de choses* ».

L'ICE face au tournant de la situation politique

Comme en toute période de crise intense de la société capitaliste, la situation politique mondiale et espagnole évolue de façon brusque. Trotsky en tire rapidement des conclusions sur l'orientation et la tactique de construction. Suite à l'arrivée d'Hitler au pouvoir et à l'absence de réaction au sein de l'IC devant la trahison du PC allemand, il conclut que l'IC est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, c'est-à-dire est devenue irrédressable. C'est pourquoi l'Opposition de Gauche devient

Mouvement pour la IVe Internationale. Mais les événements tragiques d'Allemagne provoquent aussi un mouvement dans les masses elles-mêmes. Des courants de gauche significatifs apparaissent dans tous les partis sociaux-démocrates, en particulier dans leurs organisations de jeunesse, comme en Autriche, en France, en Espagne. Cette évolution atteint même les chefs sociaux-démocrates qui tendent à gauchir leur politique, car ils comprennent qu'à défaut de lutter contre le fascisme, ils risquent eux-mêmes d'être éliminés par ce dernier. Réciproquement, l'avant-garde autrefois attirée par les PC, tend à s'en détourner. Enfin, dans les masses, l'aspiration au Front Unique grandit. C'est pourquoi Trotsky préconise aux petits groupes de propagande que sont les sections d'Opposition de Gauche d'entrer avec leur programme et leurs idées dans les partis sociaux-démocrates pour se lier au courant de gauche, qu'il juge « centristes », les féconder et les gagner au trotskysme.

En Espagne, ce phénomène est particulièrement vif. La direction des JS développe spontanément des positions vers une IVe Internationale : « *Je crois que la Iie et la IIIe Internationale sont virtuellement mortes ; il est mort le socialisme réformiste, démocratique et parlementaire qu'incarnait la Iie Internationale ; il est mort aussi ce socialisme révolutionnaire de la IIIe Internationale qui recevait de Moscou ses ordres et tournants pour le monde entier. Je suis convaincu que doit naître une IVe Internationale qui fonde les deux premières, prenant à l'une la tactique révolutionnaire, à l'autre le principe de l'autonomie nationale* » (L. Araquistain). L'organe des JS de Madrid, *Renovacion*, qualifie les trotskystes comme « *les meilleurs théoriciens et les meilleurs révolutionnaires d'Espagne* » et leur demande d'entrer aux JS et au PSOE. La direction de l'IGE refuse sous prétexte que cela équivaldrait à une capitulation devant la social-démocratie. Trotsky répond que les organisations du Mouvement pour

la IVe Internationale sont trop faibles pour jouer un rôle indépendant dans les événements et que l'on ne renonce donc à rien à condition de continuer à défendre

clairement sa politique. Tout au contraire, c'est une façon d'entrer en contact étroit avec des dizaines de milliers d'ouvriers évoluant vers la gauche. Et c'est la seule façon

d'empêcher que les staliniens ne parviennent à mettre la main sur ce courant évoluant à gauche.

L'Octobre asturien

La crise éclate quand, à l'automne 1934, la CEDA, premier parti au Cortès, exige la majorité dans le gouvernement. Le PSOE, sous l'influence de Caballero, décide de résister. L'UGT appelle à la grève générale contre le gouvernement de la CEDA. Contrairement à ce que pensaient les doctrinaires, l'évolution du PSOE et l'UGT n'était pas seulement verbale. A l'opposé, la CNT reste passive. Mais la manière dont le PSOE conduit cette grève générale montre également aux optimistes béats que les chefs de la gauche social-démocrate ne sont pas pour autant devenus des révolutionnaires.

À Barcelone, malgré la non participation de la CNT, la grève générale est au début assez bien suivie. Mais les chefs du BOP et de l'ICE estiment qu'ils ne peuvent rien sans la CNT. Ils cherchent donc vite un « compromis » illusoire et la grève s'effiloche. À Madrid le PSOE, l'UGT et la JS, forces dominantes, appellent à une grève générale, qui est massivement suivie. Mais ils veulent s'en tenir à une démonstration pacifique. Lorsque le gouvernement s'en rend compte, il passe à la répression. Ce n'est qu'aux Asturies, où le Front Unique Ouvrier a été réalisée que la grève générale est complète et se transforme en une insurrection révolutionnaire armée : les ouvriers du PSOE, de l'UGT, de la CNT, de l'ICE, constituent des milices, attaquent par surprise la police, occupent les principales villes et les villages, prennent possession des principaux édifices, confisquent les entreprises, rationnent les vivres et les matières premières. Il faudra deux semaines à l'armée pour venir à bout de l'insurrection. La répression est terrible : on compte 3000 morts, 7000 blessés, 40 000 emprisonnés. Le gouvernement se déchaîne non seulement contre les organisations ouvrières, mais aussi contre la bourgeoisie républicaine et

autonomiste : Companys, Azaña et d'autres figures de ce type sont arrêtés et emprisonnés.

Pour Trotsky, ces événements confirment tout autant les immenses ressources révolutionnaires du prolétariat espagnol que la tragique absence d'un parti révolutionnaire. Il est amer du refus de ses sympathisants d'entrer dans les organisations social-démocrates, ce qui leur a laissé une place marginale dans l'insurrection des Asturies, l'ultime répétition avant les événements décisifs.

Le Front Populaire antifasciste : les staliniens pour la défense de l'ordre bourgeois

Même les appareils les plus endurcis ne peuvent échapper à la pression de la lutte des classes. Les chefs staliniens sont effrayés par les résultats de leur propre politique « ultra-gauche » : d'un côté, les progrès rapides du fascisme menacent en dernière analyse le pouvoir de la bureaucratie, car il ne fait guère de doute qu'Hitler entend liquider l'URSS ; de l'autre, les partis communistes sont en perte de vitesse dans les principaux pays impérialistes. La bureaucratie opère donc un tournant à 180° dicté par ses propres intérêts : la veille, elle traitait encore les sociaux-démocrates de « sociaux fascistes » ; désormais, pour se protéger d'une agression militaire nazie, elle s'en remet aux bourgeoisies « démocratiques » (notamment la France et l'Angleterre), auxquelles elle propose une alliance contre les régimes fascistes. C'est l'orientation du Front Populaire antifasciste : les PC défendent l'unité de tous ceux qui sont formellement opposés aux fascistes, c'est-à-dire aussi bien les socialistes que les républicains de gauche et de droite. Or, comme les républicains ne sauraient accepter

un programme communiste, l'unité ne peut se faire que sur le programme des républicains bourgeois. Le Front Populaire, malgré son titre séducteur d'« antifasciste », signifie donc en réalité la soumission des partis ouvriers à un programme bourgeois. Or, une telle politique ne peut qu'être impuissante à combattre le fascisme, car celui-ci est l'ultime ressource de la bourgeoisie face à la menace de la révolution prolétarienne.

Mais cette politique trouve un écho dans les masses parce qu'elle répond à leur aspiration à l'unité. En Espagne, le PCE profite du prestige d'Octobre 1917 et de ce tournant pour gagner à lui les dirigeants des JS, Santiago Carrillo et Federico Melchor, considérés fin 1934 comme des sympathisants trotskystes, qui reviennent de leur voyage à Moscou en 1935 convertis au stalinisme. Finalement les JS fusionnent avec la minuscule JC pour former les Jeunesses Socialistes Unifiées (JSU) sous direction stalinienne en avril 1936. De même, en Catalogne, le PCE fusionne avec le PSOE pour donner naissance au Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC), qui adhère à la IIIe Internationale.

Le BOP et l'ICE fondent le POUM

La politique de Nin à la tête de l'ICE, se concentre sur une collaboration étroite avec le BOP. Ils fusionnent clandestinement en septembre 1935 donnant naissance au Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM). Les militants de l'ICE sont une minorité du POUM en Catalogne, mais la majorité en dehors de la Catalogne. Nin justifie ce choix par ce qu'il juge être des pas à gauche du BOP : Maurin s'éloigne du nationalisme petit-bourgeois catalan, défend la politique de front unique des Alliances ouvrières,

critique la théorie stalinienne du Front Populaire et revoit sa théorie de la révolution, parlant désormais d'« une révolution démocratique-socialiste » selon laquelle les tâches démocratiques et socialistes sont inséparables. Nin avance aussi le fait que les militants du BOP sont en majorité des ouvriers.

Mais la stratégie et le programme du POUM sont confus. Trotsky s'interroge : « *on nous parle seulement de « l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases ».* Mais nous sommes intéressés à savoir quelles sont ces « nouvelles bases ». Celle du SAP ou celle du marxisme révolutionnaire et de la IVe Internationale ? » (lettre au RSAP, 18 octobre 1935). Certes, Nin prétend avoir gagné la majorité du POUM à la IVe Internationale à un détail près : le numéro. Une paille ! En réalité, la direction du

POUM dominée par le BOP décide d'adhérer non à la IVe Internationale mais au « Bureau de Londres » ou Internationale II1/2, un marais entre les sociaux-démocrates et les staliniens qui regroupe diverses organisations centristes, comme l'ILP (Parti Travailleuse Indépendant d'Angleterre), le SAP (Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne). Malgré cela, l'ICE ne se constitue ni en tendance ni en fraction. Il est frappant de noter que ceux qui la veille encore refusaient au nom des principes d'entrer dans le PSOE pour y faire un travail de fraction, se dissolvent dans une petite organisation centriste. Trotsky n'est pas seulement sceptique sur le choix tactique de se dissoudre dans le POUM, mais inquiet de la confusion politique de ses camarades.

Selon ses fondateurs, le POUM est supposé unifier les noyaux révolutionnaires présents dans les différentes organisations ouvrières. Mais c'est une illusion : très petit avec ses 8000 militants et n'ayant de poids qu'en Catalogne, le POUM ne peut guère attirer à lui des militants ouvriers d'organisations qui en regroupent des centaines de milliers, voire des millions. En outre, sa politique de prétendue réunification syndicale l'isole encore un peu plus des masses groupées dans la CNT et l'UGT : il anime une Fédération Ouvrière d'Unité Syndicale (FOUS), composée de syndicats exclus de la CNT parce que dirigés par des marxistes, qui existe à côté de la CNT et de l'UGT, regroupant 70 000 ouvriers, contre 1,2 million à la CNT et des centaines de milliers à l'UGT.

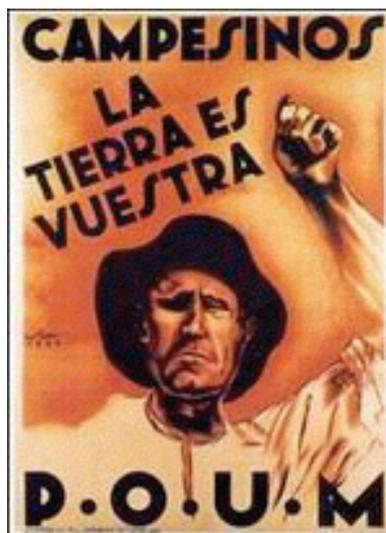
Du Front Populaire au pronunciamiento

L'écrasement de l'Octobre asturien n'a pas suffi à la droite qui veut mener jusqu'à son terme sa politique de réaction. Elle profite de son passage au gouvernement pour placer tous les généraux putschistes aux postes clés comme Sanjurjo, Franco, etc. Elle ne cesse de menacer la République parlementaire. Les Cortès deviennent ingouvernables. Le président de la République, Alcalá Zamora, est de nouveau conduit à les dissoudre.

Les staliniens espagnols mènent alors une bataille farouche pour la mise en place d'une alliance entre les organisations ouvrières et les partis bourgeois de gauche. L'aile droite et le centre du PSOE se prononcent dans le même sens, en faisant valoir les conséquences tragiques de la défaite électorale de 1933 quand le PSOE était allé seul aux élections. Caballero s'oppose à cette alliance, mais en vain.

C'est un programme clairement et ouvertement « démocratique-bourgeois » qui constitue la base de cet accord. Il se résume à un retour à la politique des premières années de la République, dont on sait qu'elle avait été anti-ouvrière et avait conduit à l'exacerbation des affrontements

sociaux qu'elle ne pouvait plus contenir. Mais elle lève le drapeau de l'amnistie pour tous les réprimés d'Octobre 1934. L'accord est signé le 15 janvier 1936 par les deux partis républicains de gauche, le PSOE, le PC, l'UGT, la JS, le parti syndicaliste de Pestana...et le POUM avec l'aval des anciens trotskystes de la ICE !



La signature du POUM : une trahison de la révolution

Trotsky condamne la signature par le POUM du programme de Front populaire comme une trahison de la révolution. Nin

réplique que, si le POUM n'avait pas signé ce programme, il aurait été complètement isolé et aurait perdu toute influence sur les ouvriers, car il y avait parmi eux une forte aspiration à l'unité. Il met aussi en avant l'importance d'obtenir la libération des prisonniers d'Octobre 1934. Il vante en outre le Front Populaire comme un moyen chasser la droite. Enfin, il prétend que le POUM aura ainsi une tribune pour dénoncer le Front Populaire. Que valent ces arguments ?

Il ne fait pas de doute que refuser de participer au Front Populaire, c'était aller contre le courant. Il est probable que cela aurait pu réduire temporairement l'audience du POUM. Mais les révolutionnaires ne doivent pas prendre leurs décisions à courte vue et céder à la pression dominante à un moment donné. Signer un programme commun avec la bourgeoisie, c'est donner sa caution à la subordination du prolétariat à la bourgeoisie et cela peut seulement conduire à son étranglement. Bien sûr, la libération des prisonniers est une bonne chose en elle-même, mais elle renforce bien moins le prolétariat espagnol que la politique du Front Populaire ne l'affaiblit : si elle permet la libération de dizaines

de milliers de travailleurs, elle intoxique des millions d'ouvriers en leur faisant croire qu'ils pourraient défendre leurs intérêts en s'alliant avec une « fraction démocratique ou progressiste » de la bourgeoisie. La distinction entre droite et gauche n'est pas une distinction de classe : pour les marxistes, il ne s'agit pas d'obtenir le « moindre mal » dans l'immédiat, mais de préparer les ouvriers à faire la révolution. Et on ne peut pas le faire en les mettant à la remorque de la bourgeoisie, mais seulement en développant leur conscience de la contradiction irréductible entre leurs intérêts et ceux de leurs exploités ainsi que la confiance en leurs propres forces. Enfin, les masses ne retiendront évidemment que la participation du POUM au Front Populaire et non les phrases qu'un de ses orateurs pourra prononcer dans un meeting. C'est la rupture définitive entre l'ICE et le Mouvement pour la IVe Internationale.

La CNT ne signe pas le pacte, mais cède aux mêmes sirènes que le POUM. Elle renonce à sa traditionnelle campagne de boycottage. Et les partisans de la CNT vont voter pour les républicains et les socialistes.

Le gouvernement de Front Populaire face à la préparation du coup d'État

Le Front Populaire l'emporte, de justesse. Un gouvernement purement républicain, dirigé par Azaña, est constitué avec un soutien parlementaire du PSOE et du PCE. Il applique à la lettre le programme du Front Populaire : il libère et amnistie les prisonniers de 1934, libère et rétablit Companys, le dirigeant catalan à son poste de chef

de la Generalitat, redonne l'autonomie à la Catalogne et au Pays Basque, etc.

Mais ce succès électoral ne règle rien : l'attelage des bourgeois de gauche et des réformistes au sommet de l'État ne peut pas résoudre les contradictions croissantes entre les classes sociales réelles. La victoire du Front Populaire relance la mobilisation des ouvriers industriels et agricoles, ainsi que celle des petits paysans : manifestations de masse, grèves offensives, occupations de terre et affrontements avec les groupes fascistes se multiplient.

La bourgeoisie, constatant que les républicains et les socialistes sont incapables de contenir le torrent révolutionnaire, se met à préparer activement et minutieusement le coup d'État. Le gouvernement, averti des préparatifs de *pronunciamiento*, se borne à déplacer les généraux d'un commandement à un autre. Et il va jusqu'à démentir comme des rumeurs infondées les articles de presse parlant d'un coup d'État en préparation. En effet, le gouvernement de FP ne peut pas lutter contre le putsch, car c'est un gouvernement bourgeois. Or, la seule façon de lutter contre le coup d'État, c'est d'armer les ouvriers. Mais armer les ouvriers, c'est leur ouvrir les portes du pouvoir, c'est donc travailler pour le renversement de la bourgeoisie. Pour un gouvernement bourgeois, le choix est clair : plutôt la dictature fasciste que la révolution prolétarienne.

Face au péril fasciste, la solution de la droite du PSOE, c'est d'appeler les travailleurs à être « raisonnables » pour ne pas « provoquer » les militaires, bref à ne pas toucher à l'ordre bourgeois

pour que le capital ait la bonté de ne pas faire appel à ses agents fascistes. Le PCE va plus loin encore expliquant que « *les patrons provoquent et attisent les grèves* » et dénonce l'intervention « *d'agents provocateurs* ». La politique des staliniens et des réformistes est, comme on pouvait s'y attendre, une politique de trahison complète des intérêts de la révolution.

Malheureusement pour le prolétariat espagnol, les chefs de l'aile gauche du PSOE ou ceux de la CNT, s'ils renâclent face à une telle politique, n'ont pas de stratégie alternative. Au lieu de se préparer à l'affrontement décisif, les uns et les autres se bercent de phrases révolutionnaires. Ainsi Largo Caballero, qui s' imagine être le Lénine espagnol, déclare : « *La révolution que nous voulons ne peut se faire que par la violence... Pour établir le socialisme en Espagne, il faut triompher de la classe capitaliste et établir notre pouvoir* ». Le Congrès de la CNT de mai 1936 discute avec passion de la prochaine mise en pratique du communisme libertaire : les anarcho-bolchéviks y sont battus.

Le mouvement gréviste prend de l'ampleur. Les heurts se multiplient entre CNT et UGT. Le gouvernement réprime la CNT. La Phalange intervient de plus en plus violemment contre les ouvriers. Il y a des morts de part et d'autre. C'est l'assassinat de Calvo Sotelo, l'un des leaders de l'extrême droite, en représailles à un assassinat de militant ouvrier, qui fournit le prétexte du putsch, dirigé par les généraux Franco et Sanjurjo (qui meurt dès le premier jour dans un mystérieux accident d'avion).

Soulèvement révolutionnaire contre le pronunciamiento

L'héroïsme des ouvriers fait échouer le pronunciamiento

Si les chefs républicains sont paralysés face au coup d'État par leur position de classe, les dirigeants ouvriers sont fondamentalement perdus par leur soumission au Front Populaire et leur confiance relative dans les républicains. Le

PSOE, la CNT et le POUM exigent des armes pour les travailleurs, mais la plupart du temps, ils ne font guère plus. Si le *pronunciamiento* minutieusement préparé est défait dans les 2/3 de l'Espagne, c'est donc principalement grâce à l'initiative et à l'héroïsme révolutionnaires des masses.

Les militaires ont fait preuve de beaucoup d'organisation, de préparation et d'audace. À l'opposé, les dirigeants ouvriers ont trop souvent tendance à prendre pour argent comptant les déclarations loyalistes des militaires républicains, attendent et tergiversent, pour finalement se retrouver surpris par l'ennemi. Ils appellent alors à la

grève générale, mais il est parfois trop tard.

Le *pronunciamiento* l'emporte au Maroc, en Navarre, en Galicie, en Extremadure, mais aussi à Séville et à Saragosse, deux bastions ouvriers, où la CNT domine, et à Oviedo. Le putsch est défait ailleurs. Barcelone offre l'exemple le plus saisissant. Surpris par le soulèvement en raison de la naïveté de leurs chefs, les ouvriers très peu et mal armés commencent l'affrontement dans une position d'extrême faiblesse. Mais ils ont pour eux l'enthousiasme de ceux qui luttent pour se libérer de leurs chaînes et le souvenir encore frais d'Octobre 1934. C'est le déferlement de la masse qui permet au prix de nombreuses victimes de liquider le coup d'État.

Dans la marine, c'est l'organisation des soldats, qui sont souvent des ouvriers, en cellules clandestines, centralisées de façon secrète, qui permet de faire échouer le *pronunciamiento*. Les équipages se mutinent. C'est un point décisif, car cela retarde l'arrivée en Espagne des troupes de Franco basées au Maroc.

On peut ainsi voir que la guerre civile est d'abord un problème politique avant d'être un problème technique. Dans la société capitaliste, le prolétariat n'est pas faible parce qu'il ne serait pas en mesure de s'armer, mais seulement dans la mesure où il n'est pas pleinement conscient de ses intérêts de classe et sa direction n'est pas révolutionnaire.

Les « comités-gouvernements » face à l'ombre de l'État républicain

Le soulèvement ouvrier pour écraser le putsch fait naître partout des comités, aux noms divers : comités de guerre, de défense, de salut public, comités antifascistes, ouvriers, etc. Souvent désignés par les organisations ouvrières qui groupent la majorité de la classe, parfois élus dans les entreprises, ils sont à l'échelle locale sous la pression permanente des masses. Leur première fonction a été d'organiser la lutte contre le

pronunciamiento. Dès que celui-ci est vaincu, ces comités se mettent à prendre de fait en charge toutes les fonctions d'un gouvernement. Non seulement ils assurent le maintien de l'ordre grâce à des milices ouvrières qui se substituent à la police et à l'armée permanente et le contrôle des prix, mais ils mettent aussi en oeuvre des mesures de révolution sociale comme la socialisation ou syndicalisation des entreprises (les usines passent sous le contrôle de comités ouvriers ou des syndicats), l'expropriation de l'Église et des grands propriétaires fonciers (donnant naissance soit à des exploitations collectives soit à la distribution des terres aux métayers), la municipalisation des logements, l'organisation de la presse, de l'enseignement et de l'assistance sociale. En ce sens, les masses ont au cours même de la lutte contre le soulèvement édifié un nouveau pouvoir, qui est *de fait* le nouvel État dans toutes les régions où le *pronunciamiento* a été vaincu. Si pendant les premiers jours qui suivent la victoire, la politique d'épuration contre les anciennes classes dominantes tourne parfois aux règlements de compte personnels, ces excès dérisoires au regard des souffrances et des humiliations vécues pendant des années sont vite jugulés par les organisations ouvrières elles-mêmes.



Dans la zone où le coup d'État a échoué, il ne reste pas grand chose de l'État républicain : les

forces de répression, police et armée, soit se sont mutinées et ont été vaincues, soit se sont rangées du côté des ouvriers. Les républicains bourgeois n'ont pas d'autorité sur les masses car ils n'ont rien fait pour arrêter le putsch ; ils n'ont pas non plus de forces de répression qui puissent leur assurer le pouvoir malgré leur manque d'autorité. Les comités-gouvernements ouvriers font face à « l'ombre de la bourgeoisie », selon la saisissante formule de Trotsky : le gouvernement central est dirigé par le républicain Giral ; celui de la Généralité de Catalogne est dans les mains de Companys, un nationaliste bourgeois catalan.

Les défaites militaires de l'été 36

En face l'État bourgeois franquiste est une machine bien huilée. Il reçoit le soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste qui mettent à sa disposition avions et pilotes pour combattre la marine mutinée et faire passer des troupes en Espagne. Quant à la France et l'Angleterre, elles se prononcent pour la « non-intervention » de façon tout à fait hypocrite. L'attitude du gouvernement de Front Populaire français, confirme sa nature de gouvernement bourgeois sous ses couleurs ouvrières : la SFIO et le PCF, qui viennent de trahir la grève générale de juin 36, choisissent de fait d'aider en Franco en s'en tenant à la non-intervention, car chacun sait que Hitler et Mussolini interviennent aux côtés de Franco. L'URSS se rallie à cette politique de trahison jusqu'en septembre 1936. Sous un commandement centralisé, les troupes bien entraînées de Franco ne font souvent qu'une bouchée des milices ouvrières sans formation. L'absence de centralisation des comités-gouvernements ouvriers les laisse totalement dispersées et impuissantes : il est impossible de concentrer des troupes, les renforts n'arrivent jamais à temps, les munitions manquent aux moments décisifs, etc.

Les organisations ouvrières face au problème du pouvoir

Les staliniens : gagner la guerre d'abord, faire la révolution plus tard

Le PCE (qui compte 30 000 adhérents en juillet 1936 et en majorité des petits paysans et des petits patrons) explique qu'il n'est pas temps de lutter pour le pouvoir des ouvriers et le socialisme, mais qu'il faut d'abord vaincre Franco et ses troupes. Bref, il exige la poursuite du Front Populaire. Or, la condition de cette alliance avec les républicains, c'est-à-dire l'ombre de la bourgeoisie, c'est de renoncer à toute mesure qui porte atteinte à la propriété privée des moyens de production : il faut « éviter les outrances révolutionnaires », se contenter d'une « république démocratique avec un contenu social étendu » et assurer la « défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété ». Les défaites militaires de l'été 36 ajouteront à l'argumentaire qu'une telle attitude est nécessaire pour recevoir l'aide de la bourgeoisie française et anglaise. C'est la théorie de la lutte entre la démocratie et le fascisme, substituée à la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise. La démocratie et le fascisme sont deux formes de domination de la bourgeoisie. Certes, elles sont contradictoires : dans le premier cas, la bourgeoisie s'appuie sur les chefs réformistes pour dominer le prolétariat ; dans le second cas, la bourgeoisie écrase les organisations ouvrières même réformistes pour maintenir son pouvoir. Mais cette contradiction n'est que relative : pour la bourgeoisie, il vaut toujours mieux la dictature fasciste que la révolution prolétarienne. Bref, derrière le discours antifasciste des staliniens, il y a le Front Populaire, c'est-à-dire la subordination du prolétariat à la bourgeoisie. En effet, la bureaucratie soviétique craint comme la peste une possible victoire de la révolution prolétarienne en Espagne. Il risquerait de provoquer une contagion révolutionnaire dans la classe ouvrière des autres pays, mettant en cause sa propre

domination en URSS. Cependant, ce ne sont pas ces courants qui dirigent l'essentiel du mouvement ouvrier en Espagne, mais la FAI qui domine la CNT et le courant de Caballero l'UGT. Quelle va être leur attitude ?

L'impuissance des anarchistes faute d'une stratégie révolutionnaire claire

La CNT est en partie divisée. Garcia Oliver, l'un des chefs de file des « anarcho-bolchéviques » au sein de la CNT propose au plenum régional de la CNT de Catalogne, province où la CNT est hégémonique, de prendre le pouvoir et d'instaurer le communisme libertaire. Il est mis en minorité. Au lieu d'engager une lutte politique pour faire changer la CNT de position, il s'aligne sur la position majoritaire, consistant à accepter le maintien de la Généralité, l'État catalan autonome. Si le pouvoir de Companys n'est que formel à ce stade, il est pour la bourgeoisie une base précieuse en vue de reconstruire l'État bourgeois quand le rapport de forces aura été modifié. Le pouvoir réel est pour le moment entre les mains du Comité Central des milices antifascistes de Catalogne. Cependant, bien que les organisations ouvrières y soient de fait hégémoniques, cette structure intègre fictivement les organisations bourgeoises « républicaines » : en ce sens, elle est encore une expression de la politique du Front Populaire.

Lorsque le moment crucial se présente, les anarchistes sont réduits à l'impuissance par l'absence d'une stratégie révolutionnaire claire. En théorie, ils refusent l'idée d'une prise de pouvoir par le prolétariat, car ils sont par principe hostiles à l'État. Selon leur point de vue démocratique vulgaire, un gouvernement, ouvrier ou pas, ne peut que reproduire l'oppression comme tout État. La réalité fait voler en éclat cette prétention à éviter le problème de l'État. Pour vaincre l'État bourgeois, qui continue à exister sous la forme du pouvoir des armées de Franco, il faut bien une

organisation centralisée, bref un autre État. La question n'est donc pas de savoir si on a ou non envie qu'il se forme un État ou pas sur les zones où le *pronunciamiento* a été vaincu, car il s'en formera un de toutes façons. La question est de savoir de quelle classe sociale cet État servira les intérêts. La CNT, sous prétexte d'hostilité à l'État en général et par fidélité à son principe d'autonomie, refuse de centraliser les comités de gouvernements existants : elle refuse de parachèver l'État que les masses ont mis sur pied dans la lutte contre le coup d'État fasciste.

Mais les défaites de l'été font prendre conscience à tout le monde qu'il y a besoin de centralisation pour lutter efficacement contre les troupes de Franco. C'est ce qui sert à justifier la reconstitution de l'État bourgeois et la soumission progressive des organes issus du soulèvement révolutionnaire à l'État bourgeois et leur intégration progressive à l'État, donc leur liquidation comme embryon du pouvoir prolétarien. Les dirigeants de la CNT se laissent convaincre par l'argumentation que, pour gagner la guerre, il faut à la fois un État centralisé et des armes et que ces armes, on ne peut les obtenir que de la France, de l'Angleterre, etc. Tout en continuant d'exalter l'auto-organisation des ouvriers, la CNT se rallie donc au « gagner la guerre d'abord, faire la révolution ensuite », c'est-à-dire à la logique de Front Populaire, dont les inventeurs et les plus zélés propagateurs sont les staliniens, mais dont la CNT constitue simplement l'aile gauche. Bref, ils font de fait dépendre le sort de la révolution espagnole de la bonne volonté de la bourgeoisie « démocratique ».

Caballero, clé de voûte du nouveau gouvernement de Front Populaire

Dans un premier temps, Caballero, qui jouit d'un grand prestige parmi les ouvriers, semble prendre le contre-pied de ces positions. Il affirme : « la guerre et la révolution sont une seule et

même chose. Elle ne s'excluent ni ne se gênent, mais elles se complètent et se renforcent l'une l'autre... Le peuple n'est pas en train de faire la guerre pour l'Espagne du 16 juillet sous la domination des castes héréditaires, mais pour une Espagne dont on aurait extirpé toutes leurs racines. Le plus puissant auxiliaire de la guerre, c'est l'extinction économique du fascisme. C'est la révolution à l'arrière, qui donne assurance et inspiration à la victoire sur le champ de bataille». Il exige donc dans un premier temps un gouvernement de Front Unique ouvrier. Début septembre, les directions de la CNT et de l'UGT discutent même de la prise du pouvoir par une junte CNT-UGT.

Mais finalement, Caballero, se laisse convaincre par les arguments des staliniens, de la droite du PSOE et du PCE: il faut gagner la guerre d'abord, faire la révolution ensuite. Il accepte donc de constituer un gouvernement de Front Populaire, le 4 septembre. Il repose sur les

mêmes forces que le précédent, mais comprend une majorité de ministres ouvriers, issus du PSOE, de l'UGT, du PCE, siégeant avec les bourgeois républicains et jouit en outre du soutien de la CNT, qui ne participe pas formellement au gouvernement, mais envoie des représentants dans chaque département ministériel. Comment expliquer ce revirement? Caballero n'est pas un dirigeant révolutionnaire, mais un vieux réformiste qui, sous la pression des événements, est devenu centriste. C'est pourquoi il est incapable de résister à la pression dans les moments décisifs et notamment au chantage de l'URSS qui promet son aide militaire à condition qu'un gouvernement de Front Populaire soit constitué.

L'attitude du POUM : une nouvelle trahison

Comme Maurin est aux mains des franquistes, c'est Nin qui devient secrétaire général du POUM. En

paroles, Nin soutient des positions comparables à celles de Caballero : « contre le fascisme, il n'y a qu'un moyen efficace de combattre, la révolution prolétarienne ». Mais Nin n'est déjà plus un trotskyste (s'il l'a jamais été), mais est devenu un centriste. En pratique, il ne se bat pas non plus pour la destruction des restes de l'État bourgeois dans la partie de l'Espagne où le putsch a été vaincu. Pour justifier sa nouvelle position de trahison, il prétend, d'une part, que la dictature du prolétariat serait déjà réalisée en Espagne : curieuse dictature du prolétariat avec Giral au gouvernement à Madrid et Companys à Barcelone ! Il prétend d'autre part qu'il n'y a pas besoin de soviets en Espagne, car comme les organisations ouvrières organisent une grande majorité de la classe, cela n'est pas nécessaire.

(À suivre...)

□ **Antoni Mivani**

Partis politiques et organisations syndicales en Espagne

CEDA : Centre des droites autonomes (parti de droite réactionnaire).

La Phalange : milice fasciste.

PSOE : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol

PCE : Parti Communiste Espagnol (stalinien)

JS : Jeunesses Socialistes (liées au PSOE)

JC : Jeunesses Communistes (liées au PCE)

JSU : Jeunesses Socialistes Unifiées (nées de la fusion des JS et JC, sous direction stalinienne en avril 1936)

FAI : Fédération Anarchiste Ibérique (organisation politique anarchiste dirigeant la CNT)

Parti Syndicaliste : parti réformiste fondé par Angel Pestana suite à son exclusion de la CNT par la FAI.

BOP : Bloc Ouvrier et Paysan (parti centriste fondé par le boukharinien Maurin)

OGE : Opposition de Gauche Espagnole, devenue ICE en 1932.

ICE : Gauche Communiste Espagnole, nom pris par l'OGE en 1932 et conservé après la rupture avec le mouvement pour la IVe Internationale début 1936 lors de la signature du programme du Front Populaire.

POUM : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (né de la fusion du BOP et de la GCE en septembre 1935)

UGT : Union Générale des Travailleurs, centrale syndicale du PSOE

CNT : Confédération Nationale du Travail, centrale syndicale anarchiste, dirigée par la FAI.

Chronologie sommaire

Novembre 1933 - Elections aux Cortès remportées par les partis bourgeois de droite.

Octobre 1934 - Insurrection révolutionnaire aux Asturies lancée par l'Alliance Ouvrière (CNT-UGT-BOP-ICE) contre l'arrivée au pouvoir de la CEDA. Elle est écrasée par l'armée.

Janvier 1936 - Signature du programme de Front Populaire par toutes les organisations ouvrières à l'exception de la CNT, dont les adhérents voteront cependant massivement pour le Front Populaire.

Février 1936 - Elections aux Cortès remportées par le Front Populaire

17-18 juillet 1936 - Pronunciamento (coup d'État) de Franco - Insurrection révolutionnaire des ouvriers pour contrer le coup d'État.

Fin juillet-début août 1936 - Les comités ouvriers, gouvernement de fait là où le putsch a échoué.

4 septembre 1936 - Constitution dans la partie de l'Espagne où le putsch a échoué d'un gouvernement bourgeois républicains-PSOE-PCE-UGT sous la direction de Caballero, avec le soutien de la CNT.

➤ **Lutte des classes en France**

- Éditorial : Sous l'apparente inertie de la lutte des classes, les ingrédients d'une crise sociale et politique s'accumulent (p. 2)
- Grèves ouvrières : éléments pour un premier bilan et propositions pour un programme d'action (p. 8)
- Vive la grève des travailleurs sans-papiers ! Battons-nous pour la régularisation de tous ! (p. 12)
- Pour imposer le retrait de la loi qui privatise la poste, il faut une manifestation nationale à Paris, des comités de défense fédérés à tous les niveaux et un combat déterminé pour la grève générale des postiers (p. 13)
- La méthode pédagogique du gouvernement pour faire passer sa réforme du lycée : répétitions et « négociations ». Les directions syndicales pas si mauvaises élèves que ça... (p. 15)

➤ **Syndicalisme de classe**

- Soutien à la candidature de Jean-Pierre Delannoy contre Bernard Thibault, pour le rassemblement des syndicalistes de classe ! (p. 19)
- Appel à soutien de la candidature de J.-P. Delannoy comme secrétaire général de la CGT au 49^e Congrès (p. 21)

➤ **Contributions pour l'orientation du NPA**

- Pour l'arrêt immédiat des discussions électoralistes avec les réformistes, pour que le NPA mette toute son énergie dans la lutte de classe, pour donner aux travailleurs et aux jeunes combattifs l'envie de rejoindre le parti... Militants du NPA, unissons-nous pour mettre en échec l'orientation de la direction lors de la consultation interne ! Au-delà, renforçons l'opposition de gauche et ouvrons le débat pour une grande tendance révolutionnaire unifiée ! (p. 22)
- Comment la direction du PCF parle du NPA à ses militants (p. 25)
- Première Conférence nationale des jeunes du NPA : le secteur jeune commence à se structurer malgré toutes les entraves à son autonomie... mais ses dirigeants restent à mi-chemin par crainte d'affronter la direction (p. 25)
- Dernière minute : la direction du NPA refuse de reconnaître le secrétariat jeune élu par la CNJ (p. 28)
- Amendements présentés par la Tendance CLAIRE lors de la CNJ (p. 28)
- À propos des événements de Poitiers (p. 30)
- Il n'y a rien à attendre du sommet de Copenhague ! Contre les illusions altermondialistes et réformistes, il faut dire clairement que la catastrophe climatique ne peut être évitée sans la socialisation des moyens de production (p. 32)

➤ **Économie**

- Bilan de santé de l'économie capitaliste mondiale (p. 34)
- La situation de l'économie française est à l'image de celle des principaux pays impérialistes : marasme économique prolongé en vue et attaques contre les travailleurs (p. 40)
- Les enseignements du sommet du G 20 de Pittsburgh (p. 42)
- Évolution du salaire réel aux USA (p. 43)
- Comment la mondialisation du capital permet aux multinationales d'échapper à l'impôt (p. 40)

➤ **International**

- Obamush sur les traces de l'oncle George. Aperçu de la politique étrangère américaine un après la victoire d'Obama... et quelques semaines après son ridicule prix Nobel (p. 44)
- Kraft Foods Argentine : faire plier les multinationales, le gouvernement et la bureaucratie syndicale de la CGT, c'est possible ! (p. 52)

➤ **Histoire** : La révolution espagnole (1930-1939) Deuxième partie : 1933- 1936 (p. 56)

Qui sommes-nous ?

La *Tendance CLAIRE du NPA* (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale et par les textes du Projet de Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Danièle Cobet, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.
Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63